

RIVAROL

N°3422

“Quand les peuples cessent d'estimer, ils cessent d'obéir”

29/4/2020

HEBDOMADAIRE DE L'OPPOSITION NATIONALE ET EUROPÉENNE

Pour un déconfinement non seulement physique mais mental !

TOUTE CÉLÉBRATION PUBLIQUE de la fête de Jeanne d'Arc est interdite cette année à cause du confinement. Alors que nous fêtons cette année le centenaire de la canonisation par le pape Benoît XV de la sainte de la patrie, et également les cent ans de la loi Barrès fixant au deuxième dimanche de mai la fête nationale de la Pucelle d'Orléans, loi obtenue après des milliers de jours de prison des Camelots du Roi voulant célébrer la bergère de Domrémy, il est interdit d'organiser des défilés, des processions, de faire des discours publics devant la statue de la Sainte place des Pyramides. Ce n'est pas un hasard si la République judéo-maçonnique interdit le culte de Jeanne d'Arc, puisque cette figure de la France catholique et royale est aux antipodes des actions, des méthodes, des discours et des pensées des puissants qui nous confinent et nous oppriment.

Car le confinement n'est pas seulement physique, matériel, il est mental et spirituel. Plusieurs célébrations liturgiques ont ainsi été interrompues en France ces derniers jours par la police au nom de l'urgence sanitaire alors que l'on peut librement faire ses courses quotidiennement au supermarché voisin. Les messes publiques, même pour Pâques, ont été interdites, alors même que les avortoirs fonctionnent toujours à plein régime et que la machine à décérébrer n'a jamais été aussi puissante.

SI EN PRINCIPE le déconfinement doit avoir lieu le lundi 11 mai, jour d'une fête juive célébrant la fin d'une épidémie (leur République préfère le calendrier des rabbins à celui de la France catholique !), même si les modalités pratiques devraient être précisées par le Premier ministre dans une conférence de presse le mardi 28 avril, après le bouclage et l'impression de ce numéro, il est d'ores et déjà certain que le confinement continuera plus que jamais, et sera même renforcé, pour les propos, écrits et discours déplaisant à la police de la pensée. Le président de la LICRA qui porte un nom prédestiné, Mario Stasi, rappelant l'affreuse police politique de l'Alle-



(Dessin de Chard)

magne de l'Est communiste, vient ainsi, dans un entretien au site Internet de la chaîne Public Sénat, de rappeler « l'urgence de confiner le discours de haine en ligne », autrement dit d'interdire, sous peine d'amendes astronomiques et de peine de prison, tout discours, toute analyse, toute considération, toute prise de position ne convenant pas à un certain lobby. Le président de la LICRA stigmatise ainsi un « antisémitisme déconfiné », « tous ceux qui sous couvert d'anonymat, relaient ou portent le même discours, viennent fustiger, dénoncer les "Salomon", "Buzyn", "Lévy", comme étant les incompetents et ceux à qui profiterait cette pandémie. Il n'a pas fallu bien longtemps avant que ces réflexes antisémites prolifèrent sur la toile. [...] L'urgence pour la LICRA, dès la sortie de ce confinement, c'est d'organiser le confinement des discours de haine, en faisant en sorte que la loi dite Avia soit adoptée dans les meilleurs délais. » Nous y revoilà !

Après avoir rappelé « le ferme attachement » de la LICRA à la liberté d'expression (il est interdit de rire, les judéo-sionistes, ça ose tout, c'est à ça qu'on les reconnaît !), Mario Stasi établit une subtile et sophistiquée distinction entre « une opinion et un délit ». Ciblait Alain Soral ayant réalisé une vidéo très populaire sur le coronavirus et fort peu politiquement correcte, et tous ceux n'étant pas judéoserviles, le président de la LICRA éructe : « Alain Soral, lorsqu'il profère de telles ignominies (NDLR : il n'est pas précisé lesquelles. Stasi devrait démontrer ce qu'il affirme. Or il se garde bien de le faire), se comporte comme et est un délinquant. Le caractère totalement ab-

surde de la situation, c'est que l'outil qui permet dans le cadre d'un confinement l'éducation de nos plus petits, est le même outil ou canal qui permet la prolifération sans limite de tels propos infâmes et délictueux. Ce qui m'importe au premier chef, c'est de couper le robinet de la haine, de couper ce déversoir d'immondices, de confiner ce discours de haine et de responsabiliser les plateformes et les hébergeurs afin que ceux-ci se voient enjoindre dans les meilleurs délais, sous la menace de lourdes sanctions financières, comme il en existe en Allemagne, de retirer les propos délictueux, haineux, antisémites, complotistes. Nous ne sommes pas dans la liberté d'expression, nous sommes face à la commission d'un délit. Il faut responsabiliser ceux qui aident sous couvert d'une soi-disant liberté d'expression, la commission de ce délit. Voilà ce que m'inspire le constat, et il est certain que l'état de confinement est un état grossissant de la situation démocratique de notre pays. »

LES OPTIMISTES qui pensent ou qui espèrent que la sortie de cette crise sanitaire pourrait desserrer l'étau qui nous étouffe, la chape de plomb qui nous écrase pourraient malheureusement se tromper. La loi Avia qui durcit considérablement les sanctions concernant les prétendus « contenus haineux » (ce que Big Brother appelle le racisme, l'antisémitisme, l'homophobie, le sexisme, le conspirationnisme, etc.) pourrait être votée, promulguée et appliquée très rapidement après la fin du confinement. C'est en tout cas le vœu, ou plutôt l'exigence, de la LICRA. Or ce

que Sion veut, la Gueuse le veut. « La loi Avia, même si elle est perfectible (NDLR : autrement dit, qui pourrait être encore plus liberticide), permet de sortir de deux écueils dramatiques. Le premier, c'est la confusion entre l'expression d'une idée-opinion et la commission d'un délit par la profération de propos haineux, complotistes et homophobes. Le racisme n'est pas une opinion, c'est un délit. La loi Avia rappelle ce principe fondamental et ce principe permet de forger entre les citoyens que nous sommes, un discours de débat, mais un discours respectueux du contradictoire, de son origine, de son opinion religieuse, de sa vie sexuelle, de son intimité, respectueux de ce qu'il est. Il est important que sur les réseaux sociaux, on puisse débattre de tout (NDLR : même de l'existence des chambres à gaz, chiche !) en respectant l'interlocuteur. Encore faut-il, et c'est le deuxième point particulièrement important de la loi Avia, que chacun soit responsable des propos qu'il porte. Je pense, je crois, je sais, puisque la loi Avia s'inspire de la loi allemande qui a été un succès en la matière, que l'important, c'est aussi de sortir de cet anonymat qui est un anonymat protecteur. Derrière l'anonymat, c'est le corbeau, c'est le délateur, c'est celui qui désigne du doigt et c'est la première marche d'un totalitarisme silencieux. Donc oui : j'évoque la loi Avia parce que je pense qu'il est urgent, et la crise que nous traversons nous le montre et nous l'explode en pleine gueule (restez poli, Monsieur Stasi !) de cesser de faire en sorte que puissent proliférer des discours ignominieux. » Rappelons que pour Stasi et ses semblables l'entité sioniste n'est pas un Etat raciste et oppresseur. En revanche les Français luttant pour l'indépendance de leur pays et la sauvegarde de leur identité, de leur patrimoine matériel et immatériel face à la colonisation migratoire, à la dépossession ou à la privation de nos frontières, de notre monnaie, de notre souveraineté, de nos libertés, de nos traditions, de nos racines, eux, le sont.

On le voit, il y a plus dangereux que le coronavirus. Il y a ce virus mental, intellectuel, spirituel qu'il nous faut combattre. Faute de quoi il nous faudra disparaître. Être ou ne plus être, telle est plus que jamais la question que posait déjà, dans une forme de testament spirituel, le talentueux et courageux Pierre-Antoine Cousteau dans ses colonnes il y a 62 ans quelques semaines seulement avant sa mort. La question n'a rien perdu de son urgence, de son acuité, bien au contraire. Le déconfinement ne doit pas être partiel mais total, pas seulement matériel mais mental.

N°3422 DU 29 AVRIL 2020

www.rivarol.com

Imprimé en France/Printed in France

L 14240 - 3422 - F: 4,00 €



RIVAROL,

jeromebourbon@yahoo.fr

DROIT AUX LETTRES

● D'Henry de LESQUEN, président du Carrefour de l'Horloge et ancien président de Radio Courtoisie :

PERSÉCUTION 2.0

Les chrétiens ont été privés de Pâques par un gouvernement tyrannique. On n'avait jamais vu cela depuis Clovis, même pendant l'horrible révolution de 1789. C'est monstrueux et intolérable.

Et cela, avec la complicité des évêques ! Le Christ est ressuscité, mais l'Église est morte.

Jadis, les martyrs donnaient leur vie pour ne pas abjurer leur foi. Aujourd'hui, les chrétiens l'abjurent *de facto* pour ne pas courir un risque minime.

● De Florence MRAI, auteur de *Candida au pays d'Allah* :

LÂCHÉTÉ TOUS AZIMUTS

L'actualité nous cerne, nous encercle et nous hypnotise avec un virus certes méchant mais qui reste « une chose ». Un virus n'est pas au sens propre du terme, un être vivant, c'est "juste" un morceau de code génétique. Oui, ce petit bout d'ADN est virulent et il faut le combattre et limiter sa propagation de toutes nos forces puisqu'il est vecteur de mort. Mais ce petit bout d'ADN de chauve-souris doit-il nous faire oublier notre ADN réel : notre Foi en Jésus-Christ, Le Vivant, principe de toute vie ?

Or nos esprits sont comme hypnotisés par « la chose » oubliant que le Christ est le vainqueur de la mort le jour de Pâques, nos esprits sont sidérés par les recommandations de la distanciation sociale et de l'interdiction de regroupement. Nos lâchetés s'harmonisent bien à celles de Judas et de Pierre.

Les recommandations de la Macronie ont été sur-interprétées par les Évêques qui proposent une "présence" virtuelle aux célébrations de Pâques ! Comment le culte de la Vie, de l'Incarnation pourrait-il être désincarné et virtuel ? Accepter cette injonction mortifère ce serait succomber à la Tentation et abolir, démolir les fondations de l'Église. Non, Jésus n'a pas virtuellement, « via streaming » versé son sang. C'est du Sang, tout son Sang qu'il a versé et ce, en réel. Le peuple de Moïse, par le biais de ses instances représentatives, a choisi de limiter, pour respecter les recommandations, le culte à son strict minimum, à celui de la famille nucléaire mais il a maintenu le culte de Pessah.

Les évêques modernistes ne nous proposent, à nous catholiques, que du virtuel, c'est-à-dire de la Mort, comment fêter Pâques autrement que virtuellement ? Comment combattre le fragment de mort découronné par la 5G, autre vecteur de mort ?

Le modèle d'une messe publique sur des parkings permettrait de respecter l'obligation d'un culte public et des mesures d'hygiène. Ont-ils fait la demande ? Ont-ils été force de proposition auprès des autorités ? N'ont-ils pas surinterprété des injonctions prises à la va-vite par le gouvernement ? Ont-ils le pouvoir de changer la doctrine catholique qui fait de Pâques le summum de la vie chrétienne et que font-ils des obligations pascales ? Streaming, Skype sont-ils des nouveaux articles du droit canon ?

Nous catholiques sommes orphelins, orphelins de Père, orphelins de Pères qui ne mettent plus, à quelques rares exceptions près, leur foi en Dieu, se soumettent à la moindre lubie de la Macronie et devancent avec frénésie (exemple du mode de communion) les errements des *oukases*. La peur du petit gendarme (et pas très méchant), la peur de l'amende et la peur des répercussions futures n'est pas chrétienne. Ce ne sont que calculs bien humains ! « N'ayons pas peur », Jésus a vaincu la mort par son Sang réel. Sollicitons une participation réelle à ce sacrifice et surtout pas virtuelle !

Oui les évêques modernistes ont découronné le Christ, privé les fidèles de la joie de la Résurrection et profité du *corona* pour couronner la mort !

● De LANCELOT :

LA TROISIÈME GUERRE MONDIALE

Paris, le 3 septembre 1939... pardon, mars 2020. Ça y est ! ils l'ont eue leur sale guerre ! Une entrée en Pologne ne pouvait plus suffire en 1991, aussi avait-il fallu mettre en scène l'*Affaire des couveuses* au Koweït pour provoquer un viol psychologique planétaire qui justifierait l'attaque de l'Irak. Dernièrement, comme le

bobard du Réchauffement climatique anthropique n'avait pas pris, que l'alibi anti-terroriste de l'après 11-Septembre commençait à s'essouffler, il fallait frapper plus fort. Le Mondialisme doutait de pouvoir prendre le pouvoir militairement, aussi la panique collective demeurerait-elle sa dernière carte. Voisin de table d'un Macron juvénile, Jacques Attali annonçait déjà en 2009 qu'une pandémie serait le moyen d'installer un gouvernement mondial ; l'OMS constituerait alors son bras armé.

Venu de laboratoires de Chine, des Etats-Unis ou d'Israël, répandu accidentellement ou à dessein, en quelques semaines, le virus s'est répandu. Grosse grippe. Le lobby mondialiste allait saisir au vol cette munition providentielle, car il dispose toujours d'une arme d'une puissance de feu exceptionnelle : la panique sanitaire.

Pour engendrer au sein des peuples sidération collective et effroi, conditions *sine qua non* de leur soumission, les médias se devaient de les abreuer d'images-choc *ad nauseam* : ruée dans les magasins, services des urgences surchargés, services de réanimation désespérés et entassement de sacs à viande... L'OMS donnait ses ordres. Pour que la mayonnaise prenne, il fallait favoriser l'épidémie par tous les moyens : depuis quelques années fermer les usines pour créer préventivement une pénurie de masques anti-infectieux, supprimer des services hospitaliers « pas assez rentables », interdire l'usage préventif et curatif d'une chloroquine (sous brevet français), utilisée avec succès depuis cinquante ans contre la malaria, et susceptible d'enrayer rapidement l'épidémie, et bien sûr renoncer au dépistage et à l'isolement des malades. Il était naturellement indispensable de maintenir l'ouverture des frontières, pendant que, paradoxalement, on imposait la réclusion à domicile de peuples entiers et qu'on plongeait, sans états d'âme, leur pays dans la ruine et le chaos.

Il fallait aussi truquer les résultats, assimiler les morts avec le Coronavirus aux morts du Coronavirus, afin de décupler les chiffres. Mais le temps presse, il faut battre le fer tant qu'il est chaud, agir avant que le rat de laboratoire encore comateux ne se réveille. Les savants fous orwelliens préparent en hâte les mesures terroristes : commande de milliers de drones, installation de logiciels de géolocalisation dans les téléphones portables, mise au point de vaccins à l'aluminium, pathologiques et tératogènes, mesures de restriction des dernières libertés individuelles. Actuellement, des milliards de données sont collectées quotidiennement pendant que la dictature interalliée est en gestation. Le cobaye dûment muni d'électrodes, on étudie ses déplacements, ses réactions, ses commentaires, les sobresauts de la bestiole à chaque coup de trique, à chaque privation, à chaque décharge. Test à grande échelle de la capacité de résistance et de soumission aux brigades gratuites et les plus féroces : plages, sentiers, parcs, forêts, rivières, sous séquestre, interdiction des visites dans les maisons de retraite et dans les hôpitaux, fermeture des écoles et des universités. Si les avortoirs républicains tournent à plein régime (le grand massacre, plus que jamais, fait mère Veil), l'Occupant a édicté une prohibition généralisée des offices religieux, digne de la Terreur et de la sauvagerie bolchévique, jusqu'à l'interdiction des célébrations de la Semaine Sainte, à l'instar des Conventionnels régicides et des commissaires politiques du Guépéou. Le Mur est tombé, mais du mauvais côté, car l'Est et la Russie d'aujourd'hui sont épargnés ; comme l'avait prophétisé Soljenitsyne, ce monde qu'il quitte, c'est celui où nous entrons. Nos maîtres d'aujourd'hui jettent le masque, ils sont les dignes héritiers de tant d'effroyables ancêtres, auxquels ils sont apparentés.

Interdiction des cultes ? Une exception notable, car le régime a le sens du sacré, dans la Religion mondiale de la Shoah, et son chapelet annuel de cérémonies mémorielles qui, depuis trois quarts de siècle, se sont substituées subrepticement aux fêtes chrétiennes. Point culminant du nouveau calendrier liturgique, le *Huit-Mai* sera donc préservé, les célébrations maintenues. Pour ses soixante-quinze printemps, le raout s'annonce pléthorique, le culte des vainqueurs emphatique ; l'hommage vibrant à nos bienfaiteurs qui ont enseveli l'Europe sous les bombes incendiaires sera rendu avec une pompe inédite, avant de passer la deuxième couche, le "D-Day".

Le jour du Débarquement ("Invasion" en version originale) a été lancé sur l'Europe le 6^e jour du 6^e mois de la 6^e année de guerre ; par une inspiration analogue, M. Macron a décidé de lever la réclusion générale précisément le 11 mai, jour de la fête juive de Lag Baomer. Comme il est consigné dans le Talmud, elle commémore « la fin d'une épidémie qui décima les disciples du grand sage Rabbi Akiva, afin de châtier leur manque de respect mutuel ; le jour de Lag Baomer, l'épidémie cessa... » Cette période est vécue rituellement comme une période de deuil avec interdiction rituelle des réjouissances.

Des signes d'espoir ? A défaut d'une insurrection générale, que l'intoxication médiatique par perfusion rend peu plausible, le bras de fer de Donald Trump avec l'OMS et l'Etat profond, ainsi que le soutien de Vladimir Poutine, pourraient provoquer l'effondrement providentiel du château de cartes. La Roche tarpéienne est près du Capitole, et le coup de bluff sanglant du syndicat du crime des fossoyeurs de l'ombre pourrait capoter. On appelle de ses vœux un soulèvement populaire, encadré par des transfuges des corps constitués de l'Etat. Demeurés fidèles à leur peuple, contre le gang des prédateurs interalliés, on peut espérer que des officiers, policiers, hauts fonctionnaires, tribuns, juristes rejoindraient les rangs désordonnés des insurgés. On voit mal qui s'aviserait de s'en offusquer, si l'on considère tous les fonctionnaires récalcitrants, officiers déserteres en temps de guerre, voire anciens terroristes, honorés depuis 1945 par les vainqueurs au pouvoir, et dont le patronyme tenu pour illustre pare les rues du plus petit village meurtri par les Vainqueurs.

Coupables, les Bill Gates et leurs complices infâmes de l'OMS ! Coupable, ce collège de politiciens vendus aux carnassiers apatrides ! Coupables, les médias vautés dans la prostitution qui ont intoxiqué leur peuple sans relâche et sans vergogne ! Oui, ce lobby criminel et invisible qui a froidement décrété le chaos, a vomi les dix plaies d'Égypte et leur cortège de ruine, de désespérance et de désolation, il a du sang sur les mains, des flots de notre sang. Quand sonnera l'heure des comptes, on appelle déjà de ses vœux un Nuremberg pour les maîtres d'œuvre de ce gigantesque crime contre l'Humanité. Il ne s'agira pas du grand lynchage interallié, de cette sanglante parodie de procès où les seuls vainqueurs avaient jugé les seuls vaincus, rétrospectivement, sans appel et sans preuve. Cette fois, dans un procès équitable et argumenté, on appellera à la barre, contre ces prédateurs infâmes, les parents de ces millions d'enfants sévris froidement d'apprentissages nourriciers, ces étudiants naufragés, les fils de vieillards qui furent abandonnés, privés impitoyablement de visites et même d'obsèques consolatrices ; on appellera les familles de suicidés, de ces malades qu'on n'a pas pu soigner ni opérer, ces petits épargnants bientôt ruinés après une vie de labeur, les retraités, les ouvriers et artisans jetés dans le chômage, maraîchers, restaurateurs, artistes, petits commerçants, ces millions de pauvres gens désemparés, qui, à un titre ou à un autre, ont été, intentionnellement et sans remords, sacrifiés rituellement.

Il y aura du monde au prétoire, à demander des comptes.

● De Claudine DUPONT-TINGAUD :

CHARLES DE GAULLE ? TOUJOURS PORTE-POISSE !

Beaucoup de bruit, d'émotion mais peu de réaction à la « mise hors de combat » de notre unique porte-avions nucléaire, le CHARLES-DE-GAULLE lorsque fut découverte la présence du COVID 19 sur 1081 des hommes à bord dont actuellement 24 hospitalisés et 3 en réanimation (1226 étant déclarés également positifs au « virus chinois » c'est-à-dire contaminés mais non condamnés... dans l'ensemble de notre Marine Nationale) cependant que notre « fleuron » était amené à rejoindre Toulon et le restera peut-être jusqu'en septembre avec son escorte alors qu'il se trouvait depuis le 21 janvier 2020 en Méditerranée dans le cadre de l'opération internationale anti-djihadiste CHAMMAL (vent du Nord du golfe arabo-persique en arabe).

Une escale est lieu à Brest du 13 au 16 mars pour une logistique de ravitaillement et de permission à terre des marins dont 2/3 Finistériens alors que certains membres de l'équipage recevaient leurs familles à bord (une cinquantaine

de personnes) mais sans se laisser tenter d'aller prier à 170 kms de là, Sainte Anne à Auray car, principal foyer d'une épidémie qui a épargné cependant la Bretagne. Nous n'étions pas, nous-mêmes, déjà "confinés", par le général Macron ! Mais cela allait venir avec plus de soumission, de délation que de résistance à la panique, à la frilosité comme à la vérité !

Trois enquêtes sont menées sur la gestion de l'épidémie au sein du groupe naval et au chef d'Etat-Major de la Marine Nationale, l'amiral Christophe Prazuck (né à Oran en 1960), de faire face comme il le fit lors qu'il fut interrogé par l'Assemblée Nationale en juillet 2018, citant notre navigateur Eric Tabarly, pour dénoncer l'insuffisance dramatique de nos forces de défense comme cela le fut depuis des années par des spécialistes patriotes !

Venu sur les terres mais pas sur les mers armoricaines, le président de la République, en déplacement ultra-surveillé, a découvert ce 22 avril la nécessité de l'autonomie alimentaire de la France grâce à son ex-duché, « Merci à ceux qui nourrissent les pays ! » même hors-sol comme ce fut le cas en visitant des serres de tomates bien sûr également hors saison, comme une grande surface, l'une et l'autre certes interdépendantes mais la dernière imposant ses prix à la nourricière, même si son étiquette patronyme n'est pas la plus exigeante vis-à-vis des agriculteurs locaux qui auraient préféré plus de préférence artisanale dans le choix des visites locales ! Et de caresser, comme lors du Grand Débat, dans le sens du vent des élus locaux en regardant vers de nouvelles frontières et donc de nouvelles "défenses" à exercer aussi dans ce domaine !

Un peu de nationalisme régionalisé ne peut pas faire de mal en attendant un plan Marshall européen qui ne viendra pas !

● De l'association REAGIR (Résister et Agir pour la défense de nos identités) :

CACHEZ CES ENFANTS QUE NOUS NE SAURIONS VOIR !

En ce temps pascal, d'espérance, de résurrection et de vie retrouvée et sanctifiée, « Familles je vous hais » semble être le slogan de l'Etat et de certains commerces avec surveillance particulière de certains véhicules par des policiers ou des gendarmes pouvant contenir quelques bambins susceptibles de venir rejoindre et la mère et les grands-mères et se cachant sous les banquettes !

Interdiction donc des effusions affectives à laquelle le fête la plus importante du calendrier chrétien incite !

Interdiction pour les enfants d'accompagner parents ou grands parents dans certaines grandes surfaces pour choisir, après les privations du Carême, quelques friandises ou œufs en chocolat !

Temps macronien décadent où nous devrions tous vivre masqués et pourquoi pas, "toutes" voilées, après cet enfermement volontairement consenti à l'envers de tout ce que notre civilisation nous a appris comme devoir de loyauté et de courage devant les périls et l'adversité en leur faisant face afin de fabriquer nos anti-corps de défense et non en courbant l'échine !

Que le temps pascal nous ramène à la raison en nous faisant sortir de nos maisons !

● De Paul VAN ISSELT :

PERSÉCUTION ANTI-CATHOLIQUE (SUITE)

Durant la Vigile Pascale le 11 avril 2020, le Prêtre sédévacantiste Éric Jacqmin (ex-FSSPX et aumônier de Civitas Belgique) a eu une amende de la part de la police belge pour avoir fait un feu et brûlé de l'encens. Sa messe a été interrompue : c'est un sacrilège. À cause de la pression de la police, son hôte ne peut plus l'accepter dans cette chapelle. Le Père Jacqmin a une petite maison près de Bruxelles mais, lors de cette vigile, il a dit la messe dans une chapelle proche de la frontière française, pour les fidèles français. Il cherche désormais une nouvelle chapelle près de la frontière, soit à louer, soit à acheter. Il est intéressé par une vieille ferme où il pourrait accueillir quatre laïcs qui deviendraient des frères et deux autres qui deviendraient des sœurs. Il pourrait même former un de ces frères au sacerdoce. Mais une telle ferme coûterait dans les environs de 400 000 euros.

Nous vous prions d'aider le Père Jacqmin. Dieu vous récompensera ! Même les plus petites sommes sont les bienvenues pour louer une propriété. Vous pouvez faire un don soit via *gofundme* ([gf.me/u/xx4vpi](https://www.gofundme.com/u/xx4vpi)), soit via le bouton « faire un don » sur le site du Père Jacqmin, Scaturrex (<https://scaturrex.eu/en/>), soit via le compte bancaire de la fondation du Père *vzw Scaturrex*, IBAN : BE86 6528 5322 8250.



Chronique de la France asservie et.. résistante

LA TERRIBLE tyrannie des médiocres, des incompetents, des tonitruants imbéciles, quand ils disposent d'un pouvoir sur les autres, fût-il microscopique, est un phénomène bien connu. Hélas, Notre-Dame en est victime. L'architecte en chef des monuments historiques, Remi Desalbres, tire la sonnette d'alarme, dans une interview accordée au *Point*. Plus de 90 millions de dons ont déjà été engloutis, et on attend toujours un diagnostic précis et le début des réparations... A titre de comparaison, la rénovation complète de l'imposante cathédrale de Tournai coûte 60 millions sur plus de vingt ans. Ce qui handicape la restauration de Notre-Dame ? : Trop de lourdeur, d'enlèvement, de tracas administratifs et donc de gaspillage à la clé. « *Il faut remettre de l'intelligence collective et du bon sens* », plaide-t-il. Pourquoi ? Rémi Desalbres relève que, le chantier de Notre-Dame est hors norme, et exige donc une organisation importante. Il note que les 900 millions de dons sont largement suffisants, mais qu'un tel chantier nécessite de recourir à des logisticiens afin de mener plusieurs tâches à la fois, ce qui n'est pas le cas. Il est vrai que le général Georgelin, nommé par Macron pour piloter la reconstruction et qui n'y connaît rien a, dans un récent passé (je l'ai évoqué dans RIVAROL), intimant l'ordre à l'architecte en chef de « *fermer sa gueule* », démontré brillamment qu'arrogance et incompetence pouvaient aller de pair.

NOTRE-DAME FACE AU CONNARDOVIRUS

Et puis, il y a la tyrannie de l'inspection du travail qui pratique un zèle de monomaniaque pervers et sadique. Bien sûr, il y a le problème du plomb, dangereux pour la santé, qui nécessite un protocole de protection poussé. Mais là, c'est du délire, à moins que cela ne soit du sadisme pur. L'inspection du travail impose parfois jusqu'à six douches par jour aux compagnons, à chaque fois qu'ils changent de zone de travail sur place. Et pourtant, un guide pratique avait été élaboré en 2018 à la demande du ministère de la Culture, avec des protocoles certes contraignants, mais beaucoup moins lourds. Mais l'inspecteur du travail n'a pas jugé bon de le suivre... Du coup, certains compagnons, craignant de devenir fous, ont fini par jeter l'éponge. L'architecte en chef des monuments historiques ne peut passer outre ? Impossible, un inspecteur du travail a tout pouvoir et peut décider seul d'arrêter un chantier, avec des délais qui s'allongent et des coûts qui augmentent...

Il y a le sacro-saint principe de précaution, appliqué de façon hystérique : « *On se note sous la papperasse et parfois l'incompétence. Les chefs de service n'ont plus le temps de se déplacer et délèguent dans les réunions leurs représentants, pas toujours formés ni expérimentés, ce qui n'arrange rien... L'ouverture quasi systématique du "parapluie" sur les chantiers est devenue une vraie plaie* ». Et puis, révèle Remi Desalbres, il y a sur le chantier, des problèmes ahurissants. A titre d'exemple, le démantèlement de l'échafaudage, mis en place, en vue de travaux avant l'incendie : un monstre de 500 tonnes, parfaitement surdimensionné, qui fait peser une menace sur le monument. Des échafaudages bien plus légers avaient été mis en place autrefois, notamment au XIX^e siècle, pour construire la flèche, et en 1935 pour la restaurer. Et cela avait très bien fonctionné. Incompétence, quand tu nous tiens...

Mais, au fait, où en est l'enquête sur l'origine de l'incendie ? Elle avance petit à petit. Pour l'instant, les hypothèses concernant des mégots ou des problèmes



(Dessin de Chard)

électriques ne sont guère convaincantes, c'est le moins qu'on puisse dire ! D'aucuns évoquent l'hypothèse du point chaud, à savoir l'utilisation d'un chalumeau suivie d'une combustion très lente par pyrolyse. *Le Point* pose la question à l'architecte en chef, Rémi Desalbres : le délai de cinq ans pour la réouverture de Notre-Dame, promis par Macron, pourra-t-il être tenu ? Réponse : oui, peut-être. Un immense parapluie pourrait faire office de toit en attendant la restitution de la toiture, qui peut intervenir dans un second temps, même une fois l'édifice ouvert aux fidèles. Mais tout cela, dit Rémi Desalbres, suppose une organisation fluide et de ne pas s'embourber à nouveau dans la papperasse. Ça n'est pas gagné.

BERGOGLIO FIDÈLE À LUI-MÊME

Pour notre ami François, « *le whisky est la vraie eau bénite* ». La plupart des lecteurs de cette chronique vont sans doute croire à un pur délire de ma part, sous l'effet de certaines substances écossaises ou irlandaises. Pas du tout. L'information est tout à fait sérieuse et vient d'être révélée récemment par le *Daily Mirror*. Elle date évidemment de l'avant-finement. Un documentaire, montrait, avant d'être prudemment censuré par le Vatican, Bergoglio acceptant une bouteille d'Oban, *single malt*, d'un groupe de séminaristes écossais lors d'une réception au Palais Apostolique du Vatican l'année dernière. Ces images ont été coupées au montage. On y voit, révèle le *Daily Mirror*, François tenant une bouteille de scotch et l'appelant « *la vraie eau bénite* ».

Le réalisateur Tony Kearney a suivi des séminaristes écossais pendant 18 mois en 2018 et 2019. « *Nous avons filmé les étudiants rencontrant le pape au Palais apostolique. L'un d'eux a été chargé de donner au pape une bouteille de whisky, car ils savent qu'il aime cela* », a-t-il raconté au *Daily Mirror*. « *Il était vraiment terre à terre avec eux et quand ils lui ont tendu la bouteille, au lieu de la remettre à son assistant comme il le ferait normalement avec n'importe quel autre cadeau, il l'a tenue et a fait cette blague* », ajoute-t-il, précisant que Bergoglio avait « *éclaté de rire* » et que « *c'était un vrai brise-glace pour les élèves* ». Seulement, le bureau des médias du Vatican a exigé que cet alerte épisode fût coupé au montage, insistant sur le fait qu'ils ne voulaient pas que François fût perçu comme aimant trop le whisky.

Mais il y a bien plus significatif et important que cette anecdote. Dans l'annuaire pontifical il apparaît que François a officiellement renoncé au titre de « *vicair de Christ* ». Rappelons que lors de son « *élection* » en 2013, il n'utilisait déjà que le terme d'« *évêque de Rome* ». Rappelons que son prédécesseur Paul VI avait déjà déposé la tiare en 1963 en plein concile Vatican II sur l'autel de la basilique Saint-Pierre-de-Rome, la tiare représentant les trois pouvoirs du pape, le pouvoir d'ordre,

le pouvoir de juridiction et le pouvoir d'enseignement. Cette succession de faits n'a donc rien d'anodin. Comme l'écrivait Corneille « *Rome n'est plus dans Rome* ».

COVID-19 ET HYSTÉRIE

Comme « *la peste noire avait surexcité la haine et la furie contre les Juifs* », la pandémie de coronavirus suscite « *un déferlement de propos racistes et antisémites* » (où, quand, lesquels ?), écrit Marc Knobel, historien et directeur des études du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif). Knobel nous offre la totale, allant même jusqu'à évoquer la peste noire de 1347 à 1352, comme étant une des « *périodes les plus sombres de notre histoire* ». Audacieux, car nous pensons que ce qualificatif était strictement réservé aux années 1930. Mais, dit-il, à cette époque, la peste noire avait surexcité la haine et la furie contre les Juifs. Ils avaient été accusés d'empoisonner les puits et de répandre la maladie. 668 ans plus tard, écrit-il, les réseaux sociaux sont les vecteurs d'accusations erronées, mensongères et trafiquées afin d'attiser la peur, tout en désignant des boucs émissaires. En cause ? « *Des militants et sympathisants d'extrême droite et suprémacistes blancs* ». Nous y voilà. Ils sont, dit cet expert ès-racisme et antisémitisme, « *endoctrinés et fanatisés, tant en France qu'aux Etats-Unis* ». Leur cible première ? Les Asiatiques, victimes chez nous de terribles persécutions. Pensez, « *dans les lieux publics, des personnes d'origine asiatique ont constaté des mouvements d'évitement* ». Ça commence ainsi, et ça finit par Auschwitz. Et puis, « *des accusations ont été portées contre les chrétiens évangélistes* ». C'est quoi, ce délire ? Explication : les chrétiens évangélistes sont l'antichambre d'Israël. Plus fanatiquement sionistes, on ne trouve pas, même chez les juifs. Eux aussi se doivent donc, selon la grille d'analyse de Knobel, d'être les victimes de l'antisémitisme. Knobel finit enfin par arriver à l'essentiel : l'odieux antisémitisme propagé par le virus. Car, dit-il, « *les Juifs ont été accusés de tirer profit de cette crise* ». C'est quoi encore, ce délire ?

Et Knobel d'évoquer le stéréotype selon lequel « *les Juifs ont de l'argent* ». Quel lien avec la pandémie ? On ne sait pas. Et pendant ce temps, tremblez, braves gens, « *les militants d'extrême droite s'adaptent et adaptent leurs accusations récurrentes, à des fins stratégiques. C'est ainsi qu'ils continuent de diffuser de la propagande, mais cette fois elle est centrée sur l'épidémie et ses conséquences* ». Quelle propagande ? On ne sait toujours pas. Mais Knobel conclut son article par un feu d'artifice de mots qui s'enchaînent : « *boucs émissaires, univers glauque, racisme, antisémitisme, propos violents, exclusions, discriminations, rumeurs, théories du complot, appels à la haine* ». Ils sont d'une folle imagination... Décidément, le connardovirus les rend fou.

L'AFRIQUE BALADE SES ENFANTS EN ROLLS-ROYCE

Bernard Lugan, remarquable connaisseur de l'Afrique, sait faire montre parfois d'un mauvais esprit qui dépasse les bornes de l'humanisme. Que dit-il ? « *Le président Macron appelle à effacer la dette africaine, étape selon lui "indispensable pour aider le continent africain à travers la crise du coronavirus"* ». Au lieu de s'en réjouir, Lugan vitupère : « *Depuis des décennies, les pays "riches" ne cessent de consentir à l'Afrique des allègements et des suppressions de dette. Au début des années 2000, les PPT (Pays pauvres très endettés) ont ainsi bénéficié de considérables remises par les créanciers bilatéraux. Or, à peine sauvés du gouffre de l'endettement, ils y ont replongé...* » Et puis, « *En dollars constants, le continent a donc reçu plusieurs dizaines de fois plus que l'Europe du lendemain de la guerre avec le plan Marshall* ». De 1960 à 2018, le continent a

ainsi reçu en dons près de 2000 milliards de dollars. Et tout cela pour quoi ? Pour rien.

Enfin, si, on apprend que le roi de l'Estawini, petite monarchie absolue située entre l'Afrique du Sud et le Mozambique, vient de prendre possession d'une vingtaine de Rolls-Royce. Mswati III aurait aussi acheté 120 BMW destinées à sa grande famille, qui comprend pour l'instant 15 femmes et 23 enfants.

ASSELINEAU EST-IL UN HARCELEUR HOMOSEXUEL ?

François Asselineau, le gourou souverainiste de l'Union populaire républicaine (UPR), est connu pour ses discours interminables à la Fidel Castro, à la précision millimétrée de ses références, à la constance de son combat contre l'Union européenne. Ses résultats électoraux étaient microscopiques (autour de 1 %) mais il avait obtenu, affirmait-il, l'adhésion de dizaines de milliers de militants (chiffres invérifiables) à son très petit parti, ce qui peut paraître stupéfiant. Mais le voici rattrapé par de lourdes accusations de harcèlement sexuel. Ainsi, vingt membres du bureau national de l'UPR sur vingt-huit, ainsi que treize délégués régionaux sur quinze, viennent de lui demander dans une lettre du 18 avril, révélée par *Le Figaro*, de démissionner purement et simplement de ses fonctions de président de l'UPR. Il ne s'agit pas d'une lettre anonyme puisque le courrier public est signé par la quasi-totalité des cadres dirigeants de l'UPR, ce qui est d'autant plus impressionnant dans un mouvement au fonctionnement très vertical, très hiérarchisé, voire autocratique.

On y lit : « *Des faits d'une exceptionnelle gravité ont été portés à la connaissance des membres du bureau national [...] des documents et des témoignages indiquant l'existence de relations particulières et plus qu'insistantes de votre part à l'égard [de collaborateurs], et ce, dans le cadre professionnel, qui ont été source de graves souffrances psychologiques* ». Des mails privés, des lettres de démissions, ainsi que des clichés censés démontrer des tentatives de séduction, appuyées et répétées, de François Asselineau envers deux collaborateurs masculins, dont les embauches, selon les témoignages produits, n'auraient été dictées que par ce seul objectif. Comparant ces agissements « *à l'affaire des costumes de M. Fillon ou aux mœurs de MM. Strauss-Kahn et Griveaux* », les signataires dénoncent son « *piètre management* » et la « *gouroutisation* » de son mouvement. Et les cadres d'ajouter : « *Nous considérons que vous êtes discrédité pour continuer à diriger l'Union populaire Républicaine. Dans ces conditions, il vous appartient à minima de vous expliquer devant les membres du bureau national sur les faits ci-dessus, qui devraient, selon nous, vous conduire inéluctablement à la démission* ».

Si Asselineau nie en bloc toutes ces accusations, cette suspicion de harcèlement homosexuel n'est pas une première concernant des responsables de mouvements souverainistes ou populistes. Rappelons que des intimes de Marine Le Pen ont été accusés publiquement de harcèlement homosexuel, des noms ont même été donnés par *Liberation*, comme celui de Bruno Bilde. Sophie Montel évoque également dans son livre le harcèlement homosexuel à l'œuvre au sein du FN marionnette et des Patriotes de Philippot. Quant à Dupont-Aignan, peu connu pour son amour immodéré de la gent féminine, il avait accordé une large place sur sa liste aux dernières européennes à des figures du lobby LGBT comme Jean-Philippe Tanguy au détriment de Jean-Frédéric Poisson, jugé trop catholique et écarté. Depuis des années, la mouvance souverainiste et populiste est gangrenée par de tristes sires, aux mœurs plus que douteuses, et cela finit par décourager les meilleures volontés.

Robert SPIELER.

Edouard Philippe : le pouvoir de l'atone

LA SAINTE URNE, couplée avec le gavage d'oie fourni par l'écran cathodique, ne promet que des demi-sels... Voilà une affirmation bien péremptoire, penseront certains. Pourtant, force est de constater que depuis trente ans, le carrousel des médiocres turbine à pleine vitesse, les élections envoyant sots et parvenus sur les plus hautes marches par priorité. Vient soudain le gros temps, comme aujourd'hui, et les masques (c'est le cas de le dire) tombent : le faux dur affiche son profil de lavette, le Monsieur Muscle d'hier tremblote du genou, le titan pleurniche en se cachant derrière l'omnipotente administration — décisionnaire, elle. Le roi fainéant Chirac, l'ectoplasme Hollande, le verbeux Macron... On pourrait dérouler la liste complète des déceptions présidentielles depuis 1960, sans parler des trahisons et reniements politiques. Depuis une vingtaine d'années, à force de voter des augmentations de salaires, des voitures avec chauffeurs, un secrétariat pléthorique et des avantages en nature, nombre de postes (parlementaires, maires de grandes villes, Président de régions, édiles en tous genres) attirent en outre margoulins et ambitieux. Quant au lymphatique chronique, il navigue en eaux calmes, puisque nombre de ces postes — pas tous, heureusement — sont des sinécures où l'essentiel consiste à bavasser. Enfin, spécificité nationale impensable dans les pays d'Europe du nord, la République, implacable avec le petit

artisan ou le commerçant, est particulièrement prodigue avec ses zélotes au chapitre des logements de fonction, souvent luxueux, quand ils ne sont pas assortis de personnel dédié (cuisinier, serveurs, etc.)

Au fond l'*homo politicus* français souscrit à un seul dieu, l'élection, et pour ce faire flatte son patron d'un jour, l'urneur, par des promesses absurdes — qu'il n'a évidemment pas la moindre intention, ni les moyens techniques, de mettre en œuvre. Par la suite, l'heureux élu change d'opinion, parfois d'un jour à l'autre, si le vent tourne ou si les médias décrètent *urbi et orbi* que tel ou tel point sociétal est une priorité. Ainsi les lois visant à promouvoir l'homosexualité auprès des masses (Pacs, "mariage" inversé, PMA, etc.) ont-elles été mollement combattues par la prétendue droite, à l'exception de sœur Bachelot rangée, elle, aux côtés des « *forces de progrès* ». Promulguées, ces dispositions anti-famille seront, comme les autres, largement acceptées ensuite — c'est le fameux effet cliquet, qui entérine *a posteriori* toutes les folies législatives, avec la régularité du métronome. Exemple plus récent : l'homme du désert Jérôme Salomon, qui tous les soirs égrène la litanie des morts en vantant l'efficacité macronienne, s'était prononcé il y a moins de deux mois contre le confinement, jugé par lui vecteur de danger et inutile ! Pour résumer, la classe politique actuelle, dans sa quasi-totalité, se goberge et ne vaut

pas tripette. Pénétré de ces maussades attendus, examinons la biographie de l'actuel locataire de Matignon, qui ne bousculera pas, hélas, ce qui précède.

Certes, ce géant (1m94) est un nain. Mais continuons quand même, puisque l'Histoire a propulsé le terne escogriffe sur le devant de la scène.

FAUX BOXEUR ET VRAI MOU

En politique le manque de conviction garantit une promotion rapide, ce qu'illustre avec maestria le parcours d'Edouard Philippe.

Ce quinquagénaire né à Rouen brandit à qui veut l'entendre ses origines modestes en évoquant son grand-père, docker CGT membre du PC.

Or, ses parents étant des enseignants du secteur public, ils n'ont jamais connu ni chômage, ni disette. Après l'ENA (promotion Marc Bloch) et une éphémère période où il embrasse la profession d'avocat, Philippe devient « *directeur des affaires publiques* » du géant Areva, poste qui requiert au principal de l'entregent et consiste à faire du lobbying auprès des parlementaires tarudés par l'écologie.

Edouard débute parallèlement sa carrière en militant au PS derrière Michel Rocard, cela dans les années 1990. Voyant que le parti est verrouillé par les Mitterrandiens, il tourne casaque et rejoint Alain Juppé, qui dirige alors l'UMP. C'est grâce à ce mentor que le barbu — atteint de vitiligo depuis qu'il dirige Matignon — deviendra maire du Havre en 2010, après la démission d'Antoine Rufenacht. Il se fait bientôt remarquer parce que, lors de son premier mandat, il fait jeter à la poubelle, en décembre 2012, 8 500 portions de mousse au chocolat destinées aux cantines scolaires, en raison de la présence de gélatine de porc, interdite dans le Coran et la Torah.

L'homme sait du reste complaire aux forces qui comptent : membre de la promotion 2011 du programme « *Young Leaders* » de la *French American Foundation*, il a participé en 2016 aux travaux du groupe Bilderberg. Il sait aussi tourner casaque au bon moment, puisqu'après avoir soutenu Juppé aux primaires en 2017, il se range sans plus de manières derrière François Fillon après la défaite du Bordelais, puis abandonne prudemment ce dernier lorsque le « *Penelope Gate* », suivi de l'affaire des

costumes à 7 000 euros l'unité, prend de l'ampleur. Voilà qui ne pouvait que le conduire à un destin national, qui prendra pour notre girouette la forme d'une consécration, par la grâce de l'amateurl'éphèbe africain Macron, qui le nomme Premier Ministre.

POLITIQUE ET NULLITÉ

Résumons : avec Edouard Philippe, nous avons affaire à un homme politique classique, sans conviction (jadis contre la GPA par exemple, il est aujourd'hui pour), mou, neutre, tel que nous les croisons depuis des lustres. En temps de paix, avec de tels leaders, le pays s'enfoncé mollement.

Le coût d'un personnel politique de second ordre — quand il n'est pas à genoux devant les puissances financières — devient en revanche dangereux si le vent force. Un endettement massif, des comptes publics de guingois, voilà le prix habituel à acquitter par temps calme, et chacun l'accepte gaiement, semble-t-il... Mais l'impuissance, les bras ballants, l'incapacité à décider seul, deviennent autant de facteurs aggravants face à un ennemi soudain.

Avec zéro mort officiellement et 268 cas, dont 202 guéris, le Vietnam affiche ainsi un des meilleurs bilans au monde face au Covid-19, record égalé par Taïwan (6 morts, 420 cas). La performance est d'autant plus remarquable que la patrie de feu Hô Chi Minh, avec ses 94 millions d'habitants, sur une surface équivalente à seulement la moitié de la France, partage avec la Chine une frontière terrestre de mille kilomètres. Or Taïwan comme le Vietnam sont des régimes forts, où les atteroiements à la française, avec comités Théodule, symposiums scientifiques, vérifications de normes, réunionnites aiguës n'existent pas. Un pouvoir vigoureux décide pour le bien de tous, et agit. Il prend ses responsabilités. Nous, nous avons tout à la fois le bateau ivre et le radeau de la Méduse. Voilà la sombre conclusion qui s'impose aux malheureux Gaulois : la paralysie philippo-macronienne, issue d'un système sclérosé à base d'acclimation par suffrage universel direct (ou le dernier des ânes pèse du même poids que le fin lettré), ne protège personne, et punit à terme tous les citoyens.

Jean BEAUMONT.

A NOS LECTEURS

Malgré les promesses de la direction de la Poste d'améliorer la distribution du courrier, il n'en est rien, bien au contraire. Le bureau de poste pour les entreprises dont nous dépendons dans le 13e arrondissement de Paris a ainsi été totalement fermé à cause du Covid-19 pendant une dizaine de jours. Avant de rouvrir, mais attention, pas tous les jours de la semaine !

Espérons que les choses finiront par se débloquer progressivement. En attendant, nous vous demandons de vous armer de patience et de nous signaler systématiquement tout retard important dans la livraison à votre domicile du journal ou de toute commande que vous avez faite. Pour toute question, toute difficulté, tout embarras, n'hésitez pas à nous téléphoner à tout moment au 06-40-87-72-79. Nous sommes à votre disposition. Signalez aussi une éventuelle interruption de votre abonnement qui peut avoir pour cause le retard dans la distribution et donc dans le traitement du courrier. Il suffit là aussi de nous passer un coup de fil ou de nous adresser un courrier électronique (à contact@rivarol.com ou à jeromebourbon@yahoo.fr) et nous prolongerons immédiatement votre abonnement jusqu'à la réception de votre règlement, même si ce dernier ne nous parvient qu'après la fin du confinement.

Même s'il est bien sûr toujours possible de régler par chèque, il reste actuellement préférable, pour tous ceux qui le peuvent, de régler par Paypal ou par virement bancaire pour toute commande. C'est plus rapide et plus sûr. On peut nous régler par Paypal en allant sur notre site boutique-rivarol.com.

PROFITEZ DE CETTE PÉRIODE D'INACTIVITÉ FORCÉE POUR FAIRE CONNAÎTRE RIVAROL AUTOUR DE VOUS !

Comme convenu, nous continuons chaque mardi, et pendant toute la durée du confinement, à mettre en page accueil de notre site rivarol.com, le PDF intégral du nouveau numéro de RIVAROL en consultation gratuite. Il suffit de le télécharger en cliquant sur l'image de la une du journal. En-dessous du numéro de la semaine, on peut également accéder gratuitement aux PDF des numéros précédents ayant paru pendant le confinement, en l'occurrence aux numéros 3417, 3418, 3419, 3420 et 3421. Nous renverrons, à l'issue du confinement, à la mi-mai 2020, tous les numéros parus pendant le confinement, en un seul envoi, à tous nos abonnés papier pour être sûrs qu'ils aient bien tout reçu. S'ils ont déjà tous les numéros, ils pourront donner, distribuer, faire connaître autour d'eux les exemplaires supplémentaires envoyés.

Nous encourageons tous ceux qui le peuvent à prendre un abonnement numérique à 80 euros l'année (si des lecteurs rencontrent des difficultés pour le faire sur le site boutique-rivarol.com, ils peuvent aussi souscrire à cet abonnement numérique en allant à la rubrique Faire un don en page accueil de rivarol.com et en versant 80 euros par Paypal. Nous enclencherons aussitôt l'abonnement numérique). N'hésitez pas à nous aider à traverser cette phase très délicate pour la presse écrite, en nous faisant des dons, soit par virement bancaire, soit par Paypal en allant sur la page accueil de notre site rivarol.com à la rubrique Faire un don. Nous vous redonnons nos coordonnées bancaires à la Banque postale pour ceux qui préféreraient faire des virements :

IBAN : FR 33 2004 1000 0104 5321 9K02 048. BIC : PSSTFR PPPAR

Par ailleurs, rappelons que nous maintenons partout en France, dans les points de vente habituels, la distribution de RIVAROL. Faites-le découvrir à des proches, de la famille ou des amis qui ont davantage le temps de lire en cette période de confinement. Comme le nombre de périodiques a fortement décliné pendant cette période d'inactivité forcée, tout comme le tirage de la plupart des titres, cela peut être l'occasion de faire découvrir notre hebdomadaire à des personnes qui en ignorent encore l'existence. N'hésitez pas à vous procurer plusieurs exemplaires afin de le faire connaître autour de vous. Diffusez aussi les vidéos rivaroliennes autour de vous.

Plus que jamais il nous faut être et durer. Et même nous développer et nous renforcer à quelques mois de souffler lors d'un grand banquet nos soixante-dix bougies. *Surus corda !*

Jérôme BOURBON.



RIVAROL

19 avenue d'Italie 75013 Paris
Tél. : 06-40-87-72-79

Correspondance seulement

(Une permanence téléphonique est assurée le lundi et le mardi de 10h à 17h et le vendredi de 10h à 14h.)

www.rivarol.com et

www.boutique-rivarol.com

Rédaction : jeromebourbon@yahoo.fr

Administration : contact@rivarol.com

Hebdomadaire créé le jeudi 18 janvier 1951

FONDATEUR : René MALLIAVIN

(1896-1970)

Directeur de la publication et de la rédaction,

éditorialiste (depuis février 2010) :

Fabrice Jérôme BOURBON

E. U. R. L. « Editions des Tuileries », au capital de 51000 euros pour 99 ans, à partir du 20 mai 1949. Imprimerie : Paris Offset Print (POP) 30 rue Raspail, 93120 La Courneuve. — Dépôt légal : à parution — Gérant et associé : Fabrice Bourbon.

CPPAP n°0223 C 82763, ISSN n°0035 56 66.

ABONNEMENTS : 2 ans : 215 euros — 1 an : 125 euros — 6 mois : 70 euros — 3 mois : 40 euros —

soutien : 175 euros — propagande : 210 euros — 1 an (chômeurs, étudiants, lycéens, personnes en grande difficulté, ecclésiastiques et religieux) : 100 euros — Abonnement à vie à RIVAROL : 2 000 euros — Abonnement à vie à RIVAROL et à *Ecrits de Paris* : 3 000 euros.

ABONNEMENTS PAR PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE : 12 euros par mois (il suffit de nous envoyer un IBAN et votre adresse postale complète).

ABONNEMENT NUMÉRIQUE 1 an : 80 euros (créer un compte sur le site www.boutique-rivarol.com) ou prévenez-nous en envoyant un courriel).

ETRANGER : 1 an : 140 euros — 6 mois : 80 euros.

Supplément par avion : 24 euros pour un an et 12 euros pour 6 mois.

Pour tout changement d'adresse, joindre 2 euros et la dernière bande (ou indiquer l'ancienne adresse). Ecrire nom et adresse en CAPITALES. Délai dix jours.

Règlement par chèque établi sur une banque domiciliée en France, à l'ordre d'Editions des Tuileries ou virement à notre compte : La Banque postale IBAN : FR33 2004 1000 0104 5321 9K02 048 (BIC : PSSTFR PPPAR)

Qui prétend rebâtir Notre-Dame en cinq ans ?

AUX DERNIÈRES nouvelles, Emmanuel Macron, qui nous a annoncé la fin du confinement pour le 11 mai, s'obstinerait à priver les catholiques de l'usage de leurs églises jusqu'à une date inconnue de juin 2020 ? C'est proprement une insulte à la religion qui a fait la France, alors que les musulmans seront autorisés à fêter entre voisins le ramadan qui a débuté cette année le 24 avril et que les juifs se réjouissent que le président ait fait coïncider la fin du confinement avec la fête juive du Lag Baomer célébrant la fin d'une épidémie qui décima les disciples du "grand sage" Rabbi Akiv. Ces coïncidences ne sont pas fortuites !

LA MALBOUFFE AVANT LES ÉGLISES !

Reste que l'offense infligée au catholicisme en ces jours où l'on s'apprête à entrer dans le mois de mai, mois de Marie, le mois le plus beau, consacré à la Très sainte Vierge, est de ces douleurs intolérables qui minent au plus profond l'âme de la France. D'autant plus que les enfants des écoles ne seront plus confinés dès le 11 mai et que la plupart des activités, à part les cafés et les restaurants, auront déjà repris comme, par exemple, la très importante malbouffe, « *symbole indigeste du mondialisme* » comme la définit très exactement Media-Press-Info. Quel ridicule que ces longues files de voitures faisant la queue pour les *drive-in* des Mc Donald depuis l'annonce de leur ouverture ! À croire que ces hommes et ces femmes n'ont pas su profiter du confinement pour apprendre à se faire chez eux de bons petits plats savoureux et avec des produits français et des vins du terroir.

Pendant ce temps, des foules de catholiques n'ont plus le droit depuis plus de deux mois d'assister à la sainte messe et sont privés du corps du Christ pour encore longtemps, et sans que la moindre raison sanitaire leur soit donnée ! Pourquoi aurait-on le droit d'aller à l'école, dans les magasins, à son travail, mais pas à la messe ? Quel danger sanitaire peut-on craindre dans l'église qui n'est nullement un lieu de risque mais la maison de Dieu, vainqueur de la mort ? La liberté de culte n'a jamais été aussi menacée. La Terre est de retour. C'est intenable ! Emmanuel Macron ne l'emportera pas en paradis !

Il tremble de peur devant les risques d'émeutes dans les banlieues pourries, et c'est pourquoi il autorise le ramadan entre voisins. Il ne saurait cesser de faire sa cour à la communauté juive, laquelle fêtera Lag Baomer comme si la société française était dans son état normal. Mais pour les catholiques, pas de recours ! Ils n'ont plus qu'à se taire et à se faire tout petits. Leurs chefs, ou prétendus tels, ont peur de leur ombre et ne font rien pour redonner au catholicisme la place qui lui revient.

Alors supprimées les splendides fêtes, touchantes pour les petits et pour les grands, des premières communions et des communions solennelles. Supprimés les imposants pèlerinages entre Chartres et Paris où la France chrétienne se montre dans toute sa ferveur, chantant les louanges de notre Dieu d'amour et de miséricorde. Supprimées aussi, probablement, les rayonnantes processions de la Fête-Dieu, où Dieu Lui-même descend dans les rues fleuries visiter Son peuple et recevoir de celui-ci l'hommage de sa fidélité. Il ne restera plus sans doute, pour colorer nos villes à l'arrivée de l'été, que la lamentable « fête de la musique » qui n'est pas chrétienne et qui est la fête de tous les vacarmes nocturnes, et, pire encore, la Gay pride, où l'orgie la plus dégradante emplît nos rues des démons de toutes les perversités et de toutes les licences, pour le plus grand scandale de populations nouvellement arrivées, qui ne demanderaient qu'à aimer la France et qui

ne trouvent que son visage répugnant façonné par deux siècles de laïcité militante....

Oui, vraiment, les chœurs du « vivre ensemble » auraient tout intérêt à remettre à l'honneur les fêtes chrétiennes. Autour du vrai Dieu, autour de sa Mère la très sainte Vierge Marie, des liens mystérieux peuvent toujours se tisser. Mais l'ignoble Emmanuel Macron fait tout ce qu'il peut pour que le trésor liturgique du christianisme soit mis sous le boisseau. Avec lui, la lutte contre le coronavirus est pire que le virus lui-même. Le virus qui souille politiquement la France, n'est-ce pas Macron lui-même ?

PAS DE VRAIE SORTIE DU CONFINEMENT SANS OUVERTURE DES ÉGLISES !

Pendant que les Français sont sous cloche, la vie continue... Des enfants naissent dans des conditions toutefois moins confortables que d'habitude, la natalité, hélas, ne remonte pas, mais elle ne baisse pas non plus. Bien que tout soit entrepris par les autorités politiques pour inciter les femmes à faire valoir leur "droit" à l'avortement (comme si tuer était un droit !), ou pour faire voter à la sauvette des lois infanticides, on voit des papas braver l'épidémie pour venir déclarer une naissance dans quelque mairie. Cet acte de foi en la continuité de la vie devrait être donné en exemple dans la nation.

Mais on ne parle dans les media que de choses lugubres, on ne voit presque chaque soir à la télévision que des films tournés dans de sinistres hôpitaux ; un certain Jérôme Salomon, directeur général de la "Santé", dont le visage ne respire nullement celle-ci, vient tenter de nous donner chaque soir la nausée avec ses statistiques mortuaires, comme pour nous provoquer au désespoir et nous inciter à baisser les bras. Il faudrait, pour accompagner les Français dans leur déconfinement, d'autres hommes qu'Emmanuel Macron et ses ministres à têtes de croque-morts, mais des gens aux visages épanouis sachant que la religion qui a fait la France et qui la referra est celle du Christ vainqueur de la mort ! Une France qui ferme ses églises ne sortira jamais vraiment du confinement...

QUI VEUT DÉSACRALISER NOTRE-DAME DE PARIS ?

L'actualité aussi continue. Et, la semaine dernière, elle a été surtout marquée par le premier anniversaire du terrifiant incendie de Notre-Dame de Paris les 15 et 16 avril 2019, au tout début de la Semaine sainte, comme si Dieu voulait manifester à la France de Clovis et de saint Louis sa colère pour ses manquements aux promesses de son baptême, qui sont aujourd'hui légion...

Une curieuse polémique s'est allumée à la suite de la publication, le 15 avril dernier, dans les colonnes du journal *La Croix* (sans croix bien entendu !) d'une tribune signée Michel Pastoureau, historien médiéviste, directeur d'études à l'École pratique des hautes études, et précédée du titre provocateur : « *Désacraliser Notre-Dame de Paris ?* » Michel Pastoureau a reproché aussitôt à *La Croix* (sans croix) d'avoir affublé son article de ce titre qui, dit-il sur le site du Salon Beige, est « *une phrase qui n'a pas été choisie par moi et qui, isolée, signifie le contraire de ma pensée* ». Il reproche aussi à ses lecteurs de n'avoir pas senti l'"ironie" de son texte : « *Pour donner plus de poids à mon propos, j'ai voulu manier l'antiphrase, pratiquer la dérision, faire le malin... Mal m'en a pris : je n'ai pas été compris* ». En somme l'éminent professeur se serait fait avoir comme un



enfant de chœur par le quotidien qui n'est plus catholique, et dont les lecteurs ne sont doués, semble-t-il, d'aucune finesse.

Michel Pastoureau, dont le nom fleurit si bon la flore et la faune champêtres, devrait avoir lu Nicolas Boileau : « *Ce qui se conçoit bien s'énonce clairement* », mais venons-en vite au fond : il est en colère « *contre le tourisme de masse et contre son rituel imbécile : photographier tout, n'importe quoi, n'importe comment* ». Il en veut aussi « *aux autorités de tutelle qui confondent constamment culture et tourisme et qui semblent jouer les touristes contre les fidèles* ».

Reconnaissons que c'est évidemment le souci de toutes les cathédrales, où l'on est toujours entré comme dans un moulin et qui, dans un monde de plus en plus mal élevé, voient leurs neufs s'emplir certains jours d'été d'une faune hirsute, en shorts délavés et débraillée, ne respectant rien et venue pour toute autre chose que la prière, la méditation et les offices. Il est évident que ces barbares gênent les fidèles, mais il est dans la mission des églises d'accueillir tout le monde, même des vagabonds qui, depuis le règne de Clovis, viennent chercher ici leur droit d'asile.

Que ces individus soient indécents et ne respectent rien, cela devrait inquiéter l'éducation qui, en France, se dit nationale. Si les maîtres pouvaient mieux faire leur métier, ils apprendraient aux enfants à respecter très tôt ce qui est sacré et à bien se tenir en présence de Dieu. Un simple écriteau fixé à l'entrée et rappelant que, dans la maison de Dieu, tout n'est pas permis, devrait alors suffire, avec un service d'ordre efficace. Encore faudrait-il que les évêques, recteurs et abbés (ou ce qui en tient lieu) eussent l'audace de manifester ainsi un peu d'autorité pour la tranquillité des fidèles, et des touristes eux-mêmes...

La question de savoir qui, des touristes ou des fidèles, devrait quitter ces lieux ne devrait pas avoir à se poser. Pastoureau, maniant le paradoxe jusqu'à l'extrême, la résout trop abruptement : « *une solution de moindre mal serait de transformer la cathédrale en musée* ». Puis il poursuit : « *Chasser les touristes serait une solution difficile à imposer. Ne serait-il pas préférable que les chrétiens quittent leur cathédrale ? Pour ce faire, il faudrait désacraliser [lire "désacraliser"] Notre-Dame et la transformer en musée. Moi qui suis historien et chrétien, catholique qui plus est, j'avoue qu'une telle mesure ne me choquerait pas outre mesure. Il ne me vient jamais à l'idée d'entrer à Notre-Dame pour prier* ».

Le cousin de l'anthropologiste Claude Lévi-Strauss manie-t-il ici l'antiphrase ? Il est certain qu'il le fait lourdement, et qu'il ne doit pas s'étonner si tout le monde a compris qu'il recommandait aux chrétiens d'abandonner leur cathédrale...

N'EST PAS MAURICE DE SULLY QUI VEUT !

Quand on voit le journal *La Croix* sans croix, diffuser sans la moindre réserve des propos de cette gravité, on comprend

qu'il est urgent de se mobiliser pour sauver Notre-Dame de Paris. La tâche est énorme, trop grande pour les tout petits hommes que nous sommes devenus. Dieu suscitera-t-il un évêque de la trempe de Maurice de Sully, lequel, en plein accord avec le roi de France Louis VII, lança sur l'océan des âges ce vaisseau qui allait symboliser l'âme française bien enracinée dans le sol des pères, mais avide de spiritualité, d'élan et d'espérance, comme le suggèrent les lignes de l'immortelle cathédrale.

Le malheur des temps conciliaires veut que nous soyons exclus de l'usage de ce joyau d'art et de foi, nous qui ne supportons pas de voir ces murs très saints occupés par un culte pseudo-catholique, tout autre que celui pour lequel ils ont été bâtis et consacrés. Mais cette injustice ne saurait durer éternellement, du moins est-il permis de l'espérer. Nous reviendrons un jour dans ces lieux. Je ne serai plus de ce monde mais je souhaite aux plus jeunes de voir l'édifice rebâti dans toute sa splendeur des temps bénis de la royauté très catholique.

Maurice de Sully vécut dans un siècle de certitudes inébranlables, mais non parfaitement calme sur le plan intellectuel. Tout en surveillant quotidiennement les travaux de sa cathédrale, il dut intervenir dans de grands débats d'idées : le monde était alors bouillonnant de découvertes et, comme de nos jours, une telle effervescence comportait des dangers. Dès son enfance dans les bois du Val-de-Loire, où se cachaient encore des sorcières, il avait pressenti que jamais la lutte spirituelle ne prendrait fin.

Il eut à mener des combats pour la vérité ; c'était l'époque du rationalisme d'Abélard, du manichéisme albigeois contre lequel Maurice soutint la croisade, de la fameuse querelle des Universaux où il défendit le réalisme modéré contre le nominalisme... En combattant pied à pied, Maurice de Sully contribua considérablement à garder l'orthodoxie dans sa pureté, cette orthodoxie qu'au siècle suivant, saint Thomas d'Aquin allait concilier parfaitement avec les lumières de la raison.

Il déjoua aussi pour longtemps les influences arabes et juives, lesquelles, en Espagne notamment, redonnaient du lustre à la pensée antique sous forme de traductions nouvelles (on lisait celles d'Averroès !). Juifs et Arabes traduisaient la Bible et leur influence individualiste, "scientiste" pourrait-on dire, passa en Angleterre aux XII^e et XIII^e siècles pour y triompher avec Occam, lequel serait lu au XVI^e siècle par Luther... Maurice de Sully œuvra pour protéger la France contre ce rationalisme et ce scepticisme, véritables éteignoirs de l'âme, et aussi contre le mysticisme infusé par les penseurs orientaux.

C'est donc d'un homme de foi ardente, mais doublé d'un combattant, que nous aurions besoin pour rebâtir Notre-Dame, car les temps que nous vivons voient surgir le même genre de débats. La beauté dans l'architecture des cathédrales n'est que le reflet de la Vérité. Ce genre d'hommes ne se remarque pas tous les jours. On n'a pour le moment personne à qui confier la tâche, si ce ne sont quelques artistes intéressés qui croiraient peut-être pouvoir réaliser des œuvres « nouvelle vague » qui, dans l'esprit de l'odieuse pyramide du Louvre, ne rendraient à l'édifice qu'un pâle et caricatural reflet de sa splendeur d'antan et de sa radieuse lumière spirituelle.

Emmanuel Macron qui se faisait fort, le soir du sinistre, de rebâtir la cathédrale en cinq ans, ne pensait qu'aux touristes, qui rapportent de l'argent, mais n'avait aucun souci des besoins spirituels des Français, comme le prouve, un an après, le fait qu'il se montre beaucoup moins pressé de rouvrir les églises aux fidèles confinés...

Michel FROMENTOUX.

Guerre commerciale sur fond de coronavirus

L'UN DES aspects les plus importants de la crise du coronavirus est économique. Avec la réduction drastique des échanges à l'échelle planétaire, le commerce mondial est presque mis à l'arrêt. Mais il connaissait déjà depuis 2018 un ralentissement subséquent à la guerre commerciale sino-américaine.

LA STRATÉGIE CHINOISE

Patrice Touchard, spécialiste de la géopolitique chinoise, résume ainsi la direction qu'a prise l'Empire du Milieu à l'époque contemporaine : « Jusqu'à la fin du XX^e siècle, l'implication de la Chine dans les affaires du monde et de l'Asie est restée discrète, conséquences de la guerre froide, des soubresauts de la période maoïste et finalement l'attention accordée à la reconstruction économique du pays sous la direction de Deng Xiaoping.

Les choses changent vers 1992 avec la fin de l'autosuffisance énergétique. Ainsi les enjeux économiques déterminent principalement la politique extérieure chinoise actuelle. »

À cette époque, en 1992, les États-Unis dominent très largement le commerce mondial face à la Chine. Mais le système de libre-échange à l'échelle de la planète, imposé par les Anglo-Américains, a fait de la Chine l'atelier du monde.

Cette dernière mit en place une stratégie économique efficace, fondée sur : une main d'œuvre bon marché et massive que les Chinois mettent au service des multinationales occidentales que les Fils du Ciel invitent à investir chez eux ; un système capitaliste sous contrôle total de l'État qui empêche, entre autres choses, les investisseurs étrangers de contrôler les entreprises chinoises, quelle que soit l'activité ; et la Chine a pu ainsi user du système de libre-échange pour copier les technologies occidentales afin de monter en gamme.

La Chine est entrée dans une concurrence impitoyable avec le monde entier, détruisant les appareils industriels occidentaux mais aussi ceux des pays en voie de développement.

Cette stratégie a fini par payer, d'autant plus que les États-Unis, se désindustrialisant, ont vu leur balance commerciale (marchandise) connaître un déficit se creusant année après année : -84 milliards de dollars en 1991, -96 milliards

en 1992, -132 milliards en 1993, -162 milliards en 1994, -174 milliards en 1995, -191 milliards en 1996. D'après la Banque mondiale, en 2006, le déficit commercial états-unien est descendu jusqu'à -770 milliards de dollars, et en 2017, il est à -578 milliards.

Autour de 2010, le rapport de force sino-américain, sur le plan du commerce international, commence à être favorable à la Chine. Et en 2018, les Chinois dominent totalement le commerce planétaire, à l'exception de quelques pays où les États-Unis maintiennent leur position.

LE TOURNANT TRUMP

Donald Trump, à partir de 2018, a commencé à intimider à la Chine, dont l'industrie détruit celle des États-Unis, de mettre fin à des pratiques commerciales qu'il jugeait déloyales. Il déploie que, en contrepartie d'un accès au marché chinois, les entreprises américaines fussent contraintes de faire opérer un transfert technologique à leurs partenaires locaux, ce que Trump assimile à du "vol" de propriété intellectuelle. Trump a alors imposé une série de taxes douanières sur les produits d'importations chinoises. À l'été 2018, il a infligé des taxes de 25 % sur 50 milliards de dollars de biens chinois. Le 24 septembre 2018, le président états-unien imposait 10 % de taxes douanières sur 200 milliards de produits importés de Chine. Pékin a répliqué au même moment avec des taxes de 5 ou 10 % sur 60 milliards de biens américains. Depuis le 1^{er} octobre 2019, les États-Unis ont frappé de 30 % de taxes 250 milliards de produits chinois, et les 300 milliards restant du total annuel ont été taxés à hauteur de 15 % au lieu de 10 %.

En réponse aux grandes entreprises américaines se plaignant de cette politique, Donald Trump a conseillé à ces dernières « de commencer immédiatement à chercher des alternatives à la Chine, y compris de rapatrier vos sociétés et de fabriquer vos produits aux États-Unis. »

Ce message de Trump a effrayé les



multinationales et autres investisseurs qui ont vendu en masse les titres des entreprises qui potentiellement seraient les plus affectées : les actions de Caterpillar et ses engins de chantiers, les constructeurs automobiles et ceux de micro-processeurs. Apple a vu plus de 44 milliards de dollars de valeurs en bourse disparaître, et le Dow Jones, principal indice de Wall Street, a fini sur sa deuxième plus forte baisse de l'année 2019. L'on voit ici que la bourse et les multinationales américaines sont les alliés objectifs de la Chine.

Toutefois, la politique protectionniste de Trump a porté ses fruits : le déficit commercial américain s'est réduit en 2019, pour la première fois en six ans.

CORONAVIRUS ET DÉMONDIALISATION

La guerre commerciale de Trump contre la Chine est au fond une guerre menée contre la globalisation économique dont profitent les multinationales occidentales. La Chine fait les frais du protectionnisme, car elle tire un énorme bénéfice du système de libre-échange ; mais on ne peut pas lui en vouloir d'avoir fait de ce système qui lui a été en quelque sorte imposé un avantage pour son développement.

Le cabinet de conseil stratégique américain Kearney : *Global Management Consulting Firm*, a rendu, le 7 avril 2020, son septième rapport annuel — intitulé « L'indice de résorption de 2019, qui préfigure le test du COVID-19 de la résilience de la chaîne d'approvisionnement »⁽¹⁾ — mettant en évidence ce qu'il a appelé « un renversement spectaculaire » d'une tendance sur 5 ans.

En 2019, l'industrie manufacturière américaine représentait une part nettement plus importante de l'industrie que les 14 exportateurs asiatiques suivis dans l'étude. Les importations de produits manufacturés en provenance de Chine ont été les plus touchées. Et le coronavirus accentue cette tendance.

Patrick Van den Bossche, partenaire de Kearney et co-auteur du rapport de 19 pages, explique : « Il y a trois décennies, les producteurs américains ont commencé à fabriquer et à s'approvisionner en Chine pour une raison : les coûts. La guerre commerciale a fait entrer une deuxième dimension dans l'équation — les droits de douane et la menace de perturbation des importations chinoises qui ont incité les entreprises à mieux peser la garantie de l'approvisionnement par rapport aux coûts. Le COVID-19 introduit une troisième dimension dans l'équation, qui est sans doute au premier plan : la résilience — la capacité à prévoir des chocs systémiques imprévus et à s'y adapter. »

Les principaux bénéficiaires de cette reconfiguration sont les petits pays du

Sud-Est asiatique, le Vietnam en tête. Et grâce à l'adoption de l'accord États-Unis-Mexique-Canada, le Mexique, malgré tous ses problèmes avec les cartels de la drogue, est devenu un lieu d'approvisionnement privilégié pour les États-Unis.

Pour évaluer l'indice de résorption américain, Kearney examine d'abord les importations de produits manufacturés en provenance de Chine, de Taïwan, de Malaisie, d'Inde, du Vietnam, de Thaïlande, d'Indonésie, de Singapour, des Philippines, du Bangladesh, du Pakistan, de Hong Kong, du Sri Lanka et du Cambodge, puis la production intérieure brute de produits manufacturés aux États-Unis.

Ils calculent ensuite le ratio d'importation de produits manufacturés (MIR) — le résultat de la division du premier chiffre par le second⁽²⁾.

La valeur de toutes les importations de produits manufacturés en provenance de ces 14 pays asiatiques est passée de 816 milliards de dollars en 2018 à 757 milliards de dollars en 2019, soit une contraction de 7 % à un moment où la croissance économique américaine était solide.

Selon Kearney, cette contraction est presque exclusivement due à la baisse des importations en provenance de Chine, qui ont le plus diminué, soit 17 %, en raison des coûts tarifaires dont j'ai parlé plus haut.

L'ampleur du traumatisme sociétal et économique que la pandémie de coronavirus pourrait causer est encore inconnue, ont écrit les auteurs du rapport Kearney. Mais quelle que soit l'issue, un retour au *statu quo* du commerce chinois d'avant la pandémie est peu probable. Kearney prédit que les entreprises « seront obligées d'aller beaucoup plus loin en repensant leurs stratégies d'approvisionnement, et l'ensemble de leurs chaînes d'approvisionnement ».

Plus précisément, les auteurs du rapport Kearney ont écrit qu'ils s'attendent à ce que les entreprises soient de plus en plus enclines à répartir leurs risques, au lieu de compter uniquement sur la Chine suite aux conséquences que cette pandémie leur a fait subir.

La Chine est la source principale d'approvisionnement en ibuprofène, combinaisons antidéflagrantes, gants en caoutchouc, masques chirurgicaux et ventilateurs. Probablement du papier toilette, pour ce qu'on en sait. Des sénateurs, dont Josh Hawley (Parti républicain) et Tom Cotton (Parti républicain), ont fait valoir qu'il s'agit là d'une question de sécurité nationale.

Kenneth Rapoza, journaliste économique chez *Forbes*, en déduit que « cela ne signifie pas un abandon total de la Chine. Cela signifie que l'époque où la Chine était la plaque tournante de l'industrie manufacturière pour le monde occidental est révolue. »⁽³⁾

De ce point de vue, le coronavirus représente un atout en faveur du discours protectionniste, une chance pour la politique économique de Donald Trump, et un grand malheur pour l'industrie chinoise.

Jean TERRIEN.

2. L'indice de resserrement américain est la variation du MIR d'une année sur l'autre, exprimée en points de base (variation de 1 % = 100 points de base).

3. <https://www.forbes.com/sites/kenrapoza/2020/04/07/new-data-shows-us-companies-are-definitely-leaving-china/#5e78d6fe40fe>

PETITES ANNONCES

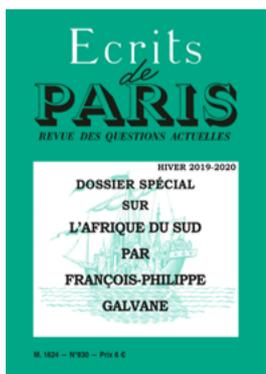
— SAS S.F.D.A. Bâtiment Tout corps d'état 54 rue René Boulanger 75010 Paris 06-25-62-46-69 — 01-45-84-39-31 sfdabatement@gmail.com Ch. Luigi. RCS Paris 820 330 629.

— Devoir de mémoire. Qui se souvient de Paul Scortesco et peut dire où il a été enterré ? Un abonnement d'un an à RIVAROL sera offert à quiconque répondra à ces DEUX questions.

Ecrits de Paris

AU SOMMAIRE D'HIVER 2019-2020

DOSSIER SPÉCIAL AFRIQUE DU SUD



Francois-Philippe GALVANE : Présentation du dossier sur l'Afrique du Sud — L'expropriation sans compensation des fermiers blancs et la crise sud-africaine — La question des attaques de fermes et de meurtres de fermiers blancs en Afrique du Sud — Nation et nationalisme africain : similarités et spécificités dans le continuum des peuples européens — «Le procès contre Mandela et les autres» — Recension du livre de Pierre-Olivier Sabalot: Piet Meyer, la voix de l'afrikanerdom — Jim REEVES : Afrique du Sud : là où la discrimination raciale est inscrite dans la Constitution... — Ils n'ont aucun droit et sont les réfugiés dont personne ne veut !

10 euros franco de port le numéro, 53 euros l'abonnement pour un an.

Chèque à l'ordre des Editions des Tuileries.

Editions des Tuileries

19 avenue d'Italie, 75013 Paris.

On peut aussi payer par Paypal ou virement bancaire.

Archives numériques en vente à 2 euros sur <www.boutique-rivarol.com/>.

1. <https://www.kenarney.com/operations-performance-transformation/us-reshoring-index/full-report>

Le rapport est résumé dans cet article : <https://www.forbes.com/sites/kenrapoza/2020/04/07/new-data-shows-us-companies-are-definitely-leaving-china/#5e78d6fe40fe>

La fable du retour des nations

DOMINIQUE Moïsi (on prononce Moïsi et non Moisi, c'est comme ça), est un géopolitologue "français" que beaucoup ont dû voir à la télévision en se demandant comment Mère nature avait pu accoucher d'un tel épouvantail à moi-neux. Dominique Moïsi est conseiller spécial de l'IFRI (Institut français de relations internationales). Il a enseigné à Harvard, il a été professeur au King's College de Londres. Très important, il est le fils unique de Jules Moïsi, né en Roumanie et déporté lamentablement par le Convoi n°61 en date du 28 octobre 1943 à Auschwitz. Mais, formidable, il a survécu, donc il n'a pas subi le supplice de la Chambre. Un père comme ça, c'est important, plus important qu'un beau français qui cultive des patates. Quand on a un père comme ça, on a des prétentions, on est quelqu'un, on fait des études, oui monsieur ! On connaît la vie, on sait ce que veut dire résilience, on a une vision fantastique des choses. Alors le Dominique Moïsi, après une thèse de sciences politiques, va enseigner à Jérusalem avant de faire son mariole à l'ENA, au Collège d'Europe, à l'École des hautes études en sciences sociales et à l'Institut d'études politiques de Paris, alors nid à cosmopolites épouvantable. Dominique Moïsi est actuellement un soutien et un conseiller d'Emmanuel Macron tout en publiant régulièrement des articles dans le *Financial Times*, *Die Welt*, *le New York Times* et *Les Echos*.

C'est dans ce quotidien économique que Dominique Moïsi publia au début du mois d'avril un article remarqué sur un thème ô combien à la mode, le retour des nations. Oui Moshé ! C'est sûr, on vous le dit, la nation à laquelle on avait coupé la tête connaît ou va connaître son regain ! Mais on nous enfume. Comme Jacques Attali qui joue avec les mots (à quoi peut bien rimer le *national-globalisme* sur lequel il dissertait il y a un an et demi avant de vomir sur l'indépendance nationale ?), Dominique Moïsi trafique les idées, fabrique des raccourcis, généralise certaines opinions pour dessiner des tendances qui n'existent pas. Avec le Covid-19, on assisterait donc à une sorte de retour à la nation pour plusieurs raisons "évidentes" :

D'abord, nous dit Moïsi, le virus constitue, dans un premier temps au moins, une prime pour les dirigeants en place.

LE COVID SERAIT-IL UNE PRIME POUR LES DIRIGEANTS EN PLACE ?

« Et ce, quels que soient leurs orientations politiques ou leurs modes d'exercice du pouvoir ». Première assertion infondée, puisque les sondages disent tout et n'importe quoi, et même quand on les fait parler aujourd'hui à ce sujet, ils ne montrent pas vraiment un soutien pro-gouvernemental des peuples. D'ailleurs Moïsi ose immédiatement tempérer son affirmation en précisant que la hausse de la popularité de ceux qui exercent le pouvoir « s'accompagne le plus souvent de la montée de critiques à l'encontre de leur mode de gestion de la pandémie. » Hé bien oui, Moïsi ! On reproche souvent aux politiques leurs actes, et beaucoup plus rarement la mocheté de leur coupe de cheveux ou la taille de leur nez... On sent bien que le discours du fils du déporté est pouffif, qu'il brode autour d'un postulat qu'il faut défendre, qui doit être une actualité nécessaire, et ce n'est pas pour rien que l'Institut Montaigne, *think tank* du nouvel ordre mondial, a repris son papier sur son site.

Il existe un phénomène officiel qui doit être illustré, argumenté par les intellectuels du Système, bon gré mal gré : le retour des nations, et le maintien de l'autorité publique. « De fait — et particulièrement en période de crise majeure comme celle que nous traversons — les peuples se comportent à l'égard de leurs dirigeants comme

peuvent le faire des adolescents à l'égard de leurs parents. Ils souhaitent être protégés par eux et lorsque cette protection leur semble inefficace ou à l'inverse trop pesante, ils sont prêts à toutes les explosions de critiques. Avec un discours qui contient souvent sa part de vérité : "Si seulement vous m'aviez mieux protégé au départ, je ne serais pas dans la situation où je me trouve aujourd'hui. Le confinement absolu auquel vous m'avez réduit, n'est-il pas le remède des "pauvres", ceux qui n'ont pas de masques et pas assez de tests ?" ». En même temps, les peuples seraient dans leur grande majorité reconnaissants à leurs dirigeants d'être à la barre « au moment où les vents sont si violents ».

C'est le sentiment de Moïsi, pas le nôtre. Et même s'il existait réellement et profondément dans l'opinion, il serait un bien faible argument pour démontrer le retour des nations. Il suffit pourtant, cet argument, selon lui, pour parler « d'envolées nationalistes ». Il la décrète. Il la postule et la conspu. Il l'imagine et fonce déjà dessus comme Don Quichotte sur un moulin. Regardez ! Mais regardez ! Jean-Pierre Pernaut ne parle que de ce qu'il se passe en France, c'est la preuve ultime de cette autarcie nationaliste et affreuse qui nous oppresse ! Jamais les informations télévisées n'ont été plus nationales ! C'est odieux, « c'est provincial ». « Chaque pays se concentre sur ses maladies, ses morts ». Sur ce point, Dominique Moïsi exploite, pour appuyer son paradigme, cette info que d'aucuns considèrent comme une fausse information : « À l'heure où des Américains "détournent" par la sur-recherche des cargaisons de masques sur les tarmacs d'aéroports chinois, la formule des Trois Mousquetaires "Un pour tous, tous pour un" paraît bien abstraite ».

Puis Dominique Moïsi s'amuse à comparer les goyim à des rats en s'appuyant sur les réflexions de Martha Nussbaum, une gentille coreligionnaire, qui rapporta une expérience au cours de laquelle les rongeurs n'éprouvaient de l'empathie que pour ceux avec lesquels ils avaient inter-agi. « Sommes-nous comme ces souris et ne pouvons-nous dans des périodes extrêmes faire preuve de solidarité qu'à l'égard de nos concitoyens de même nationalité ? Le drame devrait approfondir et élargir notre humanité. Il tend au contraire à la réduire, comme si notre confinement physique était aussi devenu émotionnel. »

Mais, dans les faits, dans la vraie vie, assiste-t-on réellement à un retour du nationalisme, observe-t-on vraiment un développement des égoïsmes nationaux ? Non. Les Moïsi, et ils sont nombreux, développent ce fantasme autour de préjugés et de niaiseries. La télévision parle surtout du coronavirus en France ? La belle affaire, elle parle également de la seule météo française, et uniquement des chiffres du loto français. Serait-ce donc du nationalisme ?

Il faut le dire, ce discours hypocrite ne sert qu'à faire accroire que la solution nationaliste est déjà en cours, est déjà appliquée, et qu'elle a déjà montré ses faiblesses, qu'elle est déjà usée, qu'il serait bientôt temps (on le lit en filigrane dans le texte de Moïsi) de passer à autre chose, de devenir un peu adultes, d'entrer avec maturité dans l'ère des solidarités mondiales.

VIRUS MONDIAL, RÉPONSE MONDIALE ?

Nous ne savons pas si la solidarité mondiale sera solidaire pour tout le monde, mais face à un virus mutant, virulent, assassin, s'étant propagé dans le monde entier, les réponses prophylactiques, curatives mais aussi économiques seront de plus en plus "collectives" et de plus en plus spectaculairement collectives. Pour le moment, les prestations offertes par les représentants officiels des pouvoirs nationaux sont pires que médiocres. Beaucoup des dirigeants occidentaux passent carrément, aujourd'hui,

pour des foutriquets. Nous ne parlerons même pas du gouvernement français qui n'est qu'une ruine à ciel ouvert, détestable, une véritable publicité permanente contre l'Etat et ses institutions tant il les a salis. Le cas du Royaume-Uni est différent mais la gestion de la crise là-bas est tout aussi rocambolesque. On ne peut pas dire que tout a été fait pour que le gouvernement donne une image positive, forte, solide de lui-même. Une nation qui tient à sa survie, un Etat qui se protège réellement, n'expose pas les faiblesses de ses dirigeants (sauf pour se vendre au monde comme François Mitterrand et son cancer de la prostate en 1992, ce qui lui permit d'obtenir en jouant sur l'émotion et la compassion populaires la victoire de justesse du *oui* au référendum sur le traité de Maastricht, traité qui programmait rien moins que la disparition de notre monnaie nationale, notre compagnon de route depuis Jean II le Bon en 1360). Le meilleur moyen de délégitimer l'efficacité de l'Etat national au Royaume-Uni était de rendre publique la maladie de Boris Johnson, celui-là même qui badinait avec la maladie au début de l'épidémie.

Aux Etats-Unis, le trumpulisme ne doit pas fasciner le spectateur impartial. Donald Trump est peut-être politiquement incorrect, surtout dans son langage, mais il n'est pas certain qu'il soit pris par tout le monde au sérieux et qu'il rassure l'ensemble des Américains. Ses palinodies, sa désinvolture, ses piètres qualités de vulgarisateur scientifique dans une Amérique qui recule dans le monde, ne sont pas des armes contre le développement de la gouvernance mondiale, mais deviennent dramatiquement des arguments en sa faveur. Trump est d'ailleurs surtout un repoussoir mettant hors jeu l'Amérique en tant qu'Hyperpuissance et donne du crédit à tous ceux militant pour que le leadership américain soit dûment remplacé par une organisation transnationale qui viendra le suppléer dans le monde. Et la crise migratoire devient de plus en plus impérieuse aux yeux de tous, aux yeux des cosmopolites comme des populistes qui se contenteront bientôt d'une régulation partielle de ces populations par un pouvoir transnational, nous le parions, plutôt que du chaos démographique et de l'anarchie.

LES NATIONALISTES NE SONT NULLE PART

En Italie, dans cette Italie qui avait fait espérer tant de patriotes, tant de nationalistes, tant de dissidents, « le retour à la nation » prend une drôle de tournure. C'est bien l'Etat qui a décrété en plein confinement (!) que l'agriculture italienne manquait de bras. Dans les années 20 et 30 de l'autre siècle, un dirigeant digne de ce nom se serait mis torse nu et aurait exhorté ses concitoyens à bander leurs muscles pour labourer, pour cultiver, pour assurer les foins et les récoltes. Aujourd'hui l'Etat se saborde littéralement, s'auto-diabolise dans un pays qui ne supporte plus l'immigration en légalisant d'un coup 200 000 clandestins qui vont remplacer les Italiens paresseux dans les champs ! C'est fou, non ? On connaissait les Etats foutriquets, les Etats déliquescents, les Etats mariales, voilà un nouveau spectacle qui sabote la verticalité du pouvoir : l'Etat sadique qui fait dans le grand remplacement en plein confinement. Partout dans le monde, ou presque, nous le voyons, le « retour à la nation » est un morceau de pipeau qui ne reflète en rien la réalité présente et surtout celle qui vient.

Parlons quand même un peu de la France, et de la gueule immonde de la Bête qui sert de gouvernement à notre pays. Hormis les grandes questions pratiques liées au (prochain ?) déconfinement, quel fut le grand sujet de préoccupation du gouvernement "français" ces derniers jours ? Le confort de la population LGBTQ+ en ces temps de crise sanitaire et de promiscuité familiale. Les homosexuels souffriraient en effet

dans certaines situations de l'homophobie d'une partie de leurs familles. Traduction : certaines personnes n'ont pas le loisir de multiplier les rencontres coquines pendant cette période guère propice aux pratiques inversives.

FACE À UN ÉTAT EN ÉTAT DE PUTRÉFACTION, LE NATIONALISME EN BERNE...

Le gouvernement a donc annoncé vendredi dernier un « plan d'urgence » pour aider les personnes lesbiennes, gay, bi et trans dans le contexte de la crise sanitaire actuelle, qui a poussé une association à lancer une application pour signaler les actes de violence anti-LGBT. Ne riez pas : dans la période actuelle, « beaucoup de jeunes vivent actuellement un enfer », déclare Marlène Schiappa dans une interview à *Libération*, « soit parce qu'ils sont confinés avec des parents homophobes qui ne savent pas que leur enfant est gay, bi ou lesbienne, soit parce qu'ils ont déjà fait leur coming out et vivent alors parfois de véritables persécutions au sein de leur foyer ». La secrétaire d'Etat à l'Égalité entre les femmes et les hommes a indiqué avoir financé 6 000 nuitées d'hôtel pour permettre aux jeunes de s'épanouir un peu.

Si c'est ça le retour à la nation, on va dire qu'elle a une tronche d'enfer, la nation...

Las, notre pays est dans une impasse de ce côté-là. Ceux qui défendent la nation aujourd'hui, et qui sont médiatisés, ne la voient que comme une plateforme désenchantée, laïque, comme un outil économique, comme un outil froid de régulation, en gros comme un instrument socialiste. Certains courants, à la marge de cette mouvance (mais qui s'y rattachent), évoquent plus volontiers l'histoire de France et son identité catholique, mais jamais ils ne défendent l'essence de notre pays, son caractère sacré, sa vocation. Non, la race, la religion, la nation font simplement partie d'un *packaging* séduisant le gogoy toujours bouche bée et enclin à se faire hameçonner par la première morue qui lui fait du gringue en lâchant trois slogans et en tortillant des fesses. Ce n'est pas un hasard si cette mouvance qui recycle les principes éternels et le nationalisme pour en faire un fumier pour amateurs de tuning est représentée de plus en plus par des bonnes femmes, poissonnières bovines ou petites gaupes vendues à la communauté.

Si nous vivions véritablement un retour tonitruant de la nation dans les cœurs, dans les âmes, dans les esprits, mais bon sang, ces usurpateurs seraient balayés, et le parti du RN, cage aux folles, entreprise à deniers publics, serait en train de connaître une monumentale purge avec l'expulsion violente de tous ces sagouins, ces minables, ces naquets, cet agglomérat de macédoine. Que se passe-t-il au lieu de cette purge formidable ?

Les gardiens de la dénationalisation du nationalisme annoncent leur désintérêt à l'égard de Jeanne d'Arc et de ce qu'elle représente, l'essence d'une France dont ils ne veulent plus. Marine Le Pen s'est ainsi inquiétée publiquement de la possibilité de ne pas célébrer avec le faste nécessaire à cause du confinement le 8 mai prochain le 75ème anniversaire de la victoire des démocraties sur les puissances de l'Axe. Victoire dont on peut constater chaque jour davantage de quel merveilleux monde elle a accouché. En revanche, la présidente du Rassemblement national ne s'est nullement offusquée que toute célébration publique pour la fête de Jeanne d'Arc, le dimanche 10 mai 2020, soit interdite. Alors même que nous célébrons cette année le centenaire de la canonisation de la sainte de la patrie et de la loi Barrès fixant la fête nationale de la Pucelle au deuxième dimanche de mai. Combien de temps encore tous ces fumiers vont-ils persister à enfumer le petit peuple qui ne demande qu'à croire en sa résurrection ?

François-Xavier ROCHETTE.



Les victoires défensives d'Erdogan en

LE PRÉSIDENT turc Erdogan est au pouvoir en Turquie depuis 2003. Il a dirigé son pays, d'abord comme Premier ministre de 2003 à 2014, puis comme président de la République depuis 2014. Une réforme constitutionnelle a bien sûr transféré l'essentiel du pouvoir exécutif du poste du Premier ministre à celui du président. Il a été à peu près régulièrement élu et réélu par les électeurs turcs. Son parti islamiste AKP reste le premier parti de la Turquie. Une moitié des Turcs continue obstinément de le soutenir. Une autre moitié le déteste franchement, mais cette opposition ne peut pas s'unir, du moins durablement et pour des élections nationales — il y a eu une exception récente aux municipales —, car elle est composée de nationalistes kémalistes stricts et de communistes kurdes, qui se détestent encore davantage entre eux qu'ils ne détestent Erdogan. Lequel, âgé de 66 ans, compte rester au pouvoir pour de nombreuses années encore. Il a éliminé politiquement tous ses successeurs potentiels dans son parti au fil des ans. Il compte marquer l'Histoire turque, et incarner même dans cette Histoire la place d'un véritable fondateur de la Turquie, comparable aux grands sultans ottomans des quinzième et seizième siècles qu'il admire particulièrement.

Après une première décennie de prudence, au moins relative, sur le plan international, Erdogan a fait basculer la politique étrangère turque de manière radicale vers 2011-2012. Ainsi, la Turquie islamiste mène depuis 2012 une grande politique impérialiste assumée, explicite, avec des messages très clairs pour le public intérieur comme extérieur. Erdogan entend faire reprendre pied à la Turquie, sur de multiples plans, diplomatiques, économiques, militaires, dans son ancienne aire d'influence ottomane, perdue au plus tard — pour le Moyen-Orient — en 1918.

Quels sont les fondements de cette politique ? Quels sont les résultats actuels des interventions militaires turques dans le Nord de la Syrie et l'Ouest de la Libye ?

UN OBJECTIF : VENGER LA TURQUIE DE 1918 ET PRENDRE UNE REVANCHE HISTORIQUE

Certains événements peuvent paraître de l'Histoire ancienne, et marginale, du point de vue français, concernant une partie réduite de l'armée française et une éphémère expérience mandataire d'une vingtaine d'années en Syrie et au Liban. Mais ils restent bien d'actualité, et s'avèrent absolument centraux dans la mémoire collective turque. Cette mémoire collective concerne aussi bien les islamistes d'Erdogan que les kémalistes, qui, les uns comme les autres, professent une forme de nationalisme turc, dans des formes différentes certes, et partagent une commune détestation des Jeunes Turcs au pouvoir en 1918, considérés comme de dangereux incapables. Une armée turque invaincue aurait capitulé à l'automne 1918 sans raison valable, du fait de la panique et de la corruption des ministres ottomans de l'époque, et de fausses

promesses des alliés. Cette légende rappelle celle exactement contemporaine du « coup de poignard dans le dos » contre l'armée allemande à l'automne 1918. En fait, l'armée turque avait été bien vaincue en octobre 1918, autant en Syrie, en Irak qu'en Bulgarie. Mais ce conspirationnisme infondé tient lieu de vérité officielle ou presque en Turquie, et ce pour pratiquement tous les partis turcs. Les kémalistes refusent toute affiliation de leur héros Mustafa Kemal aux Jeunes Turcs, alors qu'il en a été indiscutablement proche historiquement.

Sont exaltés les soldats turcs qui ont combattu en Syrie, contre la Grande-Bretagne — et ses auxiliaires arabes —, la France, en 1918, et en Libye en 1911-1912, contre l'Italie. Ainsi est tracé sur le plan symbolique une filiation avec les interventions militaires turques actuellement en cours. En effet, la Turquie est intervenue de façon massive en février 2020 en Syrie du Nord, dans la région d'Idlib, et en Libye, dans la région de Tripoli. Dans les deux cas, pour l'instant, force est de constater qu'Erdogan a remporté sur ces deux dossiers des victoires, au moins défensives. Ses alliés locaux ont été sauvés, ce qui prolonge les guerres civiles dans ces deux pays.

Ces interventions extérieures constituent aussi, depuis quelques semaines, même si elles ont débuté antérieurement, une diversion majeure pour le pouvoir turc, estimé par ses concitoyens à peu près aussi clair et compétent que le gouvernement Macron-Philippe pour les Français, face à la crise sanitaire, ou supposée telle, du Covid 19 en Turquie. Il s'agit de soutenir les soldats turcs ou les alliés de la Turquie, en faisant appel à un patriotisme très fort dans tout le pays, consensuel pour 75 % de la population, rejeté seulement par quelques gauchistes et surtout par la minorité ethnique kurde.

LES FONDEMENTS PROFONDS DE LA POLITIQUE NÉO-OTTOMANE

Le champ de cette nouvelle expansion turque est bien celui historique de l'Empire Ottoman. Il s'avère beaucoup plus profond que l'idée d'une revanche sur les défaites ottomanes de 1911 à 1918. Erdogan considère, contrairement à Mustafa Kemal, qui y a vu un gaspillage d'énergie turque très loin de l'Anatolie — selon lui cœur ethnique unique et fondamental de la Nation —, que la Nation turque est consubstantielle de l'Empire Ottoman. Il aspire à revenir sur les amputations, de son point de vue, subies par la Turquie non pas depuis le début du vingtième siècle, mais depuis la fin du dix-septième siècle. Cela dit, même Mustafa avait une compréhension étendue de la notion de berceau turc anatolien fondamental, incluant jusqu'à la Syrie et l'Irak du Nord, avec Alep et Mossoul. Ainsi s'expliquent sur ces dossiers les soutiens des kémalistes à Erdogan. Mais le président turc est animé par des ambitions beaucoup plus étendues, et fait sienne une définition plus impériale qu'ethnique de la Turquie.

L'Empire des Osmanlis s'est étendu au

XVI^e siècle, de la Hongrie à la Somalie, de l'Algérie au Yémen, de l'Ukraine du Sud à l'Irak. Aujourd'hui, une diplomatie turque très active vise en particulier les pays musulmans sunnites, considérés comme potentiellement plus favorables à l'émergence d'une forme de nostalgie ottomane, de sensibilité à la séduction — ou supposée telle — du modèle islamiste « modéré » turc. Ce modèle affiché de « démocratie musulmane » a pris du reste des tonalités de plus en plus autoritaires depuis le coup d'Etat militaire manqué contre Erdogan de juillet 2016. Mais cela n'est pas forcément pour déplaire dans la culture musulmane qui célèbre la force.

Les pays chrétiens comme la Hongrie ou l'Ukraine, la Grèce ou la Bulgarie, ont gardé un mauvais souvenir de plusieurs siècles d'occupation turque, avec souvent une colonisation turque ethnique, des massacres de chrétiens, une islamisation partielle plus ou moins forcée. Il n'y a certes pas de ressenti aussi négatif dans tous les Etats arabes devenus indépendants au vingtième siècle, après une phase mandataire ou coloniale de la France ou du Royaume-Uni, ou de l'Italie — en Libye, en Erythrée et en Somalie —.

Toutefois, le point de vue d'Erdogan espérant une nostalgie diffuse de la domination turque au sein des populations musulmanes, anciennement sujettes de la Sublime-Porte, est globalement faux. Les Arabes, de l'Algérie à l'Irak, possèdent une fierté nationale forte, et considèrent la soumission au Sultan ottoman passée comme un événement honteux, à peine moins que la présence européenne postérieure. L'influence turque, indéniable actuellement, passe par la culture, avec les feuilletons turcs doublés en arabe, très populaires et correspondant vraiment à la culture musulmane locale — contraire aux américains ou brésiliens —, et une certaine fascination pour la réussite économique turque de ces dernières décennies. Des sociologues ont fait remarquer qu'il existe une culture turque du travail, chose un peu moins évidente dans la culture arabe, ce qui limiterait le caractère d'exemple imitable. Toutefois, admiration ne signifie pas volonté d'adhésion, et encore moins soumission volontaire à la Turquie. Le seul pays arabe vraiment aligné sur la Turquie est le Qatar, et ce par crainte de l'Arabie Saoudite. On ne peut donc pas parler du tout de réussite dans la stratégie diplomatique-militaire de pénétration du monde arabe d'Erdogan.

De même, l'idée d'Erdogan de promouvoir, en particulier suite aux révolutions arabes de 2011-2012, son régime dit « démocrate-islamiste » n'a eu aucun effet dans les pays visés. Les seules populations vraiment réceptives et à la nostalgie de l'Empire Ottoman et au modèle politique actuel d'Erdogan sont les minorités musulmanes des Balkans, comme en Bulgarie — Turcs, Pomaks et Roms musulmans — et en Macédoine du Nord — Albanais —, qui peuvent être localement majoritaires, comme en Bosnie-Herzégovine ou en Albanie et au Kosovo. Erdogan dispose indubitablement de partisans fidèles dans les Balkans. Mais les Balkans ne constituent pas son axe prioritaire d'expansion actuellement, qui vise plutôt le monde arabe, avec des bases turques au Soudan et au Qatar, et surtout la Syrie et la Libye, où ont lieu des interventions militaires massives.

Il n'en reste pas moins vrai que des militaires turcs, tous musulmans, sont mieux perçus dans le monde arabo-musulman, lors des interventions militaires, que des Européens ou Américains, souvent considérés comme de fervents chrétiens, héritiers des Croisés du XII^e siècle, ou, pour les rares mieux renseignés, encore pires du point de vue mahométan traditionnel, des athées.

De cet héritage historique revendiqué résulte aussi un conspirationnisme déraisonnable — bien au-delà de la période de l'automne 1918 —, très hostile à la France et au Royaume-Uni : l'intervention militaire occi-



dentale, ô combien catastrophique et détestable, contre Kadhafi en 2011 en Libye, ou les velléités en Syrie à partir de 2012 — paradoxalement pourtant dans le même camp des islamistes syriens que la Turquie —, ont été comprises comme des manœuvres impérialistes renouvelées du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle. Il s'agirait de complots contre des Etats arabes relevant de l'aire d'influence historique naturelle de la Turquie, donc contre la Turquie...

Cet état d'esprit turc fondamentalement hostile aux Européens, et peu rationnel, peut très bien s'appliquer aussi à la Russie. Il y a certes eu l'étonnante parenthèse de bonnes relations en 2016-2019, très probablement éphémère. Il est vrai là que la Russie est un ennemi historique depuis le XVI^e siècle de l'Empire Ottoman.

Ainsi s'expliquent les déclarations *a priori* extravagantes — ce qu'elles sont quand même, mais il y a une explication relevant de cette logique — d'Erdogan, considérant manifestement Idlib et Tripoli comme des villes turques, ou quasiment, menacées par des impérialistes étrangers agresseurs et leurs alliés locaux. En effet, la Russie a soutenu le gouvernement syrien de Bachar el-Assad depuis 2011, lequel tente actuellement de reconquérir son territoire national, avec pour objectif en 2020 Idlib. Idlib est la dernière ville importante tenue par l'opposition armée. En Libye, la France de Hollande puis de Macron a la réputation de soutenir le maréchal Haftar — idée qui mériterait bien des nuances, au minimum —. Ce militaire libyen, depuis l'Est du pays, tente lui aussi depuis plusieurs années de réunifier le territoire national libyen.

UN NÉO-OTTOMANISME SOUTENU PAR LA POPULATION TURQUE ?

La population turque adhère-t-elle au point de vue d'Erdogan de défense avancée de la Turquie à Idlib et Tripoli ?

Cette question est d'importance, car même si le régime politique connaît une dérive autoritaire, le dernier mot reste néanmoins aux citoyens turcs, lors d'élections à peu près libres. Même Erdogan ne pourrait pas aller contre les vœux majoritaires de sa population. Ainsi, il y a tout lieu de croire qu'il ne serait pas quel que dictateur isolé, mégalo-mane, coupé de sa population, suivant des caricatures courantes, mais bénéficierait au contraire encore d'un soutien réel global d'une bonne moitié de la population turque, et davantage encore sur les sujets extérieurs.

L'intervention militaire turque directe à Idlib a recueilli un large soutien populaire en Turquie. Outre le patriotisme turc, a joué aussi l'idée de ne pas voir la Turquie envahie par 3 millions de réfugiés islamistes syriens supplémentaires en cas de débâcle finale des rebelles islamistes syriens. Les citoyens turcs se sentent désormais « envahis » par les Arabes, vrais ou faux réfugiés syriens, ou des Afghans, en transit pour l'Europe, qui s'échouent parfois, faute de moyens, dans les grandes villes turques. Ces immigrés ré-

DEUX NOUVELLES VIDÉOS RIVAROLIENNES À NE PAS MANQUER : “TOUT SUR LE CONNARDOVIRUS” ET LA “COMPILATION DES MEILLEURES SAILLIES DE JÉRÔME BOURBON” !

Une nouvelle vidéo rivarolienne, la 25^e, d'avril 2020, intitulée « *Tout sur le connardovirus* », a été mise en ligne le 16 avril. Pendant une heure et demie, Jérôme Bourbon, interrogé par Florian Rouanet, parle des différents aspects de la crise du coronavirus, de ses manifestations, de ses effets, et des leçons nombreuses à en tirer.

Par ailleurs, pour se détendre et rire un peu pendant le confinement, une « *compilation des meilleures saillies* » du directeur de RIVAROL a également été mise en ligne. Pendant une demi-heure environ, on peut retrouver les meilleurs moments, les plus drôles, les plus insolites ou les plus insolents, des vidéos et des discours de Jérôme Bourbon depuis deux ans.

Vous pouvez visionner ces deux vidéos soit sur notre chaîne Youtube Hebdomadaire RIVAROL, soit directement en page accueil de notre site rivarol.com

De quoi vous occuper, réfléchir mais aussi sourire pendant cette période d'inactivité forcée. Bon visionnage !

Syrie et en Libye

cents, dont un tiers au moins de clandestins, ce qui fait plus de 6 millions de personnes en tout pour toute la Turquie, sont accusés de pratiquer une concurrence déloyale contre les travailleurs turcs en s'insérant en masse dans l'économie informelle, en pleine expansion récente — ce qui n'est pas bon signe pour l'économie turque en général —, et, récemment, de répandre le Covid 19. Cette dernière accusation, conduisant localement à des lynchages, vise en particulier les Afghans, qui ont transité par l'Iran — pays officiellement très atteint —. Ce sentiment est d'autant plus présent qu'il est récent en Turquie, pays quasiment sans immigrés avant 2012. Erdogan envisageait toujours des expulsions massives vers l'Europe, qui se défend toujours très mal, malgré un très léger mieux récent en Grèce.

Le cas de Tripoli fait davantage débat au sein de la population turque, et l'opposition kémaliste au parlement, en théorie "laïque", a voté contre les résolutions gouvernementales sur ce thème. Erdogan devait amener des musulmans à tuer d'autres musulmans, ce qui est douteux en bonne morale islamique, a-t-il été avancé comme argument principal. Implicitement, par hypothèse, tuer des chrétiens n'aurait posé aucun problème. Remarquons que le parlement à Ankara émet encore un vote impératif sur les interventions à l'extérieur, ce qui, curieusement, n'est plus du tout le cas en France, et varie selon les cas en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis.

Un des autres arguments de l'opposition turque, très rationnel et pertinent, est la très faible représentativité du gouvernement libyen Sarraj, siégeant à Tripoli, création artificielle de la prétendue communauté internationale, complètement coupé de l'ensemble du pays. Il avait été sauvé de justesse au printemps 2019, chose peu anticipée à l'époque, par l'engagement total contre Haftar des nombreuses milices de Tripolitaine, qui se battaient jusque-là entre elles et n'obéissaient absolument pas au gouvernement. Sauver Sarraj n'assurerait nullement son pouvoir sur la Tripolitaine, sans parler de l'ensemble de la Libye, et la Turquie risquerait de s'engager dans une aventure pour le moins dangereuse. C'est très exactement ce qui s'est passé, même si les forces turques sont sorties victorieuses des deux mois passés de combats.

QUELS ENJEUX ET PERSPECTIVES POUR LA SYRIE DU NORD ?

En février 2020, l'armée nationale syrienne, appuyée par l'aviation russe et des commandos iraniens au sol, avait réussi à s'approcher de quelques kilomètres d'Idlib, au Sud-Est de la ville. Les pointes les plus avancées de l'armée syrienne ont été repoussées par l'armée turque, directement, ou via les auxiliaires islamistes syriens de la Turquie. Ces derniers n'auraient rien pu faire sans des ravitaillements intensifs en armes de la Turquie, et l'action de l'artillerie de l'armée turque. Des négociations directes au début du mois de mars entre la Russie et la Turquie ont évité un embrasement régional ; un cessez-le-feu a été à peu près respecté par les belligérants sur le terrain. S'il y a toujours eu des incidents quotidiens, il n'y a plus eu d'assaut massif dans un sens comme dans l'autre.

Poutine et Erdogan ont trouvé un compromis en mars 2020, imposé à leurs alliés sur le terrain. Les rebelles islamistes syriens conservent le contrôle d'Idlib, et de la moitié occidentale de la poche initiale. L'armée gouvernementale syrienne a conservé l'essentiel de ses gains sur le terrain des combats de janvier-février 2020, soit des avancées significatives au Sud, à l'Est et au Nord-Est de la poche d'Idlib. Cette progression au Nord-Est d'Idlib a enfin dégagé la grande banlieue occidentale d'Alep, grande ville de la Syrie du Nord, âprement disputée durant toute l'année 2016 — jusqu'à la difficile victoire gouvernementale —.

Ce n'est probablement que partie remise, avant l'assaut gouvernemental suivant, qui ne devrait toutefois pas être imminent. La Turquie a profité de l'occasion pour améliorer sa mainmise sur la poche d'Idlib. Jusqu'en février 2020, elle était beaucoup moins contrôlée par Ankara que d'autres enclaves frontalières rebelles sous protectorat turc, comme Afrin, prise sur les Kurdes syriens en janvier 2018. Idlib était en effet le fief d'Al-Qaïda, sous une forme à peine camouflée. Erdogan est le correspondant turc des Frères Musulmans, ce qui n'est pas la même tendance dans l'islamisme. La sienne est plus modérée, ce qui reste relatif au contexte bien sûr. Le pouvoir turc aurait veillé désormais à confier le contrôle du territoire d'Idlib à des auxiliaires plus sûrs, relevant des Frères Musulmans. Il faudrait vérifier cette information, dans la logique des choses, sur place, chose évidemment impossible. Du reste, si les idéologues s'opposent de façon irréconciliable, il existe une grande porosité entre les hommes engagés sur le terrain dans les rangs des rebelles islamistes syriens.

Erdogan a donc obtenu une victoire défensive à Idlib. Que compte-t-il faire par la suite ? Sauf en cas de retrait russe ou iranien, pas impossible du fait de l'effondrement économique particulièrement grave de pays pétroliers — avec en sus le coronavirus et les iniques et destructrices sanctions états-uniennes pour l'Iran —, l'armée turque ne devrait pas reprendre l'offensive dans la région d'Idlib. Elle le ferait certes en cas de nouvelle attaque syrienne, improbable tant que la présence turque reste massive à Idlib. En revanche, une nouvelle offensive turque reste très possible dans le Nord-Est de la Syrie, où, si la plupart des villes sont depuis peu sous un contrôle gouvernemental théorique, les campagnes restent aux mains du parti kurde syrien, le PYD, branche syrienne du Parti des Travailleurs du Kurdistan, le PKK, mouvement marxiste-léniniste séparatiste des Kurdes de Turquie.

Le contexte actuel paraît donc favorable à une prochaine offensive turque dans ce Nord-Est syrien, à partir des enclaves déjà existantes conquises en octobre 2016. Combattre ces Kurdes communistes — à la fois ennemis ethniques et ennemis d'Allah, de leur point de vue — relève de la cause nationale sacrée pour tous les Turcs ; dans les temps actuels de crainte paranoïaque du coronavirus, elle fournirait une diversion excellente, meilleure que celle d'Idlib — en principe achevée — et de Tripoli à la population turque. Les Etats-Unis sont, lentement, après beaucoup de déclarations contradictoires, en train malgré tout d'évacuer leurs bases du Nord-Est syrien, protégeant jusque-là les populations kurdes locales et les champs pétroliers syriens — justification maladroite mentionnée explicitement par le président Trump il y a quelques semaines —. Les forces russes ne risqueraient pas non plus la guerre avec la Turquie pour les communistes kurdes, encore moins que pour le gouvernement syrien.

Si l'on se gardera de prophétiser le pire, une telle offensive turque paraît probable d'ici quelques mois. Les Kurdes n'auront pas les moyens de s'y opposer, ni l'armée gouvernementale syrienne. Certains analystes affirment une telle chose impossible, faute de débouché politique crédible. Ce n'est pas vrai. Erdogan peut très bien, et il l'a déjà annoncé, mettre en place une République Islamique de Syrie du Nord, et trouverait sans difficultés des collaborateurs islamistes arabes locaux, ravis de collaborer contre les Kurdes ou le gouvernement de Damas — bien trop laïc à leur goût, et tenu par la minorité alaouite — qu'ils détestent tout autant que le président turc.

LA VICTOIRE DÉFENSIVE TURQUE À TRIPOLI

En février 2020, l'armée du maréchal Haftar a failli prendre enfin Tripoli. La prise de

la capitale aurait mis fin à 9 ans de guerre civile permanente. Il n'en a donc rien été à cause de l'intervention militaire turque.

Cette guerre civile avait été causée par le laborieux renversement de Kadhafi en 2011, grâce à l'aide aérienne massive de l'OTAN, engagée suite à la requête du président Sarkozy, et des rebelles islamistes et tribaux locaux, lesquels n'ont cessé de s'entretuer depuis. Cette paix tant attendue par beaucoup de Libyens est donc encore différée, et peut-être hélas pour longtemps. La guerre civile libyenne a contribué à déstabiliser tout le Sahara, de la Mauritanie au Tchad, en passant par le Mali et le Burkina Faso, où l'armée française est engagée depuis janvier 2013 dans des combats toujours plus rudes. La paix en Libye n'aurait pas ramené mécaniquement le calme dans tout le Sahara et le Sahel, mais n'aurait pu être que bénéfique à l'ensemble de la région. Il n'en sera donc rien, bien au contraire.

Le maréchal Haftar avait mené plusieurs assauts sur Tripoli depuis le printemps 2019. Il avait été bloqué plusieurs fois à quelques kilomètres de son objectif ultime, dans la banlieue méridionale de Tripoli. Face à un adversaire déterminé, les combats de rues sont toujours très difficiles pour les assaillants ; la progression est lente, voire nulle, et ne peut s'opérer qu'avec de lourdes pertes. Or, d'un côté comme de l'autre, les effectifs engagés se limitant au plus à quelques dizaines de milliers d'hommes, et quelques milliers effectivement sur les lignes de contact, il n'y avait pas eu moyen de l'emporter, et le moins rapidement. Toutefois, après un an d'efforts, Haftar aurait été sur le point quand même de mettre un terme à la guerre civile, en obtenant la victoire décisive.

Erdogan l'en a donc empêché, via une intervention militaire turque massive. Celle-ci avait très critiquée par l'opposition kémaliste turque, avec, outre les arguments déjà évoqués supra, aussi celui rationnel du caractère aventureux d'une deuxième intervention militaire exactement contemporaine de celle d'Idlib en Syrie, avec la difficulté logistique supplémentaire assez considérable de devoir traverser la Méditerranée. Il faut reconnaître que l'armée turque et les services spéciaux, qui encadrent les nombreux mercenaires syriens engagés sur place en Libye — et démontrant par ce fait même leur caractère de mercenaires au service d'une puissance étrangère —, ont réussi techniquement leur intervention militaire. Cela n'avait rien d'évident, et a même surpris beaucoup d'observateurs.

Après deux mois de combats confus, avec des informations très difficiles à vérifier, chaque camp s'attribuant des victoires décisives, les Turcs et leurs alliés ont réussi, lors d'une offensive d'une force inattendue, à dégager tout l'Ouest de Tripoli des forces du maréchal Haftar. Les Turcs contrôlent désormais toute la côte autour de Tripoli, de la frontière tunisienne à l'Ouest à Misrata à l'Est. Le siège de Tripoli a été brisé. L'armée de Haftar ne pourra plus être ravitaillée par les ports à l'Ouest de Tripoli, ce qui, comme elle ne contrôle pas non plus ceux à l'Est, risque de lui causer des difficultés logistiques insolubles. L'impossibilité de ravitailler son armée, aux bases initiales situées à plusieurs centaines de kilomètres de là, en Libye orientale ou Cyrénaïque, risque de l'obliger à se replier plus à l'Est, au minimum à Syrte, ral-



liée il y a quelques mois à Haftar. L'armée turque, ses mercenaires syriens, et ses alliés arabes de Tripolitaine, sont désormais en mesure de dégager complètement Tripoli. Il est possible que le camp turc pousse l'offensive jusqu'à dégager toute la Tripolitaine. Il en a les moyens, en cas d'effort supplémentaire d'Ankara. Cet effort paraît d'autant plus envisageable en cas de calme passager du front de la Syrie du Nord.

Le scénario de la partition de la Libye, entre Tripolitaine à l'Ouest, et Cyrénaïque à l'Est, redevient d'actualité. En fait, il est surtout à craindre un retour à la situation de 2013-2014, un chaos complet, animé non pas par deux camps principaux à peu près clairs, mais par des centaines de milices locales. Ce chaos permettrait le retour au premier plan dans des cantons libyens d'un islamisme particulièrement radical, celui du Califat — bien pire qu'Erdogan, aussi peu sympathique soit-il —, déjà très présent en 2014-2015, et dont les nombreuses cellules dormantes pourraient être réactivées sans difficultés.

La Turquie pourrait se retirer relativement facilement à tout moment de la Libye, car ses intérêts vitaux ne sont absolument pas en jeu, ce qui n'est pas du tout le cas de la Syrie. Se pose enfin la question du financement de toutes ces interventions militaires. La sévère récession qui se dessine en Turquie, comme partout dans le monde en ce printemps 2020, pourrait rendre ces aventures difficilement finançables. Mais il est vrai que le problème peut être retourné, et la guerre étrangère servir de dérivatif à la crise économique.

Scipion de SALM.

Bulletin d'abonnement à RIVAROL

NOM :
Prénom :
Courrier électronique :
Adresse :
Code postal :
Ville :
Pays :

Formule d'abonnement (cochez la formule choisie) :

- Trois mois : 40 €
- Six mois : 70 €
- Un an : 125 €
- Deux ans : 215 €
- Soutien 1 an : 175 €
- Propagande 1 an : 210 €
- A vie : 2 000 € (3 000 € avec l'abonnement à vie à *Ecrits de Paris*)
- Un an pour personnes en grande difficulté : 100 €
- Numérique : 80 € (150 € pour un abonnement papier et numérique)
- Prélèvement mensuel : 12 € par mois (15 € pour un abonnement à *Ecrits de Paris* en plus de celui de RIVAROL)

IBAN et BIC pour les abonnements par prélèvement mensuel.

Paiement possible par Paypal depuis le site : boutique-rivarol.com ou par virement bancaire sur notre compte à la Banque postale :

IBAN : FR33 2004 1000 0104 5321 9K02 048

BIC : PSSFR PPPAR

Covid-2.0 Fin du premier Acte

DANS la France mise au congélateur, les jours se suivent et se ressemblent... ou presque ! Et la France demeure bien la seule nation en état de quasi-mort cérébrale puisque l'on déconfiner un peu partout en Europe, et à tour de bras, ayant fait ce calcul simple que les conséquences de la quarantaine généralisée seront ou pourraient être à court terme plus lourdes que celle de l'épidémie elle-même... Conséquences économiques et humaines parce que combien de cadavres découvrirons-nous encore lorsque se rouvriront toutes les portes ? Combien de vieillards, combien de malades et d'oubliés iront nourrir les statistiques de leur létalité collatérale passée inaperçue ?

L'on n'en finit pas non plus de repasser la leçon quant à la capacité de nos élites à enchaîner mensonges sur mensonges, chaque erreur dysfonctionnelle entraînant une nouvelle avec un caractère de gravité croissant : retard et impréparation — « *Nous sommes prêts* » ressassaient-ils sur les écrans — conduisant à la solution palliative du confinement général, celui déterminant un arrêt brutal de l'activité économique, engageant à son tour une forte récession dont l'ampleur n'est pas encore vraiment discernable, enfin des mouvements sociaux qui ne manqueront pas d'être durs.

Déjà prétextant un accident de la circulation — aussitôt requalifié en *bavure policière* — entre un multirécidiviste (quatorze condamnations pour vols et violences) et un véhicule de police, une dizaine de banlieues s'embrasent⁽¹⁾, ce qui n'aurait rien de très surprenant si pour le coup il n'y avait dans ces événements de la « valeur ajoutée ». En l'occurrence un fabricant de cocktails Molotov livrait ses produits au moyen de sa fourgonnette professionnelle... appartenant à la firme Amazon ! Cela pour l'anecdote, néanmoins significative. Et dire que l'on geint dans les médias sur ces banlieues « pauvres » pourtant abondamment abreuves d'allocations et de subventions en tous genres (s'y ajoute ces jours-ci une aide alimentaire de 39 millions d'euros destinée aux plus *précaires*, soit ceux qui n'ont pas accès au chômage partiel, autrement dit les travailleurs *non déclarés*... Les gentils narcotrafiquants et cambrioleurs sont-ils *éligibles* à ces secours ?)... Il faudrait étudier de près le parc automobile du 93, le département soi-disant le *plus pauvre de France*, pour se faire une idée plus précise de ce qu'est exactement ladite pauvreté à l'ombre des barres de HLM... dans ces *territoires* réputés *perdus de la République* !

Invité le 23 avril à propos « *des tensions [qui] ne sont pas d'un niveau de gravité exceptionnelle* » sur le plateau de BFMTV/RMC, le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner ne trouva rien de mieux à dire à son auditoire que « *les tensions actuelles dans certains quartiers populaires* [on appréciera la désignation de *populaire* pour ces zones de non-droit] *étaient dues à l'effet du confinement, la "dureté" du confinement pour ces jeunes gens... des petits groupes qui pensent que ce serait "ludique" d'attaquer les forces de police, de brûler des poubelles* ». Insistant

ensuite sur la « *galère... cette pauvreté dans laquelle ils vivent auprès de leurs proches et qui peut provoquer de la colère... mais, la bonne réponse, ce n'est pas de casser, de brûler la voiture du voisin...* [Conclusion et indulgence plénière] *le gouvernement se doit aussi d'accompagner ces jeunes* ». Monsieur de La Palice n'aurait pas dit mieux. M. Castaner s'emploie à banaliser et à excuser l'inacceptable. Comprendre c'est pardonner, pardonner, c'est admettre ! Cela se passe de commentaire, au demeurant un jour très prochain, le *maintien* — vaille que vaille — de l'ordre ne suffisant plus, il deviendra nécessaire de procéder à son *rétablissement*... À balles réelles ?

CONFINÉS OUI, MAIS POURQUOI ?

Au final, quel aura été l'intérêt de ce confinement ? On nous dit que soixante-mille vies auront été épargnées. Certes ! On peut dire et extrapoler à ce sujet presque n'importe quoi sachant que — les témoignages abondent — nombre de décès auraient été indûment inscrits au bénéfice du Covid-19, histoire de grossir les chiffres et d'entretenir cette sale peur si utile à faire se tenir coites des populations tétanisées par un matraquage médiatique permanent. Or, il se pourrait que « *la décision de confinement général, ordonné par le gouvernement, ait été basée sur le taux de mortalité surestimé du Covid-19* »⁽²⁾. Des chiffres gonflés donc, preuve s'il en était que la crise a été en partie créée, grossie, exploitée et manipulée à dessein par les classes politiques occidentales, et pas seulement dans l'intérêt supérieur de la protection sanitaire des populations.

Et cela a fonctionné... un temps ! Reste qu'aujourd'hui, dans sa traversée du gué, en sautant de mensonge en mensonge, le gouvernement rencontre quelques difficultés à maquiller la réalité dans toute sa crudité face à une opinion de moins en moins disposée à admettre la version politiquement correcte des faits et qui commence à refuser le maquignonnage des faits par des politiciens carnavalesques et bonimenteurs... Parce qu'avec le nouveau millénaire, la Toile est passée par là, elle est devenue un authentique et irrécusable contre-pouvoir limitant en temps réel l'aptitude des élites à mentir *ab libitum*. Cela, en dépit des efforts déployés pour la brider et avec elle la libre parole, pour la censurer à tour de bras... mais rien n'y fait, ni les tribunaux, ni les amendes, les exclusions, les mises au ban, ni même comme dans l'ex-Union soviétique, les hôpitaux psychiatriques n'y parviennent⁽³⁾.

Il est patent que nous eussions pu faire

2. Ce propos tenu par le Dr. Annie Bukacek aux États-Unis vaut évidemment aussi pour la France... « *Des décisions historiques de confinement sont prises en raison de ces chiffres alors qu'ils sont erronés, basés sur des données insuffisantes et souvent inexacts. Les gens savent combien de possibilités et de marges de manœuvre individuelles sont accordées au médecin ou au médecin légiste qui signe le certificat de décès...* » [http://www.geopolintel.fr/article2220.html].

3. Le Conseil national de l'Ordre des médecins a menacé de suspension les auteurs de « *protocoles de recherche clinique illégaux* » visant explicitement le Pr. Raoult pour le recours dans les soins prodigués à ses patients à une substance illicite. Bref pour ses recherches et essais sur la chloroquine comme remède à la coronavirose. L'organisme « de défense et de régulation de la profession médicale » évoque à son encontre une « *suspension immédiate de l'activité de ces médecins* » administrant des traitements non validés scientifiquement. À Bâle, en Suisse, le 25 avril, le Dr Thomas Binder, cardiologue à Wettingen — lequel dénonçait sur Facebook et Twitter « *la panique orchestrée* » autour de l'épidémie de coronavirus — a été interpellé par une unité de la police cantonale et placé dans un établissement psychiatrique... les rues avoisinantes et la gare toute proche avaient été bouclées pour l'occasion... Rien que cela !

l'économie de cette mise en panne intégrale du pays — quoique le gel des conflits sociaux arrange bien les affaires d'une classe politique discréditée jusqu'à l'os — même si ce fut une belle occasion (manquée) pour la République en Marche d'apparaître comme l'équipe salvatrice de la Nation. Non seulement ces gens n'ont rien sauvé mais ils ont précipité le pays dans l'abîme... Au sortir du plus gros de la crise sanitaire, moins de 6 % des ressortissants français auront été contaminés, au contraire de la Suède qui a joué sur une immunisation étendue de sa population et où aucune restriction de déplacement n'a été imposée⁽⁴⁾. Cela signifie que : si la *grippe* coronale devait revenir de façon saisonnière — et l'on en sait encore trop peu sur ce nouveau virus pour ne pas le craindre — son incidence serait sans doute assez forte et il faudrait alors et à nouveau strictement confiner l'ensemble de la population.

Nous ne reviendrons pas sur les méthodes employées ailleurs en Asie (ou en Allemagne⁽⁵⁾) de dépistage systématique, d'isolement des seuls contaminés (réellement ou potentiellement), mais force est de constater que le gouvernement français, bien épaulé en cela par ses institutions médicales et sanitaires conventionnelles, a eu tout faux dans la gestion de cette crise. L'État aura réussi une extraordinaire martingale de choix erronés qu'il a très vite tenté de travestir en autant de victoires successives, de défis victorieusement relevés... sauf qu'à présent le roitelet élyséen est nu, désespérément nu, qu'il ne peut plus désormais faire illusion que chez les dupes volontaires (ou les *minus habens*) et que de plus en plus d'écaillés

4. « *En l'absence de traitement — le traitement par l'hydroxychloroquine étant rejeté par les institutions —, la seule possibilité de voir ce type de pandémie disparaître est de parvenir à une immunité collective grâce à une large contamination, en principe, quand celle-ci atteint les 2/3, soit de 70 % à 75 % de la population concernée. Cela pourrait conduire à une contagion "restaurée" sans doute très supérieure à la précédente vague comme on le voit déjà en Chine à Harbin... Quelle maîtrise l'Etat aura-t-il de cette situation sauf à imposer un nouveau confinement encore plus sévère que le premier ? »* dit Claude Timmerman.

5. Les dirigeants allemands n'étaient pas eux — mobilisés par une fronde sociale élargie, par une réforme intempestive des retraites (fort mal conduite) lorsque déferla la crise du Covid-19. Ils disposaient d'une capacité de diagnostic politique et social dont se trouvait privé le pouvoir politique français. Le gouvernement fédéral, mais aussi les *Länder*, ont fait ce que la médecine prescrit en pareille circonstance, optant non pour un confinement de masse, mais en faveur d'un dépistage systématique très en amont afin que les malades soient isolés et traités dès les premiers symptômes. Pour ce faire l'Allemagne a su mobiliser ses ressources de production industrielle, des tests au demeurant moins *tatillons* et plus *rustiques* que ceux préconisés par les bureaucrates français de la Santé. Mis au point par des scientifiques et des industriels dès la fin du mois de janvier, leur production massive a été rendue possible parce que le pays n'avait pas sombré dans les mirages de *l'économie de services* et au contraire de la France, l'Allemagne avait su conserver un tissu dense de PME et de PMI qui, sacrifié en France, lui fait aujourd'hui cruellement défaut ! On l'a vu avec la liquidation par l'Américain Honeywell de l'usine bretonne de Plaintel, une fabrique de masques médicaux (notamment respiratoires), fermée en 2018.



Le fringant petit "maître des Horloges"

tombent des yeux ! Dernier exploit en date, alors que le Comité scientifique se prononce pour une rentrée scolaire en septembre (à l'instar de l'Italie), M. *Micron*, comme pour le maintien à contre-sens des élections municipales, décide que ce sera bien... le 11 mai ! Un déconfinement à l'envers à l'image d'une présidence tourneboullée qui ne parvient plus à donner le change ni ne sait comment échapper au sort prévisible qui la guette peu ou prou.

LA POLITIQUE DU PIRE, LA PIRE DES POLITIQUES

Faut-il de nouveau rappeler que le confinement n'a été décrété qu'en raison du délabrement⁽⁶⁾ de l'institution hospitalière et de ses capacités d'accueil réduites eu égard à une politique volontariste de « flux tendu » ? Il faudra se rendre compte — hélas bien tard — que l'Hôpital n'est pas une entreprise comme les autres, pas plus que l'agriculture ne doit et ne peut *vivre* (et non fonctionner) sainement suivant des normes industrielles. Il en va, là également, de notre sécurité alimentaire et sanitaire (souvenons-nous de l'épisode dans les années 1990 de la *vache folle* et l'épidémie à prions d'encéphalopathie bovine spongiforme !).

En France, la mise en *quarantaine* du pays tout entier (appelons les choses par leur nom) a aussi été pensée (nous nous dispensons de l'adverbe « certainement ») pour un double ou triple emploi, *bis repetita*... À savoir le report *sine die* de toutes les contestations sociales, du débat sur la réforme des retraites, les défilés de fonctionnaires en colère (policiers, pompiers, personnels infirmiers — tous amplement lacrymogénisés, verbalisés et matraqués — médecins, avocats et autres professions libérales) sans voir que reporter la résolution de ces problèmes ne ferait que tendre davantage le ressort du courroux populaire, le confinement n'a été qu'un palliatif destiné à masquer les carences d'un système hospitalier réduit ces dernières années à la portion congrue afin de plier ce service public essentiel à d'exorbitantes exigences de rentabilité (il faudrait procéder à une sévère révision de ce modèle de gestion et à l'idéo-

6. Pour le Pr. Stefano Montanari l'hécatombe qui a endeuillé l'Italie s'expliquerait également par l'actuel état de grande misère générale du système de santé dans la Péninsule... Mettant les pieds dans le plat, il vitupère contre les erreurs relatives au Covid-19. À l'entendre, toutes les mesures barrières seraient aussi inefficaces qu'un « *grillage en bois contre les moustiques...* Non seulement les masques, les gants et le confinement ne servent à rien contre l'épidémie, mais il n'y aura jamais de vaccin... « *A quoi bon porter des gants qui sont un véritable foyer de virus, alors que notre peau est intelligente ? Quant au masque, si celui qui le porte est contaminé, il devra le changer toutes les deux ou trois minutes, sinon cela ne servirait à rien* ».

1. Chaque soir, depuis le 18 avril, date à laquelle un « jeune » a été blessé au cours d'une interpellation à Villeneuve-la-Garenne, à Nanterre, à Gennevilliers, à Aulnay-sous-Bois, les forces de l'ordre sont au taquet... « *La crise sanitaire a entraîné une baisse de l'activité, c'est-à-dire des flux de consommation de stupéfiants. L'approvisionnement est un peu plus difficile qu'avant mais ceux qui tiennent les réseaux continuent de s'approvisionner à l'étranger; au Maroc en particulier, assurant l'acheminement des produits en voiture via l'Espagne. Le trafic a baissé faute de clients mais pas par manque de stupéfiants. Dans ce contexte, les incidents sont un écran de fumée pour masquer une incessante réorganisation du trafic et des gangs. Mais il y a des disparités de revenus au sein d'une même cité ou entre deux cités... l'un vend pour 25 000 euros par jour; un clan concurrent à 500 mètres fait 50 000 par jour. Ils vont se battre, les uns pour récupérer une part de marché, les autres pour la garder. Derrière les incidents visibles il y a toujours des règlements de comptes* » [infodujour.fr25avr20]

logie du rendement économique à court terme qui le sous-tend).

Ce serait également l'occasion de revoir de fond en comble la matrice libérale qui a conduit et justifié la mise à l'encan du patrimoine industriel et incorporel (savoir-faire et brevets), des terres arables et des vignobles, voire de l'exploitation à des fins mercantiles de notre patrimoine culturel — la fonction hospitalière n'étant que l'un des multiples sous-ensembles constituant le tissu organique, économique et social, du pays — avec en perspective une privatisation rampante du secteur. Le rôle des Directions régionales de la Santé [DRS] a été à ce sujet vivement critiqué durant la crise (ainsi le directeur du Grand Est, Christophe Lannelongue, a-t-il été démissionné le 8 avril sans tambour ni trompette pour avoir déclaré qu'il n'y avait « pas de raison de remettre en cause » les suppressions de postes au CHRU de Nancy⁽⁷⁾).

Au cours de cet épisode de pandémie, les Agences régionales se sont en effet apparemment rendues coupables d'un « incompréhensible immobilisme », chose plutôt surprenante pour des services aussi structurés et aux effectifs particulièrement étoffés ! L'Allemagne, quoique pilier industriel du pacte euratlantique, consacre le même budget à la santé que la France (environ 10 %), mais avec quels résultats ! Sauf qu'en France, les administratifs représentent 34 % des personnels pour 66 % de soignants. En République fédérale 17 % contre 83 % et au bout du compte, moins de morts qu'en France pour une population plus grande (83 millions en Allemagne, 67 millions en France) et moins de morts par cent mille habitants : France 31,8 ; Allemagne 5,3 soit 6 fois moins et ce, avec un confinement extrêmement léger, sans sanction pécuniaire à la clef pour les indisciplinés ou les imprudents⁽⁸⁾. Brièvement, en France nous avons été confinés à la fois parce que le système de santé a été sacrifié et que simultanément il souffre, dans son administration d'une extravagante surcharge pondérale, laquelle n'est pas sans rappeler celle du *mammoth grasseux* qu'est le département de l'Éducation nationale.

CONFINEMENT/ DÉCONFINEMENT

Le gouvernement souffle le chaud et le froid : confinement/déconfinement, masques avec ou sans, tests ou pas, et cætera... des injonctions contradictoires conduisant à ne pas obéir aux ordres avant les contre-ordres et déstabilisant l'opinion en profondeur... s'y ajoutent des experts péremptaires et souvent hargneux qui n'hésitent pas à défier ou à malmenager le sens commun le plus élémentaire (les campagnes de dénigrement contre les Professeurs

7. Cette tendance à la privatisation (cette dérive) de la fonction hospitalière sous la houlette de l'administration sanitaire et sociale est manifestement à l'œuvre en Île-de-France et à grande échelle : la DRS dont le rôle est *a priori* d'assurer une distribution spatiale rationnelle des structures de santé, a accordé (évidemment sans la moindre justification de sa décision) une autorisation à caractère dérogatoire pour la construction de la gigantesque clinique Paré-Cherest à Neuilly-sur-Seine, à proximité immédiate — quelques centaines de mètres — de l'Hôpital américain et de l'Hôpital franco-britannique, beaucoup s'interrogent à ce propos sur l'absence de transparence d'une politique qui est celle — apparemment — du passe-droit, si ce n'est d'une forme cynique et discrète de corruption.

8. Témoignage d'un internaute, Edmond Richter, en date du 25 avril 2020 : « En Allemagne : Pas de confinement : On a le droit de sortir aussi longtemps que l'on veut, aussi loin que l'on veut... une unique restriction : seul ou avec une personne de son choix. Pas d'attestation à remplir, pas d'amendes de 135 euros, pas d'interdiction de visiter son père malade ou mourant... ».

Montagnier et Raoult en sont un bel exemple⁽⁹⁾, des querelles et des cabales qui opposent une médecine scientifique et collectiviste (d'aucuns diraient collégiale et/ou consensuelle) s'abritant derrière des protocoles déresponsabilisant le traitant et le praticien (leur retirant toute *autonomie* de décision et de choix, en un mot leur intrinsèque liberté de prescription)... devenus pour l'essentiel des détaillants de produits vendus (via les visiteurs médicaux) par les laboratoires pharmaceutiques (de même que l'officine pharmaceutique n'est plus qu'un commerce de distribution, là où naguère se préparaient de savantes mixtures prescrites pas les médecins généralistes). À l'instar du paysan devenu lui-même un sous-traitant — pour ne pas dire une sorte de métayer — de l'agrochimie, des industries tractoristes ou des semences génétiquement modifiées ! Ces savoirs bureaucratisés et techniciens — assujettis à de rigides protocoles ou *cahiers des charges* dont nul ne saurait s'affranchir sauf à tomber sous le coup de la vindicte corporative — s'opposent diamétralement à ces fortes et brillantes individualités — tels Montagnier/Raoult — qui incarnent le génie de la connaissance hors des sentiers battus et parcourus par nos modernes troupeaux de *pucés, tatoués, marqués, étiquetés à l'oreille*. Ceux que promeuvent la science officielle et la médecine bureaucratifiée.

Le scientisme et le rationalisme n'ont rien à voir avec la science et la raison pure. Ce pourquoi il nous faut appeler de nos vœux une révolte de l'intelligence à venir contre l'obscurcissement dogmatique, contre cette opacification du rapport de l'homme au réel qu'engendre une pensée *collectivisée*, devenue outrancièrement technicienne, ayant banni l'intuition pour finalement devenir plus ou moins stérile ou incapable de réagir devant l'imprévu, qu'il soit pandémie ou autre. Maintenant il faudra voir quelle est la part jouée dans cette mauvaise foi systémique, par l'intérêt dominant des grands groupes dont la raison d'être est la commercialisation de substances et de procédés de plus en plus onéreux, géants de la pharmacie et des équipements médicaux qui financent et arrosent toute les professions du secteur Santé et surtout n'entendent pas que leurs mirabolants marchés puissent être entamés ou concurrencés par quelques grammes de quinine ou, comme à Madagascar, par l'*Artemisia annua*⁽¹⁰⁾ (l'Armoise annuelle), un autre antipaludéen phytothérapeutique utilisé dans la pharmacopée chinoise. Signalons que l'*Artemisia*, connue éga-

9. Le 17 avril, sur *CNews*, le Nobel français de médecine, Luc Montagnier, désignait la Chine comme source du coronavirus qui aurait été créé dans le laboratoire Sanofi/Lévy/Buzyn P4 de Wuhan d'où il se serait échappé. Réagissant au micro de *Boulevard Voltaire*, Laurent Alexandre, urologue fondateur du site *Doctissimo*, politicien à son heure, y dénonce à l'apertote la thèse du professeur Montagnier et sa personne... « Cela fait longtemps que la communauté scientifique française et internationale sait que le professeur Montagnier ne va pas très bien. Je rappellerai qu'il y a déjà trois ans, *Le Figaro* avait publié un article à son propos en parlant de naufrage. La situation était déjà grave. L'opinion accorde de l'importance à ce professeur, et n'a pas compris qu'il est, sur le plan cognitif, à la dérive depuis plusieurs années. Entre le professeur Montagnier et les débats autour du professeur Raoult, la communauté scientifique semble plus divisée que jamais sur la conduite à adopter face à cette pandémie... ». Pour faire court, les deux scientifiques sont mis dans le même sac, Montagnier est gâteux et Raoult, un faiseur et un hâbleur marseillais !

10. « On peut changer l'histoire du monde ! » Le président malgache Andry Rajoelina a officiellement lancé lundi — à grandes gorgées — le *Covid-Organics*, une potion à base d'*Artemisia annua*... Que l'on puisse guérir du Covid « en sept jours » fait évidemment grincer beaucoup de dents.

lement pour ses potentialités anti-carcinogéniques, est interdite en France (tout comme la chloroquine vient de l'être depuis le 13 janvier 2020 — après soixante-dix années de bons et loyaux services et de vente libre — par un décret rédigé par les services juridiques de Dame Buzyn, ex-ministresse de la Santé) et par l'OMS. D'autre part nul n'ignore la part prise par l'idéologie mondialiste dans les politiques élaborées et poursuivies par l'OMS, relais de la religion vaccinale prêchée par la gauche Démocrate américaine et singulièrement parle milliardaire Bill Gates.

Au demeurant ces batailles d'experts se situent bien au-delà des querelles de personnes (Lévy, ex-patron de l'Inserm *versus* Raoult, tous deux pourtant impliqués dans le judéo-sionisme), mais opposent deux univers intellectuels (et ce, depuis la nuit des temps) antagonistes et certainement incompatibles... De quoi rendre *maboules* des populations ballottées de droite et de gauche et qui ne savent plus à quels saints se vouer. Raoult semble soigner et guérir (même si cela est aussi contesté) et Montagnier fut un irréfutable pionnier et un grand découvreur. Sachant que la confusion des discours est aussi un moyen — certes sommaire et ayant ses limites ! — de diriger les foules en les affolant, en faisant alterner la peur et le désir de sécurité, avec pour support un déferlement de messages dramatiques et lancinants (de quoi pousser prématurément dans la tombe les vieilles personnes enfermées dans leur chambre, à domicile, ou pire dans les EHPAD, les yeux en permanence rivés sur des écrans télévisuels diffusant en boucle des mots et des images désespérants, pour ne pas dire mortifères), une saoulographie de débats circulaires, répétitifs *ad nauseam*, conduits dans une langue bâtarde, caviardée de termes anglais, à la syntaxe déficiente...

LA GRIPPE DE HONG-KONG

Durant l'été 1968 jusqu'au printemps 1970, la grippe de Hong-Kong aura fait en France 38000 morts en deux vagues

successives. Qui s'en souvient ? La propagande et l'hystérie médiatique étaient alors loin de leur actuel paroxysme. Troisième *peste* du XX^e siècle après la Grippe espagnole (de 40 à 100 millions de morts entre 1918 et 1920) et la Grippe asiatique (2 millions de morts en 1957), le H3N2 balaye la planète et fait un million de victimes aux dires de l'OMS.

En deux mois, la grippe asiatique cause 31.226 morts en France, soit deux fois plus que la canicule de 2003 [cf. *liberation.fr7déc05*]... « À l'époque, nul ne s'en émeut... ni les médias. La presse française durant l'hiver 1969, à l'apogée de la crise sanitaire, consacre des articles sporadiques à l'épidémie ». Le terme « pandémie » n'est pas encore à l'ordre du jour... Un témoin relate : « On n'avait pas le temps de sortir les morts. On les entassait dans une salle au fond du service de réanimation. Et on les évacuait quand on pouvait, dans la journée, le soir... Les gens arrivaient en brancard, dans un état catastrophique. Ils mouraient d'hémorragie pulmonaire, les lèvres cyanosées, tout gris. Il y en avait de tous les âges, 20, 30, 40 ans et plus. Ça a duré dix à quinze jours, et puis ça s'est calmé. Et étrangement, on a oublié » [ibid.]... Bilan : 25.068 morts en décembre 1969 et 6158 en janvier 1970, soit 31.226 en deux mois.

Nous sommes aujourd'hui loin de cette tragédie qui ne connut, au contraire de l'actuelle grippe coronavirale, aucun *traitement* particulier, ni politique, ni policier et encore moins militaire. Dit d'une autre manière, sans mesures autoritaires extraordinaires qui laissent imaginer — complotisme oblige — que les États ne soient pas, à un moment ou à un autre, tentés d'utiliser une crise sanitaire pour la transformer en dictature sanitaire puis en tyrannie tout court... l'état d'urgence permanent n'est-il pas, depuis le carnage du Bataclan, passé dans nos mœurs et dans nos lois ?

De la pérennisation des lois d'exception... !

Léon CAMUS.



En Californie confinement... et déconfinement le 26 avril 2020

Histoire du mouvement fasciste

NOTRE AMI Massimo Magliari, qui fut un dirigeant du MSI, très proche de Giorgio Almirante, est l'auteur de la postface de ce livre majeur, paru en 1939, consacré à *L'Histoire du mouvement fasciste*, dont l'auteur est Gioacchino Volpe : un livre passionnant, paru aux éditions *Reconquista*, qui n'est pas une hagiographie, ni une froide recension d'événements historiques. Volpe était, il est vrai, connu comme le plus grand historien du Moyen Âge, et avait développé la méthode dite du « réalisme historiographique », une « méthode fondée sur l'adhérence à la réalité concrète ». Il pratique, écrit Magliari, « un souverain respect culturel pour le matériel (les faits, les personnes, les événements, les processus en cours). Sa conception, note l'auteur de la postface, était « fondée sur l'honnêteté intellectuelle et sur la recherche de la réalité effective, ce qui fait de Volpe un précurseur du révisionnisme historique, qui est fondé sur des faits réels et non pas sur des suggestions préfabriquées et mirobolantes ». Cette œuvre est, dit Massimo Magliari, peut-être la plus incisive de l'immense production sur le Fascisme, surtout sur le premier Fascisme. Notons que Volpe venait du Libéralisme (rien à voir avec le libéralisme anti-traditionnel contemporain), et fut rapidement conquis par le Fascisme. Après la guerre, il participa à la fondation du *Fronte universitario d'azione nazionale* et du prestigieux Institut national d'études politiques et économiques, réservoir culturel de la droite italienne et du MSI. Massimo Magliari conclut sa postface par ces mots : « Il n'avait pas changé de drapeau. Pour nous, il a été un Maître, l'un des plus grands ».

NAISSANCE DU FASCISME

Comme on le sait, le Fascisme est né de la guerre. La question qui divisa les Italiens était : Intervention ou neutralité ? Même les Socialistes étaient divisés. Benito Mussolini, l'ardent directeur de *l'Avanti !*, le journal du parti et le chef de l'aile gauche du socialisme, espérant peut-être trouver dans l'opposition socialiste et populaire à la guerre une plateforme pour la révolution, défendit dans un premier temps la neutralité. Cela ne dura pas quand il vit que la neutralité le mettait en compagnie des éléments bourgeois les plus conservateurs. La guerre, plus que la paix, portait l'espérance d'une révolution. Il passa dès lors à la défense de l'intervention, provoquant son expulsion du parti en octobre 1914, lançant en novembre le *Popolo d'Italia*. De cette guerre, la vieille classe politique et le système parlementaire sortirent usés, discrédités, veules et flasques. L'Italie sortit certes victorieuse aux côtés des Alliés, mais à quel prix ? 700 000 morts et des Alliés qui, avec une sordide avarice ne cessaient de chicaner les avantages pour l'Italie, transformant la victoire militaire en défaite diplomatique humiliante. Quelques mois après l'armistice, Mussolini commença de battre le rappel, via notamment son quotidien, le *Popolo d'Italia*, de ceux qu'il avait entraînés vers l'intervention, annonçant qu'il voulait fonder « l'anti-parti ». Son objectif affiché : une révolution italienne, non moscovite. Il voulait soustraire le parti socialiste de la fascination des mythes bolchevistes, en récupérer la substance, et rénover la nation italienne socialement et politiquement. C'est le 3 mars



1919 que le *Popolo d'Italia* annonce la naissance des Faisceaux de combat. Le premier faisceau se constitue le 23 mars à Milan. Mussolini insiste : il s'agit d'un mouvement, pas d'un parti : aucun parti pris monarchique ou républicain, catholique ou anticatholique, socialiste ou antisocialiste. L'action des faisceaux s'exprime dans deux directions : la résistance aux agitations ouvrières provoquées par les socialistes, et le soutien aux associations irrédentistes, notamment à la marche sur Fiume, menée par Gabriele d'Annunzio, avec comme appel « Fiume ou la mort ! » Volpe note que le fascisme, qui était encore minoritaire, allait alimenter le dannunzianisme, et le dannunzianisme le fascisme.

PREMIER CONGRÈS FASCISTE

Le premier Congrès fasciste allait se réunir à Florence, le 9 octobre 1919. On y évoqua notamment la nécessité d'une réforme immédiate de la bureaucratie et l'opposition contre l'hégémonie des puissances ploutocratiques. F.T. Marinetti, représentant et chef du futurisme, proposa de manière extravagante d'expulser le pape de Rome, c'est-à-dire de « dévaticaniser » l'Italie. Le programme était en fait très radical, assez teinté de socialisme et d'anticléricanisme, ce qui n'est pas étonnant quand on songe aux origines des premiers fondateurs du fascisme. Les élections législatives de 1919 furent un triomphe pour le parti socialiste qui s'est cru aux portes du pouvoir, le parti fasciste n'obtenant que des résultats limités. Le parti rouge appela à des grèves générales dans l'industrie, dans les services publics. Il y eut des occupations d'usines, l'invasion des terres, la menace de l'instauration d'un communisme agricole, surtout dans le Midi, les propriétaires furent menacés dans leur personne, dans le bétail, dans les récoltes. Un Etat dans l'Etat était en voie de constitution. Le souffle révolutionnaire balayait les services publics, notamment les chemins de fer. L'Etat se révélait incapable de protéger les biens et les personnes. Mussolini lança un appel : « Nous invitons les citoyens et en particulier les fascistes, à se préparer par tous les moyens à déjouer les plans bolcheviques du parti socialiste », menaçant un gouvernement incapable : « De deux choses l'une : ou bien il s'op-

posera à l'action de ce parti, ou bien ce sont les citoyens et les fascistes qui se substitueront au Gouvernement. » Des noyaux de citoyens et de fascistes vont entrer en action. La résistance et la reconquête s'organisent. Cela ressemble à une véritable guerre avec ses coups de main, ses embuscades, ses expéditions punitives. Le slogan qu'affectionnent les fascistes ? « *Me ne frego* » (je m'en fiche, la mort m'est égale).

1921, L'“ANNÉE FASCISTE”

Le développement des faisceaux est rapide. On voit apparaître les premiers syndicats qui adhèrent au fascisme. En mars 1921, on célèbre le deuxième anniversaire de la fondation des faisceaux. Mussolini peut proclamer que le fascisme, « grande mobilisation de forces morales et matérielles », se propose de « gouverner la nation », pour lui donner grandeur et prospérité. Le Congrès de Rome se réunira le 7 novembre 1921. L'on vit une masse imposante de représentants. Les 200 faisceaux et les 17 000 inscrits du Congrès de Florence de 1919 sont maintenant 2200 et 310 000. Dans son discours, Mussolini projeta l'Italie vers la Méditerranée « avec une âme et une pensée impérialistes » car, dit-il, « les peuples dénués de volonté, qui restent renfermés chez eux, sont des peuples qui marchent à la mort ». Il rappela aussi l'aide que le catholicisme pouvait apporter à l'expansion nationale et approuva la transformation du mouvement en parti. Dans l'histoire du fascisme, cette année 1921 est décrite comme « l'année fasciste par excellence ». Parti des centres urbains de l'Italie septentrionale et centrale, il fait irruption dans les campagnes, se gonfle de forces bourgeoises et aussi prolétaires, devient mouvement de masse, et prend à bras le corps le phénomène syndical qu'il ne tardera pas à s'approprier, suscitant la création d'un syndicalisme fasciste. On entrevoit la formation, pas très éloignée, d'un « Etat fasciste ». Pour Mussolini, « les syndicats de producteurs pourraient être les cellules d'un nouveau type d'économie », celle qui se nommera bientôt l'économie corporative. C'est ainsi que naquit la « Confédération italienne des Corporations ». Le Fascisme est, en 1922, la plus grande force organisée du pays. Il croit désormais qu'il a non seulement des « buts à atteindre », mais aussi une « mission à remplir ». Mussolini est désormais le « Duce ». Le fascisme est une milice, le peuple italien, une armée en marche. Il est question de commandement, de discipline, de signes distinctifs, de mots d'ordre. Cela ne manque pas d'aller de pair avec une certaine intolérance, un certain dédain, pour la culture, pour les hommes trop savants, ou « trop intelligents », trop « intellectuels ». Mais bientôt, le fascisme développera sa propre vision d'une « culture » fasciste, vivante, mobile, s'identifiant avec la vie. Il y aura un « art fasciste », un « style », une façon de vivre « fasciste ». En attendant, face à un Gouvernement largement discrédité, on entend de plus en plus le cri d'*A bas le Parlement ! Vive la dictature !* dans les manifestations fascistes.

LA MARCHÉ SUR ROME

Il y eut, au printemps 1922, une série de grands rassemblements fascistes. Des fusillades éclatent le 24 mai à Rome, contre un cortège fasciste. Mussolini écrit dans le *Popolo d'Italia* : « Fascistes de toute l'Italie, considérez-vous dès à présent comme mobilisés, matériellement et moralement ». Il y aura une tentative révolutionnaire de grève générale et un ultimatum fasciste aux grévistes et au

Gouvernement : « *Ou la grève cessera dans les 48 heures, ou bien c'est nous qui nous substituerons aux pouvoirs publics pour la faire cesser* ». En quelques jours, la grève est brisée. Les syndicats et municipalités rouges vont s'écrouler, comme suite à un tremblement de terre. Les fascistes vont organiser un grand rassemblement à Naples, le 24 octobre, confirmant la montée en puissance du Parti dans ces régions du sud relativement rétives jusque-là. Mussolini tient un important discours qui traduit sa phénoménale habileté politique. Il insiste, déclarant : « *La Monarchie n'est pas du tout en jeu. C'est sur elle, dit-il, que s'appuie l'unité : le fascisme ne peut avoir aucun intérêt à l'abattre* ». 40 000 hommes d'escouade, 20 000 travailleurs des syndicats vont défilé devant lui. Un cri retentit longuement : « *A Rome, à Rome !* ». Mussolini va déclarer : « *Ou bien on nous donnera le gouvernement, ou bien c'est nous qui prendrons en fondant sur Rome* ».

MUSSOLINI : UN ASSIMILATEUR ET UN IMPROVISATEUR DE GÉNIE

On ne saurait être plus clair... Mussolini va être chargé par la Roi, le 29 octobre, de former le Ministère. Pendant ce temps, la marche des colonnes noires était commencée. Soixante mille Chemises noires se masseront à la Villa Borghese. Ils furent passés en revue par Mussolini puis saluèrent le Roi qui assista pendant cinq heures au passage de cette grande vague de jeunesse, sous un tonnerre « *d'Alala* », drapeaux et fanions au vent. A la tête du Gouvernement, Mussolini manifesta d'extraordinaires qualités en tant que chef et réalisateur. Lui qui n'avait aucune expérience du Gouvernement ni de l'administration, ni des rouages bureaucratiques, se montra un assimilateur et un improvisateur de génie. Gioacchino Volpe note avec admiration : « *Où la connaissance et l'expérience lui faisaient défaut, il les remplaçait par l'éclair de son intelligence, par une intuition des plus subtiles, comparable à celle d'un grand praticien ou d'un grand historien, si ce n'est même d'un grand poète* ». S'adressant à ses chemises noires, il leur dit : « *Le fascisme durera parce que ce n'est pas seulement un parti victorieux, mais, bien davantage, un printemps, une résurrection de la race, un peuple qui devient nation, la nation qui devient Etat, l'Etat qui cherche dans le monde son expansion* ».

LA RÉFORME DE L'ÉTAT

Volpe consacre plus de la moitié de son livre (passionnant, je le répète) à décrire l'œuvre réalisée par le fascisme. Il décrit ainsi l'organisation juridique de la vaste matière syndicale et corporative, et à l'insertion des syndicats dans l'Etat, qui fut, écrit-il, « *l'œuvre la plus originale de la Révolution fasciste* ». Les syndicats des métiers se voient accorder la reconnaissance juridique, avec le droit de représenter obligatoirement tous ceux qui appartiennent à une catégorie donnée. En faisant du travail une fonction nationale, la Charte du travail assigne à l'ouvrier une tâche plus digne et lui donne conscience de cette dignité et ennoblit sa vie. Mussolini dira que dans le nouvel Etat, le principe politique devait prédominer sur le principe économique, et que le système corporatif consistait avant tout en une plus étroite collaboration des forces nationales, en vue d'une plus grande production, d'une plus grande concorde et d'une plus grande puissance.

R. S.

Gioacchino Volpe, *Histoire du mouvement fasciste*, préface de Vincent Vauclin, postface de Massimo Magliari, Reconquista Press, 2019, 256 pages, 17 euros, (www.reconquistapress.com).

Le programme fasciste

DÈS SON arrivée au pouvoir, le fascisme entreprit un prodigieux chantier de réformes. Gioacchino Volpe, un grand historien italien rallié au fascisme, les évoque dans un livre incontournable, *Histoire du mouvement fasciste*, chaudement objectif, si j'ose dire, loin de toute pesante hagiographie, paru en 1938, et réédité par les excellentes éditions *Reconquista*. J'ai consacré à la page précédente un article à l'histoire du fascisme racontée par Volpe. Penchons-nous dans cette seconde partie, sur le contenu du programme de la révolution fasciste. De l'attitude envers la religion et l'Eglise (le crucifix replacé dans les écoles, et l'enseignement du catéchisme aux enfants) aux accords de Latran, à la fondation de l'Empire, de l'instauration du corporatisme à la réforme de l'Etat, des lois supprimant la « secte maçonnique » aux grandes « batailles » livrées par le fascisme (« bataille pour le Midi », « bataille du blé », « bataille de la lire », « bataille pour l'autarcie », « bataille démographique », « bataille » pour instaurer l'Empire, la liste des réformes entreprises par le fascisme donne le tournis. Mussolini pouvait s'écrier, le 23 mars 1925, du balcon du Palais Chigi, devant une grande foule : « *Camarades, le printemps est venu, voici le beau temps !* » Pour le Duce, le fascisme, plutôt qu'un parti, devait devenir « un mode de vie ». Il entendait « *fascistiser* » l'Italie et faire d'« *Italien* » le synonyme de fasciste. Le Duce l'affirmait : dans dix ans, l'Europe serait fasciste ou fascistisée. Le XX^e siècle serait le siècle du fascisme, le siècle d'une civilisation à la tête de laquelle marcherait l'Italie, le siècle de la puissance italienne.

INSTAURATION DU CORPORATISME

L'œuvre la plus originale de la Révolution fasciste fut l'organisation juridique de la vaste matière syndicale et corporative et l'insertion des syndicats dans l'Etat. Ainsi, la loi du 3 avril 1926 accordait la reconnaissance juridique aux syndicats des métiers (distingués en syndicats d'employeurs, d'ouvriers, de professionnels et à leurs confédérations respectives). La Charte du travail faisait du travail une fonction nationale, assignait à l'ouvrier une tâche plus digne, lui donnait conscience de cette dignité, ennoblissait sa vie. Mussolini entendait que, dans le nouvel Etat, le principe politique prédominât sur le principe économique et que le système corporatif consistât en une plus étroite coordination des forces nationales, en vue d'une plus grande production. Soumettre l'économie à l'Etat, sans que l'Etat se fit lui-même le gérant de la vie économique de la nation, voilà le trait distinctif du corporatisme fasciste en comparaison du socialisme de Marx et du bolchevisme. Pour Volpe, on peut considérer le corporatisme fasciste comme la dernière phase victorieuse de la bataille pour la révision du marxisme et du socialisme marxiste. Avec le fascisme, il n'est plus question d'économie libérale, mais pas davantage d'économie socialiste. Une nouvelle économie a fait son apparition.

LES ACCORDS DE LATRAN

Des négociations entre l'Italie et le Saint-Siège avaient déjà été tentées, sans succès, dans le passé. Rappelons que le Pape se considérait comme prisonnier au Vatican, dans l'attente d'un accord entre les deux Etats, lui rendant une souveraineté temporelle. La résolution du problème ne tarda pas. Après tout, la doctrine fasciste, aussi hostile au libéralisme et à l'individualisme qu'à la démocratie matérialiste, sa tendance à s'appuyer sur un peuple de producteurs libres, paysans,



petits propriétaires, n'étaient pas sans rapport avec la doctrine économique et sociale de l'Eglise. Et puis, la réforme Gentile qui rétablit l'enseignement du catéchisme et le crucifix dans les écoles, la loi qui supprima la maçonnerie, l'habitude de la consécration religieuse aux cérémonies fascistes, ne tarda pas à aboutir au rapprochement de l'Eglise et de l'Etat. Le 11 février 1929, on aboutit au Pacte de Latran.

LES "BATAILLES" FASCISTES

Pour Mussolini, tout était « bataille ». Il y eut, à partir de 1925, la « bataille de la lire », c'est-à-dire l'effort soutenu en vue d'arrêter la dévaluation de la monnaie et de défendre la masse des petits épargnants. Il y eut la « bataille du Midi », fondée sur des travaux publics et des entreprises d'assainissement. Et puis, la « bataille du blé » qui fut la bataille pour une agriculture plus intensive et pour un meilleur rendement de la terre italienne, en fait de céréales, de fruits, de produits d'horticulture, de matières grasses, etc. Mussolini, qui se plaisait à rappeler qu'il était issu d'une famille de paysans, était le premier à mettre la main à la besogne, laboureur ou batteur de blé, prenant part aux travaux sacrés des semailles et de la récolte. Le fascisme entreprit aussi de gigantesques « travaux de bonification ». Il s'agissait de s'occuper des terres marécageuses ou exposées à l'invasion des eaux ou arides, désertes ou faiblement peuplées. Systèmes hydrauliques, reboisement, canaux, aqueducs, puits d'eau potable, irrigation, routes, nouveaux villages, le fascisme entreprit des travaux titanesques, dont l'emblématique assèchement des Marais Pontins. Des centaines de centres agricoles surgirent, dont des petites villes. L'une fut baptisée... *Mussolinia* ! On assista à un rapide accroissement de la production des céréales au point d'arriver presque à couvrir les besoins de la population italienne. Le nombre de morts dus au paludisme diminua considérablement. Tous ces travaux permettaient aussi de redécouvrir des cités romaines ensevelies, des tronçons d'anciennes routes, des monastères et des églises presque disparus. Gioacchino Volpe l'exprime joliment : « *Où le travail jadis avait régné, le travail revenait. Par ces œuvres, le fascisme exprimait ce que la nation avait de profond et, en même temps, le meilleur de lui-même. Son triomphe était celui de la paix sociale, de l'esprit qui lutte contre la nature rebelle, du patriotisme et de la volonté de puissance, de la révolution créatrice* ».

De grands progrès furent réalisés dans l'industrie mécanique, métallurgique, et plus encore, chimique. Les constructions aéronautiques, les constructions navales,

prirent place entre les toutes premières en Europe. On se mit à fabriquer de la benzine avec les asphaltes et les bois, on créa de grandioses installations hydro-électriques, on entreprit de créer un vaste réseau d'électrification des chemins de fer, et puis, des autostrades avec « *une rapidité fasciste* ». La flotte fut renouvelée, idem pour l'aviation militaire. Et puis, à côté du neuf que l'on construisait, on restaura les monuments de l'antiquité, témoignages de la grandeur passée de Rome, « *dégageant des constructions parasitaires les temples majestueux* ».

LA "BATAILLE DÉMOGRAPHIQUE"

Et puis, Mussolini prit à bras le corps le problème de la dénatalité (déjà !), s'attaquant à la racine des causes qui déterminaient ce phénomène. La dénatalité fut dénoncée comme un mal en soi ou comme l'indice d'un mal profond, c'est-à-dire, écrit Volpe, « *la corruption morale et la dégénérescence physiologique, source d'autres maux encore plus grands : débilité, vieillissement et mort de la nation* ». Mussolini engagea la « bataille démographique ». On recourut à la répression plus sévère du libertinage, à des sanctions plus graves contre les pratiques abortives, l'infanticide et autres « *crimes contre la maternité* ». Un impôt spécial frappa les célibataires. Des subsides furent accordés à la nuptialité et à la natalité, accompagnés de facilités fiscales, de suppléments de salaire, d'avantages pour les pères de familles nombreuses. Le fascisme remit en valeur la tradition de la « *belle famille italienne* », nombreuse, fortement unie et disciplinée. Le Duce déclara : « *La puissance militaire de l'Etat, l'avenir et la sécurité de la nation sont liés au problème démographique. Le nombre est puissance* ». L'éducation physique et morale de l'enfant était au cœur du projet fasciste pour qui il n'y avait point de place pour une séparation du corps et de l'âme, du corps et de l'esprit, du « *livre et du fusil* ». Une grande impulsion fut donnée aux colonies de vacances en montagne et à la mer, aux campements d'été, aux croisières navales. Et puis, il y eut le sport, encouragé par tous les moyens. On vit naître un peu partout des stades monumentaux et de modestes terrains de jeux. Mussolini prêchait l'exemple : aviateur, cavalier, nageur, marcheur, il abhorrait la vie sédentaire, le confort, la vie bourgeoise. L'éducation, Mussolini la voulait « *guerrière* ». Il s'agissait d'éduquer la nation entière, la rendre grande et forte, d'éduquer une nouvelle classe dirigeante digne de la formidable espérance fasciste.

LA "BATAILLE AUTARCIQUE"

Mussolini ne tarda pas à engager la « bataille autarcique ». Il fit de l'autarcie un synonyme de patriotisme, un idéal moral, un absolu. Il veilla à augmenter la production de minéraux métalliques, de combustibles et de force hydro-électrique, de fibres textiles et de cellulose. Des établissements dédiés à la production d'alumine et d'aluminium furent créés, permettant le remplacement du cuivre. De nouvelles fibres artificielles, à base de paille, de roseaux, de tiges de chanvre furent inventées. On planta de nouvelles olivaias, on construisit des flottilles de pêche en haute mer, on augmenta considérablement les surfaces dé-

diés à la production de blé. Il y eut même une « *architecture autarcique* », à même d'utiliser des matériaux de construction nationaux. Exit le ciment armé. Vive le retour à la pierre et au marbre ! Et puis, l'Italie avait enfin son Empire. L'Ethiopie était conquise. On mettait en valeur la terre libyenne. On la peupla de colons, qui étaient aussi des soldats, qui se battaient avec la bêche et le fusil. Le 28 octobre 1938, 2000 familles de colons, 20 000 Italiens, quittaient sous les vivats l'Italie pour débarquer en Libye. L'objectif de Mussolini était l'augmentation des ressources agricoles et industrielles, et en conséquence l'accroissement de la population et l'amélioration qualitative du peuple. L'émigration fut dès lors interdite ou limitée. Les émigrants seraient désormais, non des individus isolés, exposés aux dangers de la dénationalisation, mais des émigrants en groupes, ayant leurs dirigeants, leurs moyens en vue d'entreprises bien déterminées. On pense bien sûr à la colonisation de nouvelles terres. Puis, le fascisme décida de mesures hautement symboliques : le salut romain, l'abandon du « *lei* » bourgeois et « *servile d'origine étrangère* » au profit du « *voi* », le pas de parade romain. Certains couinèrent, bien sûr. Mussolini éleva la voix contre « *ces restes de scepticisme, ces « imbéciles qui préféreraient l'Italie facile, désordonnée, amusante, mandoloniste (!), du temps jadis, à celle de l'ère fasciste* ».

LA "BATAILLE POUR LA RACE"

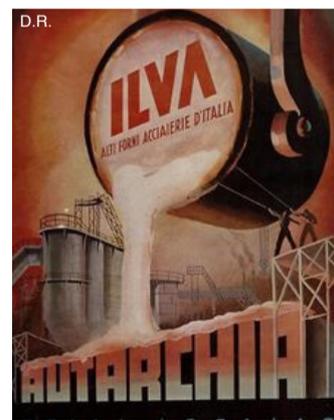
A la différence du national-socialisme, le fascisme ne parlait pas de races supérieures et inférieures, ne fixait pas de rapport entre les valeurs biologiques et morales, mais il pointa ses batteries sur le judaïsme, qui pourtant une grande majorité du peuple ignorait totalement. Certes on savait, écrit Volpe, que « *les Juifs avaient presque le monopole de certaines activités économiques, qu'ils occupaient une grande place, relativement à leur petit nombre, dans les Universités, qu'un grand nombre d'entre eux se sentaient solidaires, se prêtaient main-forte pour réussir, formaient une nation petite mais bien organisée au sein de la Nation* » et

puis, dans la lutte contre le fascisme et l'Italie fasciste, les Juifs étrangers étaient en première ligne. La politique antisémite du fascisme n'obtint pas, loin de là, un consensus. Après tout, beaucoup de Juifs avaient rejoint, dès le début, les rangs fascistes et s'étaient bien battus. Et puis, il y avait les relations d'affaires entre Juifs et chrétiens. Et puis, *l'Osservatore Romano* et le Souverain Pontife commençaient à manifester leur mécontentement. Mais Mussolini, qui pourtant avait eu, durant de longues années, une maîtresse juive, ne plia pas : interdiction aux garçons et aux jeunes gens, fils de parents l'un et l'autre juifs, de fréquenter les écoles publiques, même s'ils sont baptisés, suspension de professeurs et de maîtres dans l'enseignement, prohibition d'ouvrages scolaires écrits par eux, mariages mixtes interdits, Juifs étrangers expulsés. Bien sûr, comme le note Volpe, tout cela n'était pas fait pour désarmer les ennemis du fascisme et procurer de nouveaux amis à l'Italie fasciste...

Lisez ce livre remarquable. Le lecteur de RIVAROL découvrira un livre passionnant, sans doute le plus intelligent que j'aie lu sur le fascisme italien...

R. S.

Gioacchino Volpe, *Histoire du mouvement fasciste*, préface de Vincent Vauclin, postface de Massimo Magliari, Reconquista Press, 2019, 256 pages, 17 euros, (www.reconquistapress.com).



Mgr Pie, inconditionnel défenseur de

LOUIS François Édouard Pie naît le 26 septembre 1815 à Pontgouin, dans le département d'Eure-et-Loire. Son père était cordonnier. Sa mère, née Anne-Élisabeth Gaubert, était elle-même fille de cordonnier. Très pieuse, sa famille eut à souffrir des persécutions antireligieuses de la Révolution. Anne-Élisabeth plaçait la religion catholique et sa foi au centre de sa vie, et elle s'attacha à transmettre sa piété à son fils. Ce dernier devait lui demeurer très attaché, au point de la loger, plus tard, à l'évêché de Poitiers⁽¹⁾.

L'ADVERSAIRE DU LIBÉRALISME

Jeune garçon, Édouard retint l'attention du prêtre de sa paroisse par la profondeur de sa foi et son intelligence. Il put donc effectuer ses études dans une école religieuse, et se destina de bonne heure à la prêtrise. Le 21 décembre 1833, il reçut la tonsure par Mgr Clausel de Montals, évêque de Chartres. En 1835, il entra au séminaire de Saint-Sulpice, à Paris. Il reçut les quatre ordres mineurs⁽²⁾ en 1837, puis fut ordonné diacre le 9 juin 1838, et prêtre le 25 mai 1839. Il fut alors nommé dans une paroisse du diocèse de Chartres. Il célébra sa première messe le jour de la Trinité. Dès sa première année sacerdotale, il se signala par trois sermons qu'il consacra à l'éducation des enfants, au sein de leur famille, à l'école et par l'Église. Ces sermons détonaient par rapport à ceux de beaucoup de prêtres de l'époque. Nous vivions alors sous la monarchie de Juillet, fondée sur l'acceptation des principes de la Révolution, en laquelle le catholicisme n'était plus religion d'État, où l'Université gardait jalousement le monopole de l'enseignement, et où les prêtres devaient se borner à instiller au sein de la population un christianisme de convention, respectueusement neutre à l'égard du pouvoir. L'heure des catholiques libéraux et gallicans, tels Mgrs Mathieu, Affre et Dupanloup, les comtes de Montalembert et Falloux, venait de sonner. Le jeune abbé Pie ne se reconnaissait pas en eux. La religion catholique lui semble trop essentielle au salut des hommes et de la France elle-même pour que l'État ne se réclame pas d'elle et la relègue dans le domaine privé. Aussi ne se satisfait-il pas de la monarchie de Juillet, et lui préfère-t-il la monarchie de la Restauration, ou, mieux encore, de l'Ancien Régime, dont le souverain était sacré et considéré comme le lieutenant de Dieu en son royaume, chargé d'ouvrir à ses sujets la voie de la rédemption. Cette conception du pouvoir politique et du rôle de la religion l'amène à camper sur des positions ultramontaines. Corollairement, il réprovoque le monopole de l'Université constituée d'enseignants de condition laïque, libres penseurs, et souhaite la possibilité (alors inexistante) d'ouverture d'écoles catholiques libres.

LE DÉFENSEUR DE L'ORTHODOXIE CATHOLIQUE

L'abbé Pie, multipliant les sermons éducatifs, acquiert bientôt une réelle notoriété au sein de l'Église et s'attire la méfiance du pouvoir. Il s'en prend aux courants de pensée du temps, tout spécialement au spiritualisme éclectique et empreint de déisme de Victor Cousin⁽³⁾, dont il critique le livre intitulé *Du vrai, du beau et du bien* (1836). Dans ses sermons de Carême de

1840, il montre la supériorité de la grâce sur la nature dans la mesure où elle permet à l'homme l'aperception des réalités surnaturelles, donc divines. Il entend réagir ainsi contre la philosophie du temps, marquée par l'empirisme, le sensualisme et le matérialisme ou le naturalisme du siècle précédent. Dans son second sermon, il réclame pour l'Église non seulement la liberté, mais encore le magistère des âmes et une part certaine d'influence sur l'orientation générale du pouvoir politique. Il affirme alors que « *l'Église ne saurait être en sous-ordre. Toute captive qu'elle soit, elle veut qu'on la traite en reine, non par grâce, mais de droit.* »

LA FULGURANTE CARRIÈRE D'UN CLERC ULTRAMONTAIN

Mgr Clausel de Montals lui accorde un intérêt aussi profond que particulier. Ce prélat, déjà âgé (il est né en 1769⁽⁴⁾) compte parmi les représentants du gallicanisme. Il se trouve donc de fait en opposition avec l'ultramontanisme de l'abbé. Néanmoins, comme lui, il critique le monopole universitaire, le catholicisme libéral et l'anticléricalisme fractionné du régime de Juillet. En outre, il se montre sensible à la profondeur de la foi, au zèle de pasteur et de défenseur de la religion, et aux dons intellectuels et oratoires de ce jeune prêtre, en lequel il ne peut s'empêcher de voir un des grands espoirs de l'Église.

Aussi, loin de chercher à l'entraver, il s'emploie à accélérer le déroulement de sa carrière. Et, dès le 4 janvier 1843, il le nomme vicaire général du diocèse de Chartres. Édouard Pie a alors seulement 27 ans. Le vieil évêque et son jeune adjoint ne cesseront de se rapprocher, et le fougueux abbé, croisé moderne, saura rallier à lui le vieux lion gallican. Le nouveau vicaire général repart aussitôt au combat. Prêchant la neuvaine de l'Assomption de l'année 1846, il choisit pour thème le devoir du retour à Dieu. En ses sermons, il attaque la Révolution française qui, en établissant la souveraineté du peuple, a mis l'homme à la place de Dieu. Le 12 juillet 1846, il écrit à M. de l'Estoile : « *Le parti néo-catholique libéral est un enfant de la Révolution ; et la Révolution est satanique dans son essence...* ». On ne saurait mieux dire.

Désormais, la renommée de l'abbé Pie est établie, et a même dépassé les frontières nationales. Elle a gagné Rome, où le pape Pie IX s'émerveille du surgissement, en cette France post-révolutionnaire libérale, d'un clerc capable de défendre aussi vaillamment la religion catholique contre toutes les erreurs modernes, philosophiques, morales et politiques. Édouard Pie, au nom si prédestiné, est cet homme, et le pape en est ému et ébloui. Aussi, le 28 septembre 1849, il le nomme évêque de Poitiers. Le nouvel évêque sera consacré par son aîné, Mgr Clausel de Montals, encore, le 25 novembre. Il a alors 34 ans. Rarement une carrière épiscopale aura été aussi fulgurante. Mgr Pie sait qu'en tant qu'évêque il aura la lourde mission d'être un des artisans, au sein d'une société gangrenée par la libre pensée et l'esprit révolutionnaire, de ramener la population à la foi, et que cette tâche sera rien moins que facile. Il écrit alors à un clerc : « *Je*

crois que Dieu demandera beaucoup de nous pour le maintien de son Église et le renouvellement de la société ! Tout est à refaire pour créer un peuple chrétien : cela ne se fera pas par un miracle ni par une série de miracles surtout ; cela se fera par le ministère sacerdotal, ou bien cela ne se fera pas du tout, et alors la société périra. » Le triste spectacle de la société actuelle incite à se demander si ce n'est pas ce second terme de l'alternative qui s'est produit.

HOSTILE AU COMPROMIS CONSERVATEUR LIBÉRAL

Au moment de la consécration épiscopale de Mgr Pie, la France venait de connaître une nouvelle révolution, celle de février 1848, qui avait établi la Seconde République, puis les journées de Juin (1848 toujours), sanglantes (et durant lesquelles



avait péri tragiquement Mgr Affre, archevêque de Paris), et enfin l'élection à la présidence de Louis-Napoléon Bonaparte et la victoire du parti de l'Ordre aux élections législatives de mai 1849. Après une nouvelle révolution, la France se trouvait dirigée par un Bonaparte obligé de composer avec un ministère et un parlement louis-philipparde. Selon une forte probabilité, le pays allait vivre sous une nouvelle monarchie orléanaise, moralement légitimée par le ralliement (déjà) de catholiques libéraux, tels Mgr Dupanloup,

Mgr Mathieu, Mgr Gerbet, Falloux, Montalembert, et toute l'équipe du *Correspondant*. Mgr Pie ne voyait là rien de réjouissant, à juste titre. Le 25 novembre, le nouvel évêque rend publique sa première lettre pastorale à Poitiers ; elle traitait du grand sujet de ses prédications : le retour à Jésus-Christ, la nécessité de réconcilier la terre avec le ciel et surtout il se réclame de cette parole de saint Paul qui résume son combat spirituel à Poitiers, *instaurare omnia in Christo*. Mgr Pie, en son diocèse de Poitiers, défendra l'orthodoxie chrétienne avec une telle ardeur et un tel don d'orateur et de pasteur, que certains le qualifieront de « *nouvel Hilaire* »⁽⁵⁾

De janvier 1849 à mars 1850, a lieu, en commission spéciale d'abord, puis à l'Assemblée législative, la réforme de l'Instruction publique, qui aboutira à l'adoption de la *loi Falloux*, du 15 mars 1850. Mgr Pie suit les débats avec une vigilance particulière. La loi Falloux ne le satisfait pas. Certes, elle institue la liberté de l'enseignement et introduit des prélats dans les instances de contrôle de l'enseignement public, mais elle ouvre aussi ces dernières aux représentants des autres confessions (protestante et juive), mettant ainsi l'erreur sur le même plan que la vérité, et, surtout, elle laisse subsister ce corps immense qu'est l'Université⁽⁶⁾, avec son personnel de maîtres et d'administrateurs laïques, libéraux, assez souvent athées, positivistes ou matérialistes. Mgr Pie pressent le retour

à un régime conservateur libéral, étayé sur les principes de 1789, et soutenu par un clergé gallican prompt à cautionner l'ordre établi, à condition qu'il soit figé.

OPPOSANT AU SECOND EMPIRE ET RELAIS DE PIE IX EN FRANCE

Opposé à la monarchie de Juillet puis à la Seconde République, il le sera tout autant au Second Empire. Il a contre lui une bonne partie de l'épiscopat, les catholiques libéraux à la Dupanloup ou à la Montalembert, et les intellectuels libres penseurs, rationalistes, positivistes, scientifiques, souvent sceptiques ou athées, de l'Université, de la *Revue des Deux Mondes* et du *Journal des Débats*. Mais il a le soutien de personnalités ultramontaines comme Mgr Gousset, cardinal-archevêque de Reims, du philosophe contre-révolutionnaire et catholique Antoine Blanc de Saint-Bonnet, de Louis Veillot, publiciste, pamphlétaire, directeur et éditorialiste du grand quotidien *L'Univers*, de maints évêques, et surtout de la Curie et du pape Pie IX. Le Vatican, en effet, fait grand cas de l'évêque de Poitiers, en lequel il voit un Athanase autant qu'un Hilaire. Il le consulte pour son entreprise de réponse aux diverses attaques dont la religion catholique est la cible. Le cardinal Fornari lui adresse, en 1851, un questionnaire en vingt-huit chapitres, relatifs aux erreurs contemporaines, qui blessent la religion révélée. Mgr Pie le renvoie avec des réponses très complètes qui deviendront l'une des bases de l'encyclique *Quanta cura* et du *Syllabus*, tous deux publiés le 8 décembre 1864, et destinés à énumérer et réfuter les grandes erreurs modernes, contraires aux enseignements de l'Église : panthéisme, rationalisme, laïcisation des mœurs et des institutions, indifférentisme, panthéisme, déisme, athéisme. En 1851, Mgr Pie joue un rôle décisif dans la consécration de Hilaire de Poitiers comme docteur de l'Église. Entre 1852 et 1855, il rédige plusieurs instructions synodales en lesquelles il expose et réfute, précisément, toutes les erreurs que Pie IX condamnera plus de dix ans plus tard. Il se trouve alors plus que jamais en butte aux attaques des évêques conformistes de l'époque, et à celles des hommes politiques libéraux. En revanche, son crédit ne cesse de s'accroître à Rome.

Mgr Pie se rend précisément à Rome, où, le 26 décembre 1856, il est reçu par Pie IX, qui le félicite de son apostolat, de sa prompte et saine activité d'évêque, de ses réponses au questionnaire que lui avait fait parvenir le cardinal Fornari.

LA CIBLE DU POUVOIR

En mars 1857, durant un nouveau séjour en Italie, il rencontre le comte de Chambord, prétendant légitim(ist)e au trône de France. Mgr Pie, ultramontain et contre-révolutionnaire, est depuis toujours un partisan de la restauration royale de la branche aînée des Bourbons.

De retour à Poitiers, il s'affaire à rétablir la liturgie romaine dans son diocèse. Puis, il participe au concile de Périgueux qui examine la philosophie de la Libre Pensée, laquelle évoluait du spiritualisme rationaliste et éclectique de Victor Cousin au

Chard sur la toile

Allez donc vous délecter des caricatures de Chard auxquelles un de ses admirateurs, fervent lecteur de RIVAROL, a consacré un site, très fréquenté :

<<http://dessinsdechard.free.fr>>

1. Où elle devait s'éteindre paisiblement en 1877, trois ans seulement avant le décès de son fils.

2. Portier, lecteur, exorciste et acolyte.

3. De par son œuvre de philosophe comme de par sa position universitaire éminente et sa situation politique (il fut collaborateur de Guizot et ministre de l'Instruction publique), Cousin joua le rôle d'une manière de maître à penser de la monarchie de Juillet.

5. Hilaire de Poitiers (vers 315-367), évêque de Poitiers à partir de 355, se distingua par sa défense courageuse et brillante de l'orthodoxie chrétienne établie au concile de Nicée (325) contre l'hérésie arienne soutenue alors par l'empereur Constance II, qui voulait l'imposer comme religion dans tout l'Empire romain.

6. Rappelons ici qu'en ce temps-là, l'Université comprenait non seulement les facultés, mais les lycées et collèges de l'enseignement public.

la foi

positivisme athée d'Émile Littré, en passant par le scientisme teinté de scepticisme d'Ernest Renan — en attendant le sensualisme de Taine.

Le pouvoir impérial, alors favorable au catholicisme, mais étayé sur les principes de la Révolution française, s'effraie de plus en plus des tendances traditionalistes de l'évêque de Poitiers, et de ses positions ultramontaines. Le préfet de la Vienne et le procureur général de Poitiers s'emploient à entraver son action. Le second loue la modération de deux évêques, M^{gr} Delamarre, évêque de Luçon et M^{gr} Landriot, alors évêque de La Rochelle, qui « *siégeant aux conseils universitaires, donnent hautement leurs concours à la conciliation du Libéralisme et de l'Église* ». Cela revenait à définir clairement la ligne que le pouvoir souhaitait voir l'Église adopter, celle du libéralisme de compromis, garant de l'ordre bourgeois instauré par la Révolution, l'Empire et la monarchie de Juillet, hostile à l'orthodoxie catholique antilibérale, étayée sur les Écritures, traditionaliste et monarchiste, qu'incarnait Mgr Pie. Ce dernier se voyait désigné comme l'exemple à ne pas suivre. Mais l'évêque de Poitiers ne se laissa pas intimider par cette tentative de stigmatisation. Au procureur poitevin et à tous ses adversaires, il répliquait par ses mots : « *Le diable se remue volontiers dans le sens du christianisme modéré* ». Disant cela, il ne manquait pas de lucidité : en effet, le catholicisme libéral, tiède, de compromis, perdait plus sûrement le christianisme que les attaques franches et brutales des ennemis de la foi.

LE DÉFENSEUR ACTIF DES ÉTATS PONTIFICAUX

À partir de l'extrême fin des années 1850, la question de la survie des États pontificaux siègea au cœur des préoccupations de Mgr Pie. La position de Napoléon III sur ce sujet était des plus ambivalentes et, à parler sans fard, des plus hypocrites. Louis-Napoléon Bonaparte, président de la République française, avait, en 1849, aidé militairement le pape à recouvrer son pouvoir et à triompher des révolutionnaires qui l'en avaient chassé. Et, depuis, en tant qu'empereur, il s'était posé en défenseur des droits historiques et politiques du Saint-Siège, car il subissait l'influence de son épouse, l'Espagnole très catholique Eugénie, et tenait

à s'assurer l'appui du clergé. C'était alors le temps de « *l'Empire autoritaire* ». Mais il avait évolué, s'abandonnant à ses inclinations naturelles. Celles-ci le portaient à abonder dans le sens du grand mouvement nationalitaire du XIX^e siècle, de la reconnaissance du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et donc dans le sens de l'unification de l'Italie, au prix de la disparition des États de l'Église. En vrai Bonaparte qu'il était, Napoléon III avait une sensibilité et des conceptions politiques nationalistes (en ces temps, on disait plus volontiers "patriotes") et jacobines, suivant la droite ligne de la Révolution française, dont Napoléon 1^{er} et le Premier Empire étaient sortis. Il n'oubliait pas cet héritage, ni le long conflit qui avait opposé son oncle au pape Pie VII et avait conduit à la captivité du souverain Pontife et à l'annexion des États de l'Église par la France. Le caractère équivoque de sa position à l'égard de la question romaine, à partir de 1859, dissimulait mal son inclination en faveur de l'unité italienne, qu'il considérait comme inéluctable, car conforme, selon lui, à la loi de l'évolution politique de l'Europe.

Mgr Pie avait une telle aperception intuitive de cet état d'esprit de Napoléon III. Il redoutait tellement de voir l'empereur des Français seconder l'unification de l'Italie en sacrifiant les États de l'Église, qu'il souhaita obtenir une entrevue avec lui pour avoir la certitude de ses intentions et tenter de l'infléchir dans un sens favorable au Saint-Siège. L'empereur lui accorda finalement une audience, qui eut lieu le 15 mars 1859. Napoléon III n'apaisa pas les craintes de son interlocuteur. Il souligna le caractère légitime et inévitable de l'unification de l'Italie autour de la maison piémontaise de Savoie, et se déclara favorable à la préservation d'un État pontifical croupion, dont il affirmait que plus il serait petit, plus il serait solide et prestigieux. L'évêque de Poitiers ne se laissa pas bernier par ces boniments. Il protesta en faveur des États pontificaux dans leur intégrité territoriale, rappela à Napoléon qu'il les avait défendus en 1849, et évoqua la sainteté de la mission de la France très chrétienne, fille aînée de l'Église, de sauvegarder la souveraineté temporelle du pape. En vain. L'empereur n'envisageait de ne défendre qu'*a minima* les États du Pape, qu'au tréfonds de lui-même il considérait comme une survivance d'un autre âge dont ne pouvait s'accommoder la marche du peuple italien vers la réalisation de son unité politique, conformément au mouvement des nationalités. De

surcroît, Napoléon III ne se sentait nulle affinité, à moins dire, avec Mgr Pie, ce prélat ultramontain, en opposition à son époque. L'évêque de Poitiers donna libre cours à sa passion et à la terreur que lui inspirait la fin de la souveraineté temporelle de l'Église, prélude à une laïcisation complète de l'Europe politique et à une marginalisation définitive de la religion, dont ne pouvaient résulter que la ruine des États, la déchéance des peuples, et la mort de la civilisation. Il alla jusqu'à prédire à son interlocuteur la fin prochaine de son règne. En son propos, n'entraient pas que la colère et la terreur ; il s'agissait d'une vraie prophétie : Mgr Pie était réellement persuadé que l'abandon de la cause du pape par Napoléon III coûterait à l'empereur son trône, et entraînerait, à terme, la chute de tous les royaumes européens.

Mgr Pie et Napoléon III sortirent tous deux ébranlés de leur entretien. Et, à partir de ce moment, les tracasseries à l'encontre de l'évêque de Poitiers se multiplièrent. Quelque temps plus tard, en cette même année 1859, la police de Badinguet chercha (sans succès) à interdire la publication d'un discours prononcé par Mgr Pie, à Nantes où il était invité par l'évêque de la ville, consistant en un éloge de saint Émilien et ayant pour sujet le règne social de Dieu.

Napoléon III seconda militairement l'unification de l'Italie autour du royaume de Piémont-Sardaigne et laissa les troupes de ce dernier démembrer les États pontificaux, réduits, à partir de 1860, à la ville de Rome et à ses alentours. Ces derniers territoires devaient être intégrés au royaume d'Italie, en septembre 1870, après le retrait des troupes françaises. C'en était fait du pouvoir temporel du pape. Le choc fut très rude pour l'évêque de Poitiers. Selon lui, Napoléon III et les autres souverains européens, en acceptant sans sourciller la disparition des États de l'Église, chassaient la religion de leur pays et du continent, faisaient le jeu des francs-maçons et des révolutionnaires, et préparaient, selon sa propre expression, « *le règne de l'Antéchrist* ». Il comparait le calvaire de Pie IX à celui du Christ, livré à ses bourreaux par l'indifférence de Pilate Bonaparte. Il se sentait terriblement proche de Pie IX, et il est vrai que les deux hommes partageaient la même conception du christianisme, de l'interprétation des saintes Écritures, de la rédemption et du salut des hommes, du rôle politique de l'Église, du rôle spirituel et pastoral du pape et des prêtres.

Durant la décennie 1860-1870, Mgr Pie ne cessa de défendre le pape et les États de l'Église. Dans ses mandements, sermons, discours, lettres publiques, il condamnait la conversion de l'Europe au libéralisme, à l'indifférence religieuse, voire à l'athéisme, au matérialisme, au positivisme et au scientisme. Il convient cependant de signaler que dans sa lutte pour la défense des États pontificaux, il trouva à ses côtés ses adversaires catholiques libéraux : Montalembert, Mgr Dupanloup et autres.

En mai 1863, il déclare, à Bordeaux : « *Le but de la Révolution c'est l'anéantissement du christianisme public, le renversement de l'orthodoxie sociale. Détruire les derniers restes de l'antique édifice de l'Europe chrétienne, et, afin que la démolition soit définitive, abattre la clef de voûte autour de laquelle les derniers débris encore subsistants pourraient tôt ou tard se rapprocher et se rejoindre, voilà l'œuvre à laquelle les mille voix de l'impunité convient ouvertement notre génération ; voilà le travail de désorganisation auquel nous assistons...* » La même année, il critique *La Vie de Jésus* de Renan. En 1864, il précise que la paix ne peut venir du compromis avec l'erreur, mais seulement de l'humble soumission à la vérité, celle de la religion révélée.

LE JUMENT MORAL DE PIE IX

Mgr Pie est comme le jumeau moral du pape Pie IX. On a parfois comparé ce dernier à un roc planté au milieu d'un rapide dont le cours impétueux le dépasse sans

jamais le recouvrir. Au cœur de son siècle, Pie IX affronte le torrent de tous les courants d'idées antichrétiens en proclamant fièrement les éternelles valeurs spirituelles du christianisme. Honni de ses adversaires, mais redouté d'eux, il conserve l'admiration de tous les fidèles et des hommes et femmes d'Église, qui reconnaissent en lui le très digne successeur de saint Pierre, et refusent de compromettre leur foi avec les fourriers de l'Antéchrist, celui-ci se présentât-il paré des séductions de l'humanisme, de la liberté ou de la science. Mgr Pie joue le même rôle, en France, que ce grand pape, le rôle de gardien vigilant de la foi. Sous le Second Empire, il est perçu comme tel par ses partisans, qui l'en louent, comme par ses adversaires, qui voient en lui une personnification de cette religion catholique qu'ils exècrent, considèrent comme un obstacle majeur à leurs desseins, et veulent détruire.

Cette identité spirituelle parfaite entre les deux hommes explique qu'au concile de Vatican I, Mgr Pie ait figuré parmi les partisans les plus enthousiastes du dogme de l'infaillibilité pontificale, proclamé le 18 juillet 1870, deux mois avant la prise de Rome par le royaume d'Italie.

On peut se demander pourquoi Pie IX n'a pas élevé au cardinalat Mgr Pie, qu'il estimait si profondément, et qui lui ressemblait tant. Peut-être pensait-il que les plus belles récompenses des défenseurs les plus ardents de la foi ne sont pas en ce monde, mais en l'au-delà. Il lui proposa cependant l'archevêché de Lyon en 1876. Et cette nomination eût facilité l'accession à la pourpre de Mgr Pie, puisque, traditionnellement, l'archevêque de Lyon, primat des Gaules, devient cardinal. Mais Mgr Pie était aussi désintéressé qu'attaché à son diocèse de Poitiers ; il déclina donc cette offre.

L'ACCESSION À LA POURPRE ET LA FIN

Pie IX rendit son âme pieuse à Dieu le 7 février 1878. On pouvait alors penser que Mgr Pie n'entrerait jamais au Sacré Collège : le nouveau pape, Léon XIII, ne partageait pas les inclinations légitimistes de l'évêque de Poitiers. Or, contre toute attente, le souverain Pontife conféra la dignité de cardinal à Mgr Pie⁽⁷⁾ le 29 janvier 1879. Léon XIII, qui n'en était pas encore à prôner le *Ralliement* aux catholiques de France, voulait le remercier de la part importante qu'il avait prise au concile de Vatican, notamment dans la conception du texte relatif à la proclamation de l'Infaillibilité pontificale.

Mgr Pie ne goûta pas longtemps la satisfaction d'être devenu un prince de l'Église : il mourut subitement à Angoulême le 18 mai 1880, où il était venu prêcher, en sa soixante-cinquième année. L'ultramontanisme français perdait son dernier et plus flamboyant représentant.

Paul-André DELORME.

7. Mgr Pie devenait très exactement cardinal-prêtre de la paroisse romaine de Notre-Dame des Victoires.

ABONNEMENTS À PRIX RÉDUITS

Pour nous aider face aux difficultés de tous ordres qui nous sont faites, et notamment face aux tentatives d'asphyxie financière, d'assassinat politique et judiciaire, pour soutenir activement l'hebdomadaire le plus ancien et le plus intransigeant de la résistance au mondialisme sous toutes ses formes, pourquoi ne pas (vous) offrir un abonnement à prix réduit ?

100 EUROS POUR UN AN (au lieu de 125) à RIVAROL,
140 EUROS (au lieu de 178) pour un abonnement d'un an à
RIVAROL (47 numéros) et à *Ecrits de Paris* (11 numéros).

DÉPÊCHEZ-VOUS, AIDEZ-NOUS DANS CETTE SITUATION DRAMATIQUE POUR LA PRESSE ÉCRITE!
Offre réservée aux personnes n'ayant jamais été abonnées à RIVAROL.

NOUS EN AVONS UN BESOIN URGENT !
NOUS COMPTONS VRAIMENT SUR VOTRE AIDE !

Les abonnements, on ne le dira jamais assez, sont la première et principale ressource du journal. S'abonner, ou abonner de la famille, des amis, des enfants et petits-enfants, des connaissances, des relations de travail, des voisins, c'est contribuer au développement et à la pérennité du doyen et du plus radical des journaux du mouvement national en France.

On peut payer ces abonnements par chèque à l'ordre des Editions des Tuileries (Editions des Tuileries, 19 avenue d'Italie, 75013 Paris) ou par Paypal en bas de la page accueil de notre site Internet <www.boutique-rivarol.com>.

On peut aussi les régler par virement bancaire.

Voici les coordonnées de notre compte à la Banque postale :
IBAN : FR33 2004 1000 0104 5321 9K02 048 BIC : PSSTFR PPPAR

Comment trouver RIVAROL en kiosques ?

Sur la page accueil de notre site www.rivarol.com, cliquez sur l'onglet « *Points de vente* » et vous aurez ainsi accès à l'intégralité des points de vente actualisés de RIVAROL dans toute la France, classés par département. Vous pourrez ainsi trouver plus facilement l'hebdomadaire de l'opposition nationale près de chez vous.

Libre critique d'Adolf Hitler



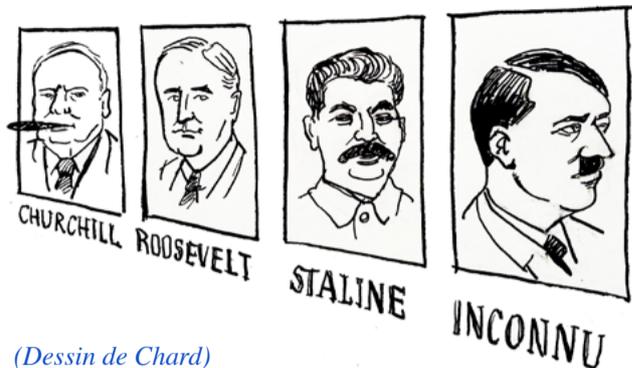
par
Hannibal

Imaginez que nous ayons eu mauvais temps ! Le confinement aurait été insupportable. Alors que, comme ça, c'est une réussite parfaite. L'économie ruinée, l'humanité rendue docile comme un enfant — cet enfant qui est le prince

de notre cité, en latin *puer*, à la fois l'enfant et l'esclave : malheur à la ville dont le prince est un petit esclave. Malheur chez les vieux peuples soumis à la Bible, mais bonheur moderne ! Le coronavirus a fait des vieillards que nous sommes devenus les petits esclaves rois de la démocratie, qui se précipitent volontairement vers la révolution arc-en-ciel. Privés tant de l'espace (un kilomètre autour de chez soi, pas plus) que du temps (plus de dimanche, de vacances ni de Pâques), les lemmings déboussolés se précipitent en rond, sans fin ni trêve, au commandement qu'on leur donne. Le néant totalitaire est en marche.

Le coronavirus a aussi rendu les gens très bêtes. Englué dans les réseaux sociaux, on y voit l'esprit se défaire et sombrer. Des gens qu'on pensait rationnels, sinon raisonnables, soudain entrent en transe. Pan affole de sa flûte des humains bardés de chiffres dans une terrible bacchanale intellectuelle. Avez-vous vu dans la basse-cour des poules devant un faux-col, ou un couteau ? La matière en est surprenante, le soleil s'y mirant renvoie des éclats changeants. Les poules intriguées les piquent du bec, comme elles piquent tout du bec, piquent dessus, piquent à côté, déterrent un ver, avalent un grain, arrachent une herbe. Et caquètent. Caquètent. Jamais poules ne tentèrent de se mettre d'accord sur des données incontestables, des principes communs de discussion. Jamais. Les poules n'entendent pas comprendre, elles entendent piquer. Et caqueter. Leur seul projet commun est le caquet. Les maîtres du monde se réjouissent de la liberté des poules. Telle est l'étymologie populaire que je donne à pilpoul. En vrai le mot vient de poivron, pilpel ou paprika en yiddish, condiment dont on relève la cuisine d'Europe orientale, et par analogie argutie aiguë, coupage de cheveux en quatre mille au terme duquel l'étudiant du Talmud doit établir aux yeux de son maître que les contradictions entre les opinions adverses des rabbins ne sont qu'apparence : c'est en somme la pensée complexe d'Edgar Morin né Nahoum, le *et en même temps* d'Emmanuel Macron, la haine agissante de la pensée d'Aristote — c'est-à-dire de l'Europe européenne.

Voilà pourquoi le coronavirus me sort en spaghetti par les trous de nez, c'est comme l'affaire Dreyfus, il n'y a pas moyen d'y mettre un peu de bon sens. Aussi, profitons de la fin du mois d'avril pour parler un peu d'Adolf Hitler, c'est en situation, il est né le vingt, et mort le trente voilà septante-cinq ans. Le calendrier en fait un sujet, mais les convenances inclinent à l'éviter. D'abord par ignorance. J'ai pas mal lu en sept décennies mais je m'aperçois que je ne sais pas grand-chose du défunt chancelier. Grand-chose de sûr, veux-je dire. Si l'on nous submerge depuis 75 ans de livres, papiers, émissions et films, peu de certitudes sumagent sur quoi on puisse faire fond. Surtout en français et je n'aime lire qu'en français. L'anglais est la langue de l'imprécision, la façon d'exposer des historiens anglo-saxons m'a toujours paru erratique, confuse et intéressée, et je ne lis pas assez bien l'allemand pour lire tout un livre. J'ai bien tenté de me faire une bibliographie, *sed frustra* : les années les plus sombres de notre histoire sont d'obscures profondeurs où n'entre jamais la lumière d'Apollon. Si un lecteur me propose une bibliographie raisonnée, ou même un bonne synthèse solide, je prends. Mais sans doute est-il encore trop tôt. Thucydide a commencé à composer *la Guerre du Péloponnèse* dès son début et rédigé son livre Athènes à peine tombée, mais nous, 80



(Dessin de Chard)

ans après le début de la Seconde Guerre mondiale, cent ans après les débuts du Führer en politique, nous devons d'abord nous occuper de la mémoire. La mémoire a ses exigences, elle oublie, elle sélectionne, elle magnifie, elle damne, elle est coquette, elle cache ses intentions en les montrant, elle a ses caprices, elle est enceinte, elle engendre la morale, il faudra attendre la fin de l'accouchement pour penser à l'histoire. Et encore un peu de temps : elle est mère aussi de la bienséance. Elle est l'éducatrice de notre sensibilité, elle nous enseigne ce qui est délicat. Wikipédia est formel, le jeune Adolf n'était pas bête, il ne dessinait pas mal, mais il était paresseux et rebelle. Voilà le sort des enfants obstinés.

Donc, avec tout ça, Hitler, connais mal, ce qui est encore pire que connais pas. Je vais quand même vous en parler. L'habitude du reporter. La théorie de l'œil neuf. On ne parle bien que de ce qu'on ne sait pas. Je suis sûr que ça va vous déplaire. Le sujet est trop clivant. Mon copain Benamou hait les chiens parce que le maître de Blondie les aimait, et mes amis nazis exigent qu'on l'adore comme le Saint Sacrement. Ce sera l'occasion d'embêter tout le monde, et le Sentier et le 88 — HH, pas les Vosges.

Reconnaissons d'abord qu'il avait de bons côtés, le Führer. L'économie par exemple. Les gens de Weimar laissaient l'Allemagne dans un sale état, et il l'a remontée, bien que le Monde se gratte encore pour critiquer. Schacht n'était pourtant pas tout seul, si je ne m'abuse. 1933-1938, ça a mieux fonctionné que le Front popu et le New Deal, non ? Le Hitler, il en a vraiment fait disparaître six millions. Six millions de chômeurs. En cinq ans. Alors bien sûr, la politique des grands travaux, c'est pas nouveau, c'est du Napoléon III. Mais avec lui ça a marché. Faut savoir entraîner son monde. Sa qualité, l'Adolf, c'était le *management*. Charismatique. Il leur a retapé le moral aux Fridolins. Il avait le sens du spectacle. Et la parole. Vous n'avez qu'à regarder les Allemands aux actualités de l'époque. Enthousiastes ! Rien à voir avec les légumes verts et les *Hundfamilien* d'aujourd'hui. Un signe ne trompe pas : la natalité a monté en flèche. Le socialisme national est le seul qui ait eu quelque chose d'humain. Un visage. Si on avait flingué Hitler avant l'Anschluss, il serait élu chef d'Etat du XX^e siècle.

Sur la question juive aussi, il a eu de bonnes intuitions. Bon, ça s'est mal terminé. Ce n'est pas comme l'a prétendu Bernanos qu'il ait déshonoré l'antisémitisme, c'est qu'il a renforcé l'anti-antisémitisme au bout du compte, si vous voyez ce que je veux dire. Y a des trucs dans lesquels y a intérêt à ne pas se rater. Les mangoustes savent ça de naissance. Là-dessus inutile d'en dire plus, je pense qu'on est tous d'accord.

Maintenant il nous reste la moitié de la page pour parler de choses sérieuses, politique étrangère, stratégie, racisme et pangermanisme. Les démocrates se sont tordu les mains lors du pacte germano-soviétique. Ils se sont plantés. Hitler aussi. Ce fut sa plus grosse erreur. Il s'est trompé de menace immédiate. Il a voulu les mains libres, soit. Mais pourquoi ? Allez récupérer Dantzig, un bout de Silésie ? Faut-il être bête ! Son problème gisait à l'Ouest et son nom était : Angleterre. Quand il nous causait du judéo-bolchevisme et de la nécessité de

l'abattre, il avait foutrement raison, mais il en a oublié le judéo-non-bolchevisme, Churchill, sa femme, leur train, la City, Wall Street. Sauf erreur, ce n'est pas Staline qui a signé la déclaration Balfour. Avec son fantasme du germanisme, Hitler pensait, après une paix généreuse, laisser à la Grande-Bretagne l'empire des mers et des outre-mers. Il pensait d'ailleurs qu'il n'y aurait pas de guerre, que Londres ne bougerait

pas plus pour la Pologne que pour l'Autriche et la Tchécoslovaquie. Après ces deux coups heureux, il n'a pas su faire Charlemagne parce qu'il n'a pas compris la politique judéo-anglo-saxonne : anglaise, elle ne supportait de puissance dominante en Europe, juive, elle haïssait le nazisme.

Des nombreuses raisons invoquées par les historiens militaires pour justifier l'arrêt des chars allemands devant Dunkerque le 24 mai 1940, le désir diplomatique de ménager l'Angleterre me semble le plus puissant. Je sais que l'ordre fut donné par Rundstedt. Je sais aussi que la dernière mode est d'avancer que les Panzerdivisions étaient surmenées depuis Sedan, les patins des chenilles usés, les essieux mal graissés, les joints de culasse fatigués, et patati. Bullshit, comme on dit dans les séries américaines. Guderian piaffait, ses chefs de corps aussi, ils avaient des têtes de pont solides de l'autre côté du canal, dans l'élan de la retraite les Français n'avaient pas pu s'accrocher à des positions solides, en quelques heures Dunkerque était prise. Quand vint deux jours plus tard aux Panzer l'ordre d'avancer à nouveau, c'était trop tard, nous avions eu le temps de nous retrancher et de mettre de l'artillerie en place. Les combats furent durs, longs, sanglants. Les batteries et les bateaux de l'amiral Abrial tirèrent un rôle déterminant pour permettre au corps expéditionnaire britannique de rembarquer. Quand la bataille de Dunkerque se termina dix jours plus tard, sur les vingt mille morts, le nombre des Allemands et celui des Français fut sensiblement égal ; il y avait très peu d'Anglais.

Alors les adorateurs du défunt chancelier vont dire que je déparle. Ils disent : Hitler, grand stratège. Oui, souvent. Il a choisi le plan qui attirait le corps de bataille franco-anglais en Belgique, la percée de Sedan, le coup de faux vers la droite. Il a compris dès 1937 l'intérêt décisif d'associer l'aviation aux divisions blindées, ce que De Gaulle n'a vu que dans l'édition de 1944 de *Vers l'armée de métier*. Pour un homme du rang de la Grande Guerre, c'est une vista prodigieuse, une ouverture d'esprit exemplaire. Mais à Dunkerque, il a pensé, comme Rundstedt, en homme de la guerre 14-18. Les documents d'époque le montrent : ils craignaient une nouvelle Marne, une contre-attaque venue du sud coupant leurs lignes de communication. Von Brauchitsch, le commandant en chef de l'armée de terre et son chef d'état-major Halder, écoutant les troupes sur le terrain, entendaient poursuivre le mouvement sur Dunkerque, mais Hitler, inquiété par Rundstedt, appuya celui-ci de son autorité. Il aurait pourtant dû savoir, lui qui admirait tant Napoléon, que seul le coup d'œil du chef sur place permet de prendre la bonne décision. Au général Parménion qui lui disait qu'il agirait prudemment « *s'il était Alexandre* », Alexandre répondit : « *Et moi aussi, si j'étais Parménion* ». Pour une fois, à Dunkerque, Hitler a trop fait confiance à la bureaucratie des Junker.

Un fait confirme l'absolue cécité d'Hitler sur l'Angleterre, le manque total de préparatif d'invasion de l'île au printemps 1940, alors que le Führer avait des idées sur tout et son état-major des plans pour tout. Par folle solidarité "germanique", Hitler n'a pas voulu d'abord saigner la couronne britannique, et quand il a connu son erreur, il n'y pouvait plus rien, malgré les rodomontades de Göring, sa défaite n'était plus qu'une question de temps. En plus, malgré l'exemple de Napoléon, il s'est lancé dans une

guerre sur deux fronts faute d'avoir tué l'ennemi principal.

La cause de toutes ces erreurs, c'est le gloubiboulga germaniste qui régnait alors dans les têtes, et pas seulement celle d'Hitler. Tâchons de mettre un peu de clarté dans ces désordres et ces fumées. Qu'est-ce qu'un Germain ? En français c'est un cousin, en gaulois un voisin, en latin un frère. Tous les peuples d'Europe, avant les grandes invasions du vingtième siècle après Jésus-Christ étaient cousins, voisins et frères. Dans les derniers siècles avant notre ère, venus du Nord et de l'Est, les "Germaines" succédèrent et se mêlèrent au grand empire celtique qui s'étendait de Belgrade au Jutland et aux Gaules cisalpine et transalpine et pour finir à la Bretagne. Le deuxième siècle avant le Christ vit le retrait vers l'ouest des Gaulois poussés par les Germaines, qui se stabilisa en gros sur le Rhin, même si les champs décumates situés entre Rhin et Danube, la Rhétie et la Panonie restèrent celtes jusqu'à la fin de l'empire.

Mais Celtes et Germaines sont des notions plus linguistiques que raciales et cela engendre des confusions. Tribus celtes et germanes s'agrégeaient parfois dans des confédérations. Ainsi les Cimbres qui poussèrent jusqu'en Italie et furent vaincus en 101 par Marius, l'oncle de César, étaient-ils au gré des descriptions celtes ou germanes. Et le chef de la confédération "germaine" Arioviste, qui, en traversant le Rhin, permit à César d'envahir la Gaule chevelue, portait un nom gaulois et parlait gaulois. Gaulois et Germaines étaient donc des cousins voisins proches par la race, moins proches par la langue et les habitudes. Rome installa de nombreux voisins germanes en Gaule à partir du troisième siècle. Le plus drôle fut, faute d'avoir pu conquérir la Germanie, qu'elle créa deux provinces dites de Germanie sur le territoire gaulois, d'éthnie majoritaire gauloise et d'administration romaine. Puis la frontière du Rhin céda au cinquième siècle. Deux choses sont à remarquer. On continua à parler gaulois en Souabe jusqu'au VI^e siècle, et la presque totalité des cours d'eau, et la grande majorité des noms de lieux, du pays flamand germanique aujourd'hui, sont d'origine gauloise, la Meuse, l'Escaut, la Lys, etc. Cela signifie que les envahisseurs ont gardé une grande partie des populations qu'ils ont conquises, puisqu'ils ont nommé les fleuves comme elles. D'Ypres à la Bavière, les Germaines ont imposé leur langue aux gaulois avec qui ils se sont mêlés. Pour en revenir à Hitler, regardez sa tête. Et sa taille. Ce n'est pas le Scandinave façon *Lebensborn*. Il ressemble plutôt, comme son petit voisin Ratzinger, à un Gallo-Romain de Bavière germanisé.

Il faut se méfier des grandes théories de l'histoire sociologique : quand on était petits, on nous racontait du Max Weber, l'éthique protestante, gnagna, plus propice à la richesse capitaliste que le catholicisme, gnagna : comparez aujourd'hui la Bavière à la Saxe ! De même le pangermanisme fut-il une blague, comme le panslavisme, ou, au seizième siècle, notre très rigolote celtophilie. Entendait-on donner à un Empire toutes les régions de sang allemand ? On vient de voir que cela n'a pas de sens. Alors, de langue allemande ? Cela n'en a pas non plus. Toute politique repose sur des réalités. La continuité du territoire en est une, la filiation de l'histoire en est une autre. Les Saxons de Transylvanie ne font pas de la Roumanie une province d'Allemagne, pas plus que l'Alsace n'en est une. On a parlé plus longtemps gaulois, latin, roman ou français à Strasbourg qu'allemand. A l'inverse, je suis un partisan décidé des frontières naturelles sur le Rhin, mais on doit bien reconnaître que l'histoire a tranché. Aix fut une ville gallo-romaine, comme Cologne, et sa chapelle rappelle le manteau de Saint Martin, mais toutes deux sont devenues allemandes. Et Liège et Namur, quoi qu'on y parle un joli français, sont devenues belges. Les grandes théories fumeuses n'y peuvent rien. Défendons-nous plutôt des vraies menaces, et n'en créons pas de nouvelles par notre démesure. J'aime bien le Hitler de l'*Anschluss* et des Sudètes, je trouve complètement crétine l'annexion de la Bohême-Moravie. Et je préfère quand le chancelier cède à la raison et aux bons sentiments en dissuadant ses partisans pangermanistes de réclamer le Haut-Adige.